

Rapport de situation janvier 2021

EDUCATION A VOIX HAUTE



INDEX

ABRÉVIATIONS	3	6. THÈMES TRANSVERSAUX	33
1. EDUCATION A VOIX HAUTE - VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION ACTUELLE	5	Promotion de l'égalité des genres	33
2. SITUATION DES PROCESSUS DE SUBVENTION DE L'EOL.....	6	Soutien aux pays fragiles	34
OC1 – Bénéficiaires. Renforcer l'engagement de la société civile nationale dans la planification de l'éducation, le dialogue politique et le suivi	7	Promotion de la durabilité.....	34
OC2 – Bénéficiaires. Renforcer le rôle de la société civile dans la promotion de la transparence et de la responsabilité de la politique et de la mise en œuvre du secteur de l'éducation nationale	8	Travailler dans des contextes avec des limitations de l'espace civil	35
OC3 – Bénéficiaires. Créer un environnement mondial et transnational plus solide et favorable aux efforts de plaidoyer et de transparence de la société civile nationale	10	7. COLLABORATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS	36
3. PROGRAMME D'APPRENTISSAGE	13	8. ADAPTATIONS DE L'EOL ET ACTIVITÉS À VENIR AU PREMIER SEMESTRE 2021.....	37
4. SITE WEB DE L'EOL ET COMMUNICATION.....	16	9. ANNEXES:.....	38
5. RÉSULTATS OBTENUS DANS LE CADRE DU PROGRAMME EOL.....	17	ANNEXE 1: Liste des Coalitions pour l'Éducation Nationale.....	39
Information sur le contexte.....	17	ANNEXE 2: Liste d'une sélection de politiques nouvelles ou modifiées approuvées au cours du deuxième semestre 2020.....	41
Résultats liés à l'engagement et aux changements de politique de la société civile	18	ANNEXE 3: Leçons tirées de l'expérience passée rapportées par les CNE.....	50
Résultats liés aux capacités des CNE à promouvoir l'égalité générant des systèmes éducatifs et à défendre le droit à l'éducation des groupes marginalisés	21		
Résultats inattendus	31		
Recueil des leçons tirées par les CNE de leurs expériences	32		



ABRÉVIATIONS

ACEA	Campagne Arabe pour l'Éducation pour Tous	CONEPT/RDC	Coalition Nationale de L'Éducation pour tous en RDC – République démocratique du Congo
ACTE	Alliance des OSC pour l'Éducation au Tadjikistan – Tadjikistan	COSYDEP	Coordination des ONG et Syndicats pour la défense d'une Education publique de Qualité – Sénégal
AED	Association pour le Développement de l'Éducation – Kirghizstan	CSACEFA	Coalition d'action de la Société Civile sur l'éducation pour Tous – Nigeria
ANCEFA	Campagne du Réseau Afrique sur l'éducation pour Tous	OSC	Organisation de la Société Civile
ACNEO	Organisation de la Coalition pour l'Éducation Nationale en Afghanistan – Afghanistan	ECOZI	Coalition pour l'Éducation au Zimbabwe – Zimbabwe
ASO-EPT	Coalition Nigérienne des Associations Syndicats et ONG de Campagne EPT – Niger	EFANet	Réseau de la Campagne Education pour Tous – Gambie
ASPBAE	Association Asie-Pacifique Sud pour l'Éducation de Base et la Formation Continue des Adultes	EFA SL	Éducation pour Tous, Sierra Leone – Sierra Leone
APSCF	Alliance des ONG actives dans le domaine de la Protection Sociale de l'Enfant et de la Famille – Moldavie	EFASOM	Coalition pour l'Éducation pour Tous en Somalie – Somalie
BAFASHEBIGE	Coalition pour L'Éducation pour tous – Burundi	E-NET	Réseau de la Société Civile pour les Réformes de l'Éducation
BEN-E	Réseau d'Éducation de Base en Ethiopie – Ethiopie	Inc. E-Net – Philippines	Education Out Loud
CAMPE	Campagne pour l'Éducation Populaire – Bangladesh	EOL	Education Out Loud
CBO-EPT	Coalition Béninoise des Organisations pour l'EPT – Benin	ESA	Afrique Orientale et Du Sud
CEFAN	Éducation pour tous au Cameroun- Cameroun	EYC	Coalition Elimu Yetu – Kenya
CLADE	Campagne Latino-Américaine pour le Droit à l'Éducation	FENU	Forum des ONG sur l'éducation en Ouganda – Ouganda
CONAMEPT	Coalition Nationale Malgache pour L'Éducation pour Tous – Madagascar	FCAC	Pays Fragiles et touchés par des Conflits
CNEPT/BF	Coalition Nationale EPT du Burkina Faso – Burkina Faso	CME	Campagne Mondiale pour l'Éducation
CNT/EPT	Coalition Nationale Togolaise pour l'Éducation Pour Tous – Togo	GISP	Comité de Sélection Indépendant Mondial
CSEC	Coalition de la Société Civile pour l'Éducation – Malawi	GMU	Unité de Gestion Mondiale
CSEF	Fonds pour l'Éducation de la Société Civile	GCNEC	Coalition d'une Campagne Nationale pour l'Éducation au Ghana
CSEP	Partenariat de la Société Civile pour l'Éducation – Timor Leste	PME	Partenariat Mondial pour l'Éducation
COESI	Coalition pour l'Éducation des Îles Salomon – Îles Salomon	ISP	Comité de Sélection Indépendant
COMEDUC	Coalition des Organisations Mauritanienes pour L'Éducation – Mauritanie	KIX	Échange de Connaissances et d'Innovation
		LAC	Amérique latine et Caraïbes
		LCN	Conseil des ONG du Lesotho – Lesotho
		LEG	Groupe d'Éducation Locale
		LGBT	Lesbiennes, Gays, Bisexuels et Transsexuels
		ME & EE	Moyen-Orient et Europe de l'Est
		MEL	Suivi, Évaluation et Apprentissage
		MEPT	Mouvement pour l'Éducation pour Tous (MEPT) – Mozambique



NCE- NEPAL	Campagne Nationale pour l'Éducation – Népal
CNE	Coalition pour l'Éducation Nationale
CNEOL	Coalition pour l'Éducation Nationale du Liberia – Libéria
NEP	Partenariat d'Éducation des ONG – Cambodge
OC	Composante Opérationnelle
PCE	Coalition Pakistanaise pour l'Éducation – Pakistan
PEAN	Education Advocacy Network Inc. de Papouasie-Nouvelle-Guinée – Papouasie-Nouvelle-Guinée
RC	Coalition Régionale
RECEPT GB	Réseau de la Campagne Education pour Tous Guinée Bissau – Guinée Bissau
REFAC	Coalition pour l'Éducation pour Tous au Rwanda – Rwanda
REPT	Regroupement Éducation pour Tout – Haïti
RFW	Cadre de Résultats
RISP	Comité de Sélection Indépendant au niveau Régional
RIPEPT	Réseau Ivoirien pour la Promotion de L'Éducation pour Tous – Cote d'Ivoire
RMU	Unité de Gestion Régionale
SCEFA	Coalition Soudanaise pour l'Éducation pour Tous – Soudan
ODD	Objectif de Développement Durable
SEN	Réseau d'Éducation du Samoa – Samoa
SIC	Comité de Stratégie et d'Impact
SOLNEFA	Réseau du Somali Land sur l'Éducation pour Tous – Somali Land
SWANCEFA	Campagne du Réseau du Swaziland sur l'éducation pour Tous – Eswatini
TEN/MET	Réseau d'Éducation en Tanzanie / Mtandao wa Elimu Tanzanie – Tanzanie
ToC	Théorie du Changement
ToR	Cadre de Référence
TPR	Rapport sur le Progrès Technique
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VAEFA	Association Vietnamiennne pour l'Éducation pour Tous – Vietnam
WCA	Afrique Occidentale et CNEtrale
YCEFA	Coalition Yéménite pour l'Éducation pour Tous – Yémen
ZACNE	Coalition pour l'Éducation Nationale en Zambie – Zambie



1 EDUCATION A VOIX HAUTE - VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION ACTUELLE

Le présent Rapport de Situation – Janvier 2021 renseigne sur les progrès du programme EDUCATION A VOIX HAUTE (EOL) et les résultats obtenus jusqu'à fin décembre 2020, alors que 21 mois de mise en œuvre du programme se sont écoulés.

EDUCATION A VOIX HAUTE est le fonds du PME (GPE) qui soutient les organisations de la société civile dans leurs efforts de plaidoyer et de responsabilité sociale pour promouvoir une éducation de qualité génératrice d'égalité et transformatrice dans les pays en développement à revenu faible et moyen inférieur. Oxfam IBIS est l'Agent de Subvention d'EOL.1.

La crise du Covid-19 affecte la mise en œuvre du programme EOL, mais elle donne également plus d'importance au travail de plaidoyer réalisé par les organisations de la société civile (OSC) soutenues. La pandémie a un impact négatif sur la situation de l'éducation, puisque l'accès à l'éducation de millions d'enfants a été affecté par les confinements, et la qualité de l'éducation a également été affectée lorsque les systèmes éducatifs ont relayé l'enseignement à domicile. Ce sont surtout les enfants issus de familles pauvres et des zones rurales qui sont le plus durement touchés, notamment les filles en raison du travail des enfants, du travail domestique, de la violence et de l'exploitation sexuelle, ainsi que de la discrimination systématique et de la sous-évaluation continue de leur éducation. Il est de plus en plus nécessaire de promouvoir la prise en compte des groupes marginalisés dans la planification de l'éducation

d'urgence. Et à un niveau plus large, il est de plus en plus nécessaire de promouvoir le fait que les systèmes nationaux d'éducation publique comptent sur les ressources en général, et particulièrement dans cette situation où les systèmes doivent être en mesure de rattraper leur retard.

Les Coalitions pour l'Éducation Nationale (CNE) soutenues par EOL – qui rassemblent les voix de divers groupes marginalisés souvent discriminés par rapport aux systèmes éducatifs – sont continuellement des participants actifs et constructifs dans les discussions sur la manière de garantir que les précieuses années d'éducation ne soient pas perdues et que le système éducatif ne creuse pas davantage le fossé entre les écoliers riches et pauvres. Les CNE contribuent aux discussions politiques dans les Groupes d'Éducation Locale et dans d'autres forums de discussion politique.

En 2020, les bénéficiaires des CNE ont participé à des réunions du LEG dans au moins 41 pays différents. Les bénéficiaires contribuent également aux discussions politiques sur les Plans du Secteur de l'Éducation, les lignes directrices, les directives, etc. Plus récemment, les bénéficiaires ont participé à des discussions et ont influencé, par exemple, les plans généraux du secteur de l'éducation, les budgets de l'éducation, les directives pour la construction d'écoles, les réglementations visant à garantir le droit à l'éducation des adolescents ainsi que le droit à l'éducation des personnes handicapées. Ils participent également activement

à la discussion sur les réponses Covid-19 et la réouverture des écoles en toute sécurité.

La crise du Covid-19 crée cependant de nombreux défis pour les CNE, qui recherchent constamment des méthodes de travail alternatives pour atteindre les résultats escomptés, tout en devant adapter les plans de mise en œuvre.

Alors que les CNE sont financés dans le cadre de la Composante Opérationnelle 1 d'EOL et sont en pleine mise en œuvre des projets de leurs bénéficiaires, les bénéficiaires de la Composante Opérationnelle 2 d'EOL sont également en train de se joindre à eux, cherchant à accroître la transparence et la responsabilité de la mise en œuvre des politiques nationales du secteur de l'éducation aux niveaux local et national. EOL accorde également des subventions à des alliances transnationales de la société civile – financées dans le cadre de la OC3 d'EOL – qui contribuent à créer un environnement favorable plus fort aux niveaux mondial, régional et transnational et qui cherchent à créer une synergie entre les stratégies de plaidoyer aux niveaux mondial, régional et national.

Parallèlement, EOL développe un programme d'apprentissage dans le but de stimuler une culture d'apprentissage pendant la mise en œuvre du programme, par l'engagement de partenaires d'apprentissage ainsi que par la promotion d'un partage accru des connaissances entre les bénéficiaires et les autres partenaires.

¹ La structure d'EOL compte quatre Unités de Gestion Régionale (RMU) pour l'Afrique de l'Ouest et du centre à Accra ; l'Afrique de l'Est et du Sud à Kampala ; l'Asie et le Pacifique à Katmandou ; et l'Amérique latine et les Caraïbes à Mexico, respectivement, ainsi qu'une Unité de Gestion Globale (GMU) à Copenhague. EOL travaille également avec un Comité de Sélection Indépendant au niveau mondial et régional.



2 SITUATION DES PROCESSUS DE SUBVENTION DE L'EOL

EDUCATION A VOIX HAUTE a lancé un Appel à Propositions dans le cadre de ses trois Composantes Opérationnelles. Chacune des Composantes Opérationnelles est liée à un objectif spécifique à savoir :

OC1 – Renforcer l'engagement de la société civile nationale dans la planification de l'éducation, le dialogue politique et le suivi

OC2 – Renforcer le rôle de la société civile dans la promotion de la transparence et de la responsabilité de la politique et de la mise en œuvre du secteur de l'éducation nationale

OC3 – Créer un environnement mondial et transnational plus solide et favorable aux efforts de plaidoyer et de transparence de la société civile nationale

Une situation est fournie concernant les processus de subvention sous chacune de ces Composantes Opérationnelles, tandis que le tableau ci-dessous contient une vue d'ensemble.

Les acteurs importants des processus de subvention d'EOL sont le Comité de Sélection Indépendant Mondial (GISP) et le Comité

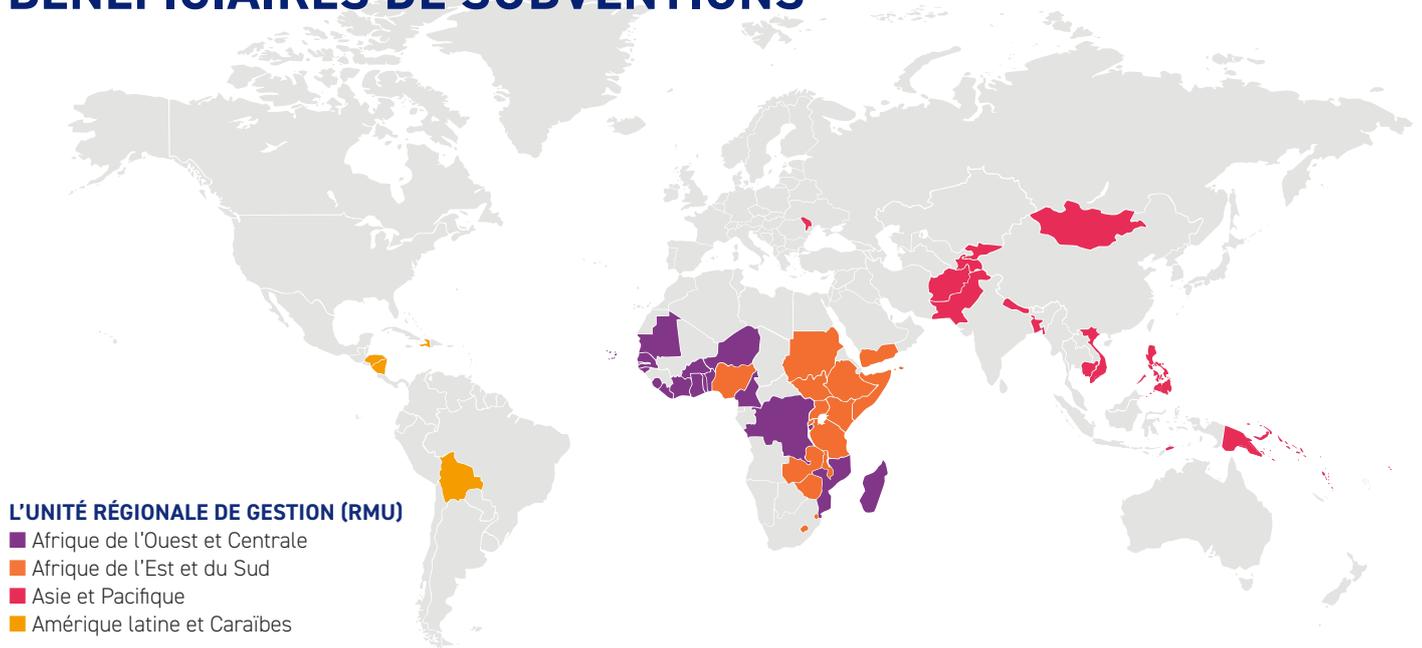
de Sélection Indépendant Régional (RISP) qui sont composés d'experts indépendants dans les domaines de l'éducation, de la gestion de projet, du genre, du travail de la société civile et ayant une connaissance des contextes régionaux. Les membres des comités ont signé des déclarations d'absence de conflit d'intérêts et prennent la décision finale quant au choix des subventions EOL à financer, après que les demandes aient été soumises à un processus de sélection technique.

TABLEAU : APERÇU DE LA SITUATION CONCERNANT L'APPEL À PROPOSITIONS D'EOL À LA FIN DE 2020

Situation de l'appel à propositions d'EOL au 31 décembre 2020		
		Situation au 31 décembre 2020
OC1		
OC1 – Propositions complètes	Appel restreint aux Coalitions pour l'Éducation Nationale	52 projets des bénéficiaires de la proposition complète des CNE sont en cours de mise en œuvre.
OC 1 – Propositions complètes	Appel restreint pour la CME et les Coalitions Régionales	1 subvention CME et 3 subventions CR en cours de mise en œuvre
OC2		
OC2 – 1er Tour de Notes Conceptuelles	Appel Ouvert aux Organisations de la Société Civile Nationale	Conclu
OC2 – 1er Tour de Candidats de l'Année Zéro	Sélectionné parmi les Notes Conceptuelles éligibles	Période de l'Année Zéro en cours de mise en œuvre
OC2 – 1er Tour de Propositions Complètes	Sélectionné parmi les 10 bénéficiaires de l'Année Zéro	Les propositions complètes n'ont pas encore été présentées
OC2 – 2e Tour de Notes Conceptuelles	Qualifié de la OC2 – 1er Tour	Sélection aura lieu en 2021
OC2 – 2e Tour de Candidats de l'Année Zéro	A sélectionner de l'OC2 – 1er Tour de Notes conceptuelles soumises	Sélection aura lieu en 2021
OC2 – 2e Tour de Propositions Complètes	A sélectionner parmi les Candidats de l'Année Zéro	Les propositions complètes n'ont pas encore été présentées. La sélection aura lieu en 2021
OC3		
OC3 – 1er Tour d'appel Ouvert pour les Notes Conceptuelles	Appel ouvert aux alliances des Organisations de la Société Civile Internationale	Conclu
OC3 – 1er Tour de Candidats de l'Année Zéro	Sélectionné parmi les Notes Conceptuelles éligibles	Conclu
OC3 – 1er Tour de Propositions Complètes	Sélectionné parmi les Candidats de l'Année Zéro	Contrats à signer début 2021
OC3 – Appel Restreint pour les Propositions Complètes	CME	Projet en cours d'exécution
OC3 – 2e Tour de l'Appel à Notes Conceptuelles	Appel ouvert aux alliances des Organisations de la Société Civile Internationale	Conclu
OC3 – 2e Tour de Candidats de l'Année Zéro	Sélectionné parmi les Notes Conceptuelles éligibles	La sélection aura lieu en 2021
OC3 – 2e Tour de Propositions Complètes	Sélectionné parmi les Candidats de l'Année Zéro	Les propositions complètes n'ont pas encore été présentées. La sélection aura lieu en 2021



OC1 – LES COALITIONS NATIONALES POUR L'ÉDUCATION BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS



OC1 – BÉNÉFICIAIRES. RENFORCER L'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE NATIONALE DANS LA PLANIFICATION DE L'ÉDUCATION, LE DIALOGUE POLITIQUE ET LE SUIVI.

Coalitions pour l'Éducation Nationale

Des accords signés pour la mise en œuvre des propositions complètes existent entre

l'agent de subvention et 52 coalitions nationales de l'éducation (CNE). Les bénéficiaires de l'OC1 ont tous été soumis à un processus de diligence raisonnable. Les montants accordés à chaque CNE oscillent entre environ \$100.000 et \$300.000 et ces montants incluent une subvention accordée pour la période de l'Année Zéro.

Actuellement, les projets des bénéficiaires de la subvention des CNE sont en cours de mise en œuvre et ils ont atteint un grand nombre de résultats qui sont mentionnés ci-dessous dans la section sur les résultats. Des changements sont cependant intervenus dans le contexte qui ont affecté la mise en œuvre des projets, et en particulier la crise de Covid-19 a imposé de nombreuses

ÉDUCATION À VOIX HAUTE : OC 1 – CONTRATS DE SUBVENTION CNE

Au 31 décembre 2020	Au total	Afrique de l'Ouest et Centrale (WCA)	Afrique du Sud et de l'Est (ESA)	Asie et Pacifique (AP)	Amérique latine et Caraïbes (LAC)
Nombre de Subventions des CNE (Proposition complète et Année Zéro) suivies par chaque RMU de la région.	54	18	16	16	4
Nombre de Subventions CNE passées à la mise en œuvre complète (éventuellement avec des changements mineurs dans leurs documents de projet)	27	5	6	14	2
Nombre de bénéficiaires de la subvention CNE qui ont traversé une période d'Année Zéro avec le soutien du RMU et des CR.	27	13	10	2	2
Nombre de bénéficiaires de la subvention CNE de l'Année Zéro qui ont conclu un accord sur une proposition de projet complet.	25	12	10	2	1
Nombre de bénéficiaires de la subvention CNE Année Zéro qui n'ont pas conclu un accord de proposition de projet complet au 31 décembre 2020.	2	1	0	0	1
Nombre de CNE ayant signé des contrats complets de proposition de projet avec Oxfam IBIS.	52	17	16	16	3

² Ce sont les Coalitions pour l'Éducation Nationale qui avaient reçu des fonds de l'ancien Fonds pour l'Éducation de la Société Civile (CSEF) du PME (GPE) qui étaient éligibles pour demander des fonds d'EOL-OC1 dans un appel ouvert effectué au second semestre en 2019. 54 CNE (la liste complète se trouve en annexe) ont déposé une demande de subvention auprès d'EOL qui a été décidée par les Comité de Sélection Indépendants au premier semestre en 2020. Sur les 54 qui ont déposé leur candidature, 27 ont d'abord été invités à participer à une période d'Année Zéro au cours de laquelle ils ont eu la possibilité d'améliorer leurs propositions de projet. Des accords ont ensuite été établis avec 27 bénéficiaires de l'Année Zéro au cours du premier semestre en 2020 pour une subvention mineure de l'Année Zéro (environ 20.000-30.000 USD). Au cours de cette période, les Unités de Gestion Régionales (RMU) et les Coalitions Régionales d'EOL ont également apporté leur soutien aux bénéficiaires de l'Année Zéro pour améliorer leurs propositions et pour augmenter leur capacité institutionnelle, technique et de plaidoyer.



limitations des CNE et aux possibilités de développer leurs stratégies comme prévu. EOL a fait preuve de souplesse en acceptant des changements dans les plans d'activités des CNE afin de faciliter l'obtention de résultats par le biais d'activités alternatives ou de nouvelles méthodes de travail, ainsi de nombreux ateliers ont été remplacés par des réunions virtuelles, etc. Cela dit, il est encourageant de constater qu'environ trois sur quatre projets des CNE bénéficiaires de subventions sont toujours considérés comme étant sur la bonne voie pour atteindre les résultats escomptés, tels qu'établis par les CNE eux-mêmes.

La CME et les Coalitions Régionales

Dans le cadre de la Composante Opérationnelle 1 d'EOL, un contrat signé existe

également entre l'Agent de Subvention et la Campagne Mondiale pour l'Education (CME) dans le but d'augmenter les capacités des coalitions en ce qui concerne l'engagement dans les dialogues politiques ; et d'augmenter la participation, l'engagement et l'influence des organisations de la société civile inclusive dans les forums internationaux formels et informels sur les politiques d'éducation. De même, des accords existent entre l'Agent de Subvention et les Coalitions Régionales (ACEA, ASPBAE et CLADE, respectivement) pour leur permettre de soutenir et de guider stratégiquement les CNE en alignement avec les stratégies du mouvement régional et mondial de la société civile pour l'éducation.

OC2 – BÉNÉFICIAIRES. RENFORCER LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA PROMOTION DE LA TRANSPARENCE ET DE LA RESPONSABILITÉ DE LA POLITIQUE ET DE LA MISE EN ŒUVRE DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Les premières propositions complètes de projet OC2 ont été développées et seront présentées à l'Agent de Subvention et au Comité de Sélection Indépendant Mondial pour leur examen au premier semestre en 2021 lorsque la période de l'Année Zéro des bénéficiaires OC2 du premier tour se terminera. Les bénéficiaires de l'Année Zéro de l'OC2 (premier tour) sélectionnés par le GISP et mentionnés dans le tableau ci-dessous ont signé des accords avec l'Agent de Subvention et développent chacun leur proposition complète.

TABLEAU : OC2 – PREMIER TOUR DE BÉNÉFICIAIRES DE L'ANNÉE ZÉRO SONT SUIVANTS

PAYS	ORGANISATION	LES OBJECTIFS DES PROJETS OC2 EN COURS DE MISE AU POINT SONT LES SUIVANTS :
Bénin	L'Association des Personnes Rénovatrices des Technologies Traditionnelles (APRETECTRA) est une organisation basée au Bénin. Depuis sa création en 1982, APRETECTRA travaille au développement des communautés, en se concentrant particulièrement sur les femmes, les jeunes et les personnes vulnérables. L'organisation adopte une approche participative pour travailler avec transparence et responsabilité dans le secteur de l'éducation.	L'objectif du projet vise à mobiliser les communautés et à établir un dialogue politique entre les communautés et les décideurs pour faciliter l'accès des jeunes filles défavorisées aux formations proposées par les lycées agricoles et améliorer leurs opportunités d'emploi.
Mauritanie	ECODEV est une association basée en Mauritanie. L'organisation travaille à la mise en œuvre de projets de développement local, à la promotion de l'accès aux services essentiels, ainsi qu'au plaidoyer pour influencer les politiques sectorielles. Elle vise à améliorer les conditions de vie de la population contribuant ainsi à la mise en œuvre de politiques nationales et sectorielles en lien avec les ODD. ECODEV s'est associée à l'AMM, spécialisée dans l'éducation de base, et à FERAPERIM, qui vise à rassembler et à faire entendre la voix des parents d'élèves.	Promotion de la Redevabilité de l'Education en Mauritanie (PREM). En réaction à la « crise de l'apprentissage », des CNE multi-acteurs aux niveaux municipal, régional et national seront mis en place et collecteront des données fiables et pertinentes sur le secteur de l'éducation. Ils mobiliseront également les citoyens et renforceront leurs capacités à mener des actions de plaidoyer sur la base des données collectées afin d'influencer les politiques éducatives pour qu'elles répondent aux besoins des citoyens.
Madagascar	MSIS – Tatao est une organisation basée à Madagascar. L'organisation est spécialisée dans la promotion de la bonne gouvernance, de la transparence et de la responsabilité au niveau local et national. Pour ce projet, MSIS-Tatao s'est associée à quatre autres organisations à Madagascar. Il s'agit de Ravintsara, une ONG spécialisée dans la gouvernance locale et la lutte contre la corruption, DRV, une plateforme spécialisée dans la promotion de l'égalité des genres, PACA, spécialisée dans l'alphabétisation, ainsi que MonEPT, spécialisée dans l'intégration des enfants.	SCORE (Suivi-Citoyen par les OSC de la transparence et la redevabilité dans l'Education). Le projet vise à sensibiliser et à renforcer les capacités des parties prenantes et des bénéficiaires directs afin qu'ils soient en mesure de plaider pour l'inclusion et la transparence et de participer aux décisions concernant la politique de l'éducation.
Bolivie	Fondation Privée des Fidèles CENTRE DE MULTISERVICES ÉDUCATIFS – CEMSE est une ONG basée en Bolivie. L'organisation travaille avec les communautés éducatives du système public pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Pour ce projet, dans lequel CEMSE agit en tant qu'organisation principale, CEMSE a établi un partenariat avec ACLO qui est une ONG bolivienne spécialisée dans le soutien du modèle éducatif sociocommunitaire productif dans l'enseignement ordinaire. ACLO a une expérience spécifique du travail dans les municipalités rurales de Bolivie.	Renforcer le plaidoyer articulé et à plusieurs niveaux des organisations de la société civile et des acteurs des communautés éducatives des régions aymara, quechua et guarani de Bolivie, en mettant l'accent sur l'intra-interculturalité, le multilinguisme, la dépatricarisation et l'urgence, afin de contribuer à une éducation publique inclusive, équitable et de qualité pour tous.

**TABLEAU : OC2 – PREMIER TOUR DE BÉNÉFICIAIRES DE L'ANNÉE ZÉRO SONT SUIVANTS**

PAYS	ORGANISATION	LES OBJECTIFS DES PROJETS OC2 EN COURS DE MISE AU POINT SONT LES SUIVANTS :
Mongolie	L'Association de parents d'élèves de Mongolie est une ONG basée en Mongolie. L'organisation se consacre à l'amélioration de la qualité de l'éducation des enfants en établissant des partenariats multi-acteurs efficaces. L'organisation s'est associée à l'organisation <i>Upgrading People Consulting and Training</i> , qui est expérimentée dans la fourniture de conseils et de formations sur le développement organisationnel et la responsabilité sociale dans les institutions éducatives.	Suivi de la mise en œuvre de l'engagement en faveur des droits de l'homme dans la politique éducative au niveau des écoles. Le projet porte sur le renforcement des capacités de responsabilisation au niveau communautaire. Son objectif est de renforcer les groupes de la société civile et les communautés scolaires dans la promotion de la transparence et de la responsabilité dans la politique d'éducation et la mise en œuvre du budget, en mettant l'accent sur les dialogues sur la politique d'éducation des droits de l'homme au niveau des écoles locales.
Pakistan	L'Institut des Sciences Sociales et Politiques (I-SAPS) est un institut de recherche politique et de plaidoyer travaillant à travers le Pakistan. L'organisation s'efforce de créer une interface efficace entre l'État, le marché, la société civile et les détenteurs de droits pour un développement inclusif, équitable et durable. I-SAPS agit en tant qu'organisation principale dans un partenariat avec l'organisation de la Commission des Droits des Consommateurs du Pakistan. Les deux organisations ont de l'expérience dans la planification et le financement sectoriels ainsi que dans l'engagement politique procédural pour institutionnaliser des solutions politiques contextualisées afin d'améliorer la gouvernance de l'éducation.	Recadrer la Responsabilité de l'Éducation au Pakistan (REAP) L'objectif du projet est de renforcer le rôle de la société civile dans la promotion de la transparence et de la responsabilité de la politique et de la mise en œuvre du secteur de l'éducation nationale.
Philippines	Le Centre pour le Plaidoyer et le Réseau des Jeunes (CYAN) est une ONG dirigée par des jeunes et travaillant aux Philippines. L'organisation s'efforce de créer des plateformes pour l'autonomisation des jeunes et leur participation significative au changement sociétal. Elle est enracinée dans le mouvement de jeunesse et les organisations étudiantes des Philippines et possède une expérience du renforcement des capacités des organisations de jeunesse. CYAN s'associera à l'organisation Government Watch Philippines, qui œuvre pour la responsabilité sociale et le contrôle citoyen des institutions gouvernementales.	Multiply-Ed : Approche multisectorielle et multi-niveaux dirigée par les jeunes pour le suivi de l'éducation à la période du COVID19. L'objectif de ce projet est d'améliorer la transparence, la participation et la responsabilité à différents niveaux de la gouvernance de l'éducation par le biais d'une approche multisectorielle et multi-niveaux dirigée par les jeunes pour le suivi de la politique gouvernementale en matière d'éducation et de la prestation de services afin de répondre aux besoins éducatifs de la jeunesse philippine à la période de la pandémie.
Vietnam	L'Institut de Microfinance et de Développement Communautaire (MACDI) est une OSC travaillant au Vietnam. Elle travaille au développement communautaire et vise à accroître l'inclusion sociale des personnes handicapées. L'organisation a de l'expérience dans la promotion de l'éducation inclusive pour les enfants handicapés. Son objectif est d'améliorer les installations scolaires pour les enfants handicapés et de plaider pour des politiques d'intégration des personnes handicapées. MACDI a de l'expérience dans l'aide à l'élaboration de politiques, et est spécialisée dans l'éducation inclusive, la transparence et la responsabilité.	Politiques d'éducation inclusive au Vietnam. Créer un mécanisme puissant et un renforcement des capacités pour les organisations de la société civile avec les personnes handicapées dans le suivi de la politique nationale d'éducation inclusive au Vietnam.
Cameroun	Afro Leadership est une OSC créée en 2010 et basée au Cameroun. L'organisation travaille à la transformation de la gouvernance, à l'amélioration de l'accès à l'information et à la transparence des processus gouvernementaux. Elle vise à rendre les décideurs responsables, à accroître la transparence et à impliquer les citoyens dans les processus politiques. L'organisation a de l'expérience dans le domaine de la participation citoyenne et entretient divers partenariats avec des acteurs travaillant sur les données ouvertes au niveau mondial.	Le projet Éducation Ouverte du Cameroun (COEP) vise à promouvoir les données de l'éducation Ouverte pour améliorer la bonne gouvernance dans le système éducatif et avoir un impact sur la responsabilité et la formulation et la mise en œuvre des politiques. Cet objectif sera atteint par la mise à disposition de données utiles au public, le renforcement des capacités des acteurs et la promotion de dispositions législatives qui rendent l'accès aux données obligatoire.
Liberia	Helping Our People Excel (HOPE) est une organisation qui travaille au Liberia. HOPE a de nombreuses années d'expérience dans le développement de partenariats et le plaidoyer. L'organisation travaille dans les domaines de l'éducation, du développement du leadership, de la santé et des droits sexuels et reproductifs, ainsi que du développement économique des femmes et des enfants. Pour ce projet, HOPE a établi un partenariat avec Carefound-Liberia et Paramount Young Women Initiative (PAYOWI). Ces deux organisations sont dirigées par des femmes et travaillent à la promotion des droits des adolescentes et des femmes en particulier.	EDUCATE HER: Promouvoir l'équité et l'égalité des genres dans l'éducation. Le projet vise à promouvoir l'engagement des OSC et des citoyens auprès des décideurs politiques afin d'augmenter les allocations budgétaires pour permettre la mise en œuvre complète de la politique d'éducation des filles. Il s'agit de mobiliser les parties prenantes et de renforcer leurs capacités, d'encourager le débat public sur le droit des filles à l'éducation et de faire pression sur les décideurs politiques pour qu'ils augmentent le budget alloué aux initiatives en faveur de l'éducation des filles.

³ Le premier cycle de l'Appel Ouvert à Notes Conceptuelles sous OC2 visant à fournir un soutien à d'autres propositions nationales de la société civile a eu lieu entre avril et juin 2020 et plus de quatre Cents candidats ont alors soumis leur proposition de note conceptuelle. Les candidats pouvaient demander des subventions pour une période allant jusqu'à 36 mois – y compris la période de six mois de l'Année Zéro – et avec un budget compris entre USD 450. 000 et USD 1. 200. 000. À partir de juillet 2020, les RISP ont évalué les propositions ; la GMU a identifié les propositions de Note Conceptuelle techniquement acceptables pour un développement ultérieur ; et c'est finalement le GISP qui a évalué et approuvé les 10 Notes Conceptuelles, mentionnées ci-dessous, qui se sont vues offrir une période Année Zéro.



OC3 – BÉNÉFICIAIRES. CRÉER UN ENVIRONNEMENT MONDIAL ET TRANSNATIONAL PLUS SOLIDE ET FAVORABLE AUX EFFORTS DE PLAIDOYER ET DE TRANSPARENCE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE NATIONALE

L'objectif de l'OC3 est de créer un environnement mondial et transnational plus favorable aux efforts de plaidoyer et de transparence de la société civile nationale.

Dix propositions complètes sont maintenant soumises par les candidats du premier tour de l'Année Zéro de l'OC3 pour être décidées. Le premier appel à Notes Conceptuelles dans le cadre de l'OC3 a abouti à la sélection par le GISP de dix alliances invitées à participer à une période d'Année Zéro au cours de laquelle elles pourront développer leurs propositions complètes à soumettre à la fin du mois de septembre 2020.

L'Appel Ouvert à Notes conceptuelles OC3 – deuxième tour – a également été conclu en septembre 2020. Les alliances transnationales de la société civile pourraient demander une subvention au titre de cette

Composante Opérationnelle afin d'être en mesure de mener un plaidoyer multi-pays innovant pour influencer les cadres politiques transnationaux et nationaux. Les alliances d'acteurs de la société civile candidates doivent inclure des partenaires qui travaillent au niveau national ou sous-national dans un pays partenaire du PME et chaque alliance doit être composée d'un minimum de trois organisations uniques. La Note Conceptuelle soumise par le requérant principal doit également expliquer comment le requérant principal et les membres de l'alliance créeront des alliances de la société civile représentant divers acteurs sociaux et formées autour de changements de politique stratégique identifiés ou de domaines liés à l'Objectif de Développement Durable (ODD) 4 ; augmenteront les capacités des alliances transnationales de la société civile, en particulier en ce qui concerne le plaidoyer ; promouvoir des changements dans les politiques ou pratiques stratégiques mondiales, régionales ou nationales par le biais de plaidoyers et de campagnes ; créeront ou renforceront les mécanismes, espaces, institutions ou commissions de

responsabilité sociale qui assurent le suivi des engagements mondiaux, régionaux ou nationaux relatifs au droit à une éducation équitable et de qualité ; et enfin, comment établir ou renforcer les « Collaborations d'apprentissage » sur les stratégies de plaidoyer efficaces.

173 Notes Conceptuelles ont été soumises pour cet appel de l'OC3 – deuxième tour -, qui ont été examinées par les RMU ; tandis que les RISP ont décidé lesquelles des Notes Conceptuelles qualifiées devaient avancer dans le processus. Le GISP prendra la décision finale au début de l'année 2021, concernant les candidats à Notes Conceptuelles qui seront invités à participer au processus de l'Année Zéro.

Entre-temps, la Campagne Mondiale pour l'Education (CME) a commencé la mise en œuvre de la subvention OC3- qu'elle a reçue à la suite d'un appel restreint à l'intention du CME spécifiquement, comme convenu avec le PME.

TABLEAU : OC3 – CANDIDATS DU 1ER TOUR DE L'ANNÉE ZÉRO

ORGANISATION	INFORMATIONS SUR L'OC3 – CANDIDATS ET PROJETS DU 1ER TOUR DE L'ANNÉE ZÉRO (DANS UN ORDRE ALÉATOIRE)
Action Aid International	Objectif : Augmenter le financement de l'éducation (fiscalité). La proposition se concentre sur le financement national de l'éducation et prévoit des interventions au Népal, au Sénégal et en Zambie. Elle vise à renforcer le dialogue politique et à créer un changement sur les recettes fiscales et les budgets de l'éducation dans les pays cibles. La logique est que les pays doivent élargir leur assiette fiscale de manière progressive et durable afin de garantir le financement d'une éducation publique de qualité.
	Certains des pays bénéficiaires qui y participent : Népal, Sénégal, Zambie
	Organisations participantes : Action Aid International Réseau pour la Justice Fiscale Alliance Mondiale pour la Justice Fiscale Education International Campagne Mondiale pour l'Education
Réseau zimbabwéen de Développement de la Petite Enfance	Objectif : L'objectif du projet est de renforcer les réseaux nationaux et transnationaux d'Education au Développement de la Petite Enfance (ECDE) pour influencer l'amélioration de l'ECDE dans les pays de la Communauté de Développement de l'Afrique Du Sud (SADC) par un plaidoyer soutenu.
	Certains des pays bénéficiaires qui y participent : Zimbabwe, Malawi, Lesotho
	Organisations participantes : Réseau zimbabwéen des Acteurs du Développement de la Petite Enfance (ZICNEDA) (Leader) Coalitions Nationales d'OSC ECDE du Lesotho (CNEDOL) La coalition de l'ECD du Malawi

**TABLEAU : OC3 – CANDIDATS DU 1ER TOUR DE L'ANNÉE ZÉRO**

ORGANISATION	INFORMATIONS SUR L'OC3 – CANDIDATS ET PROJETS DU 1ER TOUR DE L'ANNÉE ZÉRO (DANS UN ORDRE ALÉATOIRE)
Centre de Recherche sur la Population et la Santé en Afrique	<p>Objectif : L'objectif du projet est d'exploiter les voix des citoyens pour améliorer l'accès à une éducation publique de qualité et équitable et le bien-être des enfants vivant dans des milieux urbains pauvres en Afrique subsaharienne (ASS).</p> <p>Certains des pays bénéficiaires qui y participent : Kenya, Malawi, Côte d'Ivoire</p> <p>Organisations participantes : AFIDEP, Institut africain pour la Politique de Développement, MESAD, MESAD, Mouvement Pour l'éducation, La Santé et le Développement</p>
Fédération Ouest Africaine des Associations de Personnes Handicapées (FOAPH)	<p>Objectif : Accroître l'égalité des genres et mettre l'acCNET sur le droit à l'éducation des personnes handicapées. Le projet vise à garantir que les politiques et les investissements en matière d'éducation – à tous les niveaux – accordent une attention majeure et adéquate à l'intersectionnalité du handicap et de l'égalité des genres et à œuvrer à l'accélération de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, en particulier les ODD 4 et 5, en cohérence avec les instruments juridiques mondiaux et régionaux sur l'égalité des genres et l'inclusion du handicap.</p> <p>Certains des pays bénéficiaires qui y participent : Niger, Mali, Burkina Faso, Togo</p> <p>Organisations participantes : Fédération Ouest Africaine des Associations de Personnes Handicapées, FOAPH (Leader), Humanité & Inclusion – Handicap International (HI), Forum des Femmes Educatrices Africaines (FAWE), Campagne du Réseau Africain sur l'Éducation Pour Tous, ANCEFA (partenaire stratégique)</p>
Fondation Ayuda en Acción (Aide en Action)	<p>Objectif du projet : Augmenter les budgets de l'éducation et garantir le droit des migrants à l'éducation. Plaider pour l'augmentation d'un budget national adéquat et protégé pour garantir le droit humain à l'éducation et pour l'élargissement des garanties pour les migrants en renforçant les systèmes éducatifs publics et inclusifs dans les pays d'Amérique Centrale, du Mexique et des Caraïbes (CAMEXCA).</p> <p>Certains des pays bénéficiaires qui y participent : Nicaragua, Honduras, Costa Rica, Haïti, Guatemala, El Salvador, Panama, République dominicaine, Mexique.</p> <p>Organisations participantes : Membres de l'Alliance : EL SALVADOR- Fondation Ayuda en Acción (cette organisation administrera les fonds pour trois organisations : a. HONDURAS – Foro Dakar ; b. NICARAGUA – Forum pour l'éducation et le Développement Humain par les Initiatives du Nicaragua (FEDH-IPN) ; c. HAÏTI – Association de l'Éducation pour Tous (REPT) ; MEXIQUE – Campagne pour le Droit à l'Éducation au Mexique (CADEM) ; GUATEMALA – Collectif de l'Éducation pour Tous (CETT) ; EL SALVADOR – Réseau Salvadorien pour le Droit à l'Éducation ; COSTA RICA – Programme Citoyen pour l'Éducation (ACED) ; REPUBLIQUE DOMINICAINE – Forum Socioéducatif (FSE) ; PANAMA – Coalition Panaméricaine pour le Droit à l'Éducation. Autres membres de l'alliance : Association latino-américaine pour l'Éducation et la Communication Populaire (ALLER) ; Campagne latino-américaine pour le Droit à l'Éducation (CLADE) ; Comité d'Amérique Latine et des Caraïbes pour la Défense des Droits de la Femme (CLADEM) ; Réseau Espaces Sans Frontières (RSF) ; Université Etatique à Distance (UNED) – Costa Rica.</p>
Keystone Human Services International	<p>Objectif : Accroître l'éducation inclusive. La proposition vise à permettre aux groupes marginalisés de plaider pour une éducation inclusive.</p> <p>Certains des pays bénéficiaires qui y participent : Bangladesh, Ethiopie, Moldavie</p> <p>Organisations participantes : Keystone Human Services International Inclusion International Keystone Moldavie La Société pour l'Éducation et l'Inclusion des Handicapés (SEID) (Bangladesh) Association Nationale Ethiopienne Fikir sur les Handicaps Intellectuels (FENAID)</p>

**TABLEAU : OC3 – CANDIDATS DU 1ER TOUR DE L'ANNÉE ZÉRO**

ORGANISATION	INFORMATIONS SUR L'OC3 – CANDIDATS ET PROJETS DU 1ER TOUR DE L'ANNÉE ZÉRO (DANS UN ORDRE ALÉATOIRE)
Le Réseau d'action du peuple pour l'apprentissage (Réseau PAL)	<p>Objectif : Améliorer l'éducation inclusive par le biais de dialogues politiques et d'évaluations des systèmes d'éducation publique et des programmes scolaires menées par les citoyens à l'aide d'outils robustes et d'analyses de recherche politique.</p> <p>Certains des pays bénéficiaires qui y participent : Bangladesh, Inde, Kenya, Mali, Mexique, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Sénégal, Tanzanie, Ouganda</p> <p>Organisations participantes : Le Réseau d'action du peuple pour l'apprentissage (Réseau PAL) (Leader) Idara-eTaleem-o-Aagahi (ITA) – Pakistan Uwezo Uganda</p>
Street Child	<p>Objet : Financement de l'éducation (droits) Le projet se concentre sur l'évaluation de l'apprentissage et sur une éducation équitable et de qualité pour les enfants marginalisés en Afghanistan, au Bangladesh, au Myanmar et au Népal. Le projet vise à permettre à la société civile de procéder à des évaluations des politiques.</p> <p>Certains des pays bénéficiaires qui y participent : Afghanistan, Bangladesh, Myanmar, Népal.</p> <p>Organisations participantes : Fondation pour l'Education Pratham. ASER, Rapport Annuel sur la Situation de l'Education (Afghanistan) ASER, Rapport Annuel sur la Situation de l'Education (Népal), IDD (Bangladesh), Ashoka (Myanmar)</p>
Filles, pas Epouses : Le Partenariat Mondial pour mettre Fin au Mariage des Enfants – Royaume-Uni, Burkina Faso, Niger, Bénin, Mali, Sénégal et Togo	<p>Objectif : Le projet vise à mettre fin aux mariages d'enfants et se concentre sur le Niger et le Burkina Faso, où les mariages d'enfants sont un problème qui touche de nombreuses filles et adolescentes et qui les empêche d'aller à l'école. L'alliance est une collaboration entre les OSC qui luttent pour mettre fin au mariage des enfants et les coalitions de l'éducation. Cette collaboration est importante car le mariage des enfants et l'accès inéquitable des filles à l'éducation sont profondément liés.</p> <p>Certains des pays bénéficiaires qui y participent : Burkina Faso, Niger</p> <p>Organisations participantes : Filles, Pas Epouses : Le Partenariat Mondial pour mettre Fin au Mariage des Enfants La coalition nationale contre le mariage d'enfants au Burkina Faso (CONAMEB) Plateforme vers la fin du mariage des enfants au Niger</p>
Droits des Filles (GCR)	<p>Objectif : L'objectif du projet est de plaider pour des écoles sûres et de mettre fin à la Violence Sexuelle et de Genre liée à la Scolarité (SRGBV) dans et autour des écoles en Afrique du Sud.</p> <p>Certains des pays bénéficiaires qui y participent sont : Malawi, Zimbabwe, Zambie, Mozambique.</p> <p>Organisations participantes : Droits des Filles – GCR (Leader) Alliance pour la Scolarisation de chaque Fille-EGISA CNETre communautaire Faith Arise-FACC My Age Zimbabwe</p>



3 PROGRAMME D'APPRENTISSAGE

Les efforts du Programme d'Apprentissage EOL continuent à être développés dans les domaines de stratégie d'apprentissage suivants : 1) travail direct avec les bénéficiaires du programme OC1 ; 2) planification conjointe avec les coalitions régionales de l'éducation en relation avec le renforcement des capacités et les stratégies de collaboration du programme OC1 ; 3) approvisionnement, contrats et mise en œuvre impliquant les partenaires d'apprentissage dans les quatre régions, y compris la planification des activités pour le renforcement des capacités, les stratégies d'apprentissage collaboratif entre les pairs et les possibilités de programmes communs de plaidoyer ; 4) renforcement de l'accent mis sur l'apprentissage dans l'Année Zéro des programmes OC2 et OC3 ; et 5) élaborer une programmation adaptative et assurer la saisie des apprentissages dans l'ensemble du portefeuille EOL.

Les plans d'apprentissage élaborés avec l'ensemble des bénéficiaires de l'initiative OC1 informent la planification des capacités et des processus d'apprentissage avec les partenaires d'apprentissage. Les besoins d'apprentissage et les thèmes spécifiques pour les collaborations entre les coalitions de l'OC1 sont identifiés, discutés et coordonnés avec les Coalitions Régionales.

Dans les quatre régions, les Partenaires d'Apprentissage sont présélectionnés et il existe un large pool de partenaires d'apprentissage sélectionnés au niveau régional, composé d'ONG internationales, d'ONG locales, d'institutions de recherche, de so-

ciétés de conseil privées et de consultants individuels. Un processus de passation de marchés pour les partenaires d'apprentissage mondiaux est en préparation. Il tirera parti des connaissances acquises à partir des pools de partenaires d'apprentissage régionaux pour identifier les besoins ou les lacunes en matière de compétences techniques, de facilitation et de mentorat dans le pool de partenaires d'apprentissage existant, y compris les lacunes relatives aux stratégies de soutien aux collaborations d'apprentissage dans les différents OC.

En Afrique orientale et du Sud, le RMU a identifié un groupe de 20 partenaires d'apprentissage et deux premières sessions de renforcement des capacités et de suivi ont été organisées avec deux partenaires d'apprentissage sélectionnés pour les bénéficiaires de l'OC1. Ils se sont concentrés sur le Plaidoyer Politique, la Mobilisation Communautaire et l'Analyse Budgétaire et sur le Suivi, l'Évaluation, la Responsabilité et l'Apprentissage.

Deux partenaires d'apprentissage pour des processus spécifiques de développement des capacités, de suivi et de facilitation ont été identifiés par le RMU de la région Asie et Pacifique à l'issue d'un processus d'acquisition de partenaires d'apprentissage, tandis que 15 partenaires d'apprentissage ont été identifiés par le RMU de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour commencer à travailler au début de 2021. En Amérique latine et aux Caraïbes, 11 partenaires d'apprentissage ont été identifiés et sélectionnés pour le pool de partenaires d'apprentissage

dans cette région ; et deux sessions sur la Durabilité Financière et le Renforcement Organisationnel sont prévues en collaboration avec CLADE.

La stratégie de mise en place de collaborations d'apprentissage et l'implication des partenaires d'apprentissage dans le processus dans l'ensemble du portefeuille EOL seront mises en œuvre lorsque les OC2 et OC3 commenceront à être mis en œuvre en 2021. Les apprentissages tirés de l'OC1 et les collaborations avec les Coalitions Régionales soutiendront le développement des stratégies.

La phase de l'année zéro pour le premier tour de l'OC2 a commencé en octobre 2020 avec un accent renforcé sur l'information des bénéficiaires de subventions sur le programme d'apprentissage, à la fois sur les possibilités au cours de l'Année Zéro pour le soutien des RMU, y compris le soutien aux activités, et sur les composantes du programme d'apprentissage, le partenaire d'apprentissage, les collaborations et le renforcement des capacités dans la mise en œuvre à plus long terme du programme d'apprentissage. Deux webinaires d'apprentissage, l'un sur le travail avec la Théorie du Changement et l'autre sur les stratégies de Gestion Adaptative sont prévus pour être réalisés par des consultants sélectionnés de deux organisations d'apprentissage au début de la période de l'Année Zéro. Les webinaires se concentrent, respectivement, sur la manière d'inclure la Théorie du Changement et les stratégies de gestion adaptative dans le développement de propositions



complètes, et sur la manière de renforcer la mise en œuvre et le développement ultérieurs des aspects d'apprentissage de l'organisation à long terme. Cet objectif doit être poursuivi et développé dans les processus restants de l'Année Zéro de l'OC en 2021.

Un groupe de 10 bénéficiaires de subventions OC3 (1er tour) a également participé à une période d'Année Zéro pendant qu'ils développaient leurs propositions de projet complètes sur différents sujets déjà mentionnés et repris dans le tableau ci-dessous pour une référence facile. Une brève des-

cription des résultats d'apprentissage de la période de l'Année Zéro est mentionnée. En d'autres termes, ce qui a été appris au cours de cette période.

TABLE: OC3 – 1ST ROUND YEAR ZERO CANDIDATES.

ORGANISATION	INFORMATION SUR L'OC3 - CANDIDATS DU 1ER TOUR DE L'ANNÉE ZÉRO ET EXEMPLES DE CE QUI A ÉTÉ APPRIS PENDANT L'ANNÉE ZÉRO
Action Aid International	<p>Objectif du projet : Augmenter les recettes fiscales et les budgets de l'éducation.</p> <p>Leçons apprises : La formulation des objectifs, des résultats et des activités a permis une compréhension commune qui a finalement contribué à renforcer les capacités des partenaires de l'alliance en matière de Justice Fiscale et de Services Publics Sensible au Genre. La capacité de budgétisation a également été renforcée grâce aux conseils donnés à chaque partenaire de l'alliance sur la manière d'élaborer le budget et de s'assurer que tous les postes budgétaires requis sont provisionnés. La capacité thématique s'est accrue en ce qui concerne la compréhension du financement de l'impôt et de l'éducation et le suivi budgétaire.</p>
Réseau zimbabwéen de Développement de la Petite Enfance	<p>Objet du projet : Renforcer l'Education au Développement de la Petite Enfance (ECDE)</p> <p>Leçons apprises : Les organisations ont tiré des enseignements des processus d'élaboration des propositions et ont apprécié d'apprendre les unes des autres en partageant leurs expériences. Les réseaux se sont compris et ont constaté que les problèmes de développement de la petite enfance sont similaires dans tous les pays et ne sont pas prioritaires pour les gouvernements respectifs. Il a été découvert que le fait de rassembler les esprits et d'exploiter les chiffres de manière collaborative peut pousser les gouvernements de la région d'Afrique du Sud à faire de l'ECDE une priorité. Il a été discuté que le rythme de compréhension des problèmes varie et qu'il est donc important de répondre à chaque question, aussi petite soit-elle, et que chaque contribution à la discussion doit être valorisée pour renforcer et augmenter la participation de tous les participants.</p>
Centre de Recherche sur la Population et la Santé en Afrique	<p>Objectif : Améliorer l'accès à une éducation publique de qualité et équitable et le bien-être des enfants vivant dans des milieux urbains pauvres en Afrique subsaharienne (ASS).</p> <p>Leçons apprises : Le fait de travailler dans des contextes et des pays différents donne aux coalitions des perspectives différentes sur la manière dont les politiques et les pratiques sont mises en œuvre dans les pays, ce qui permet aux membres de l'alliance d'apprendre de l'expérience des autres. En réunissant les alliances, il est possible d'identifier les problèmes spécifiques à un pays, de les regrouper et d'identifier les problèmes les plus particuliers à un pays. Ce processus permet aux coalitions de s'exprimer d'une seule voix sur certaines questions et les aide finalement à plaider pour le changement sur une ou plusieurs questions d'une voix collective. Rassembler les alliances permet également de générer des preuves sur les problèmes identifiés dans différents pays, ce qui donne à l'alliance une meilleure chance de s'exprimer dans les forums régionaux et mondiaux.</p>
Fédération Ouest Africaine des Associations de Personnes Handicapées (FOAPH) – Mali, Burkina Faso, Togo	<p>Objectif : Égalité des Genres et accent sur le droit à l'éducation des Personnes Handicapées.</p> <p>Leçons apprises : Les organisations participantes ont appris au cours de la préparation de la proposition complète qu'il était nécessaire d'être plus spécifique sur les contextes nationaux et qu'il est nécessaire que les membres de l'alliance plaident pour une éducation inclusive à travers les secteurs et les vulnérabilités. Une évaluation des capacités (Due Diligence) réalisée par Oxfam IBIS, a permis à l'organisation FOAPH et à ses partenaires de connaître leurs forces et leurs faiblesses, mais aussi de prendre des mesures correctives pour acquérir un certain nombre de politiques et de documents importants pour la vie d'une association (par exemple l'organigramme des membres de l'alliance, l'accord entre les membres de l'alliance, le cadre de suivi et d'évaluation et la politique de réduction des risques et des catastrophes).</p>
Fondation Ayuda en Acción (Aide en Action)	<p>Objectif du projet : Promouvoir l'augmentation des budgets nationaux pour l'éducation et le droit des migrants à l'éducation.</p> <p>Leçons apprises : Au cours de la période de l'Année Zéro, l'Alliance a appris que – afin de mettre en œuvre le projet de manière fructueuse – elle doit définir une équipe de mise en œuvre du projet avec des rôles et des fonctions clairs, articulés avec un Plan de Gestion ; développer, réviser et mettre à jour un plan d'évaluation des risques, en tenant compte de la dynamique et de la gestion de l'évaluation des risques ; concevoir et mettre en œuvre un Plan MEAL intégré avec un système d'apprentissage ; développer un plan de communication comprenant la communication entre les membres de l'alliance et avec les parties prenantes externes, y compris les campagnes de mobilisation, et élaborer un plan de participation de l'alliance pour définir les formes de communication et de participation aux processus de prise de décision ; générer un plan de plaidoyer national/régional et développer un plan de durabilité.</p>



TABLE: OC3 – 1ST ROUND YEAR ZERO CANDIDATES.

ORGANISATION	INFORMATION SUR L'OC3 – CANDIDATS DU 1ER TOUR DE L'ANNÉE ZÉRO ET EXEMPLES DE CE QUI A ÉTÉ APPRIS PENDANT L'ANNÉE ZÉRO
Keystone Human Services International	<p>Objectif : Augmenter l'éducation inclusive.</p> <p>Leçons apprises : Les webinaires et le processus de présentation des données ont permis à l'Alliance de développer une Théorie du Changement qui incorpore des perspectives multiples et diverses dans un cadre rationalisé qui est la propriété de tous les partenaires, renforçant la cohésion de l'Alliance ainsi que les compétences techniques. Ce processus a permis de s'assurer que le projet proposé repose sur des actions claires, fondées sur des preuves, qui entraîneront des changements mesurables. Les partenaires ont également élargi leurs connaissances sur l'éducation inclusive et le contexte de leur pays.</p>
Le Réseau d'action du peuple pour l'apprentissage (Réseau PAL)	<p>Objectif : Améliorer l'éducation inclusive à l'aide d'outils robustes et d'analyses de recherche politique.</p> <p>Leçons apprises : Les partenaires ont réalisé la nécessité de développer une métrique commune pour l'alphabetisation de base et l'apprentissage du calcul et ils ont amélioré leur compréhension de la responsabilité sociale et de l'application d'un plaidoyer basé sur des preuves pour accélérer l'éducation inclusive. Ils ont également amélioré leurs capacités à utiliser le plaidoyer fondé sur des preuves qui accompagne l'élargissement des évaluations communes pour inclure les enfants vivant avec des formes spécifiques de handicap et ceux ayant le statut de réfugié.</p>
Street Child	<p>Objectif : Améliorer l'évaluation des apprentissages et la qualité et l'équité de l'éducation pour les enfants marginalisés.</p> <p>Leçons apprises : Une session complète de renforcement des capacités sur le genre et l'inclusion a permis d'accroître la sensibilisation aux normes sectorielles à travers six composantes essentielles : (i) responsabilité organisationnelle ; (ii) culture et capacité organisationnelles ; (iii) analyse contextuelle ; (iv) collecte et diffusion des données ; (v) « ne pas nuire » ; et (vi) cadres de résultats et indicateurs. L'analyse de la situation a permis aux participants de mieux comprendre les politiques et les plans nationaux, ainsi que les facteurs influençant la transformation des politiques en pratique, en notant que ceux-ci varient selon les contextes, par exemple dans les contextes de conflit et de crise. L'analyse des parties prenantes a permis aux partenaires de vérifier les hypothèses concernant la responsabilité et de confirmer les capacités de plaidoyer.</p>
Filles, pas Epouses : Le Partenariat Mondial pour mettre Fin au Mariage des Enfants – Royaume-Uni, Burkina Faso, Niger, Bénin, Mali, Sénégal et Togo	<p>Objectif : Le projet vise à mettre fin aux mariages d'enfants.</p> <p>Leçons apprises : Les organisations membres ont participé au processus de préparation de la proposition complète et ont tiré des enseignements de leur participation. Le programme Filles pas Epouses a travaillé avec les partenaires de l'Alliance pour renforcer leurs capacités de planification, notamment en élaborant des Plans d'Action stratégiques pour le projet. Au Niger et au Burkina Faso, des consultants nationaux ont animé des sessions de planification avec les membres de l'Alliance, et ont soutenu le processus d'élaboration de plans efficaces et collaboratifs pour les trois prochaines années. Les partenaires se sont familiarisés avec le thème de l'éducation des filles et du mariage des enfants grâce à l'atelier Zoom et à des réunions en face à face au Burkina Faso et au Niger. Au Niger, les membres de l'Alliance ont participé à un atelier de plaidoyer d'une journée en face à face sur l'éducation des filles et le mariage des enfants. Il y a également eu des sessions sur le développement d'une Théorie du Changement, l'analyse du pouvoir et la cartographie des acteurs et le développement d'un plan d'action de plaidoyer.</p>
Droits des Filles (GCR)	<p>Objectif : L'objectif du projet est de plaider pour des écoles sûres et de mettre fin à la Violence Sexuelle et de Genre liée à l'école (SRGBV).</p> <p>Leçons apprises : Au cours de la préparation de la proposition complète, les partenaires ont appris davantage sur les sujets suivants : a) Il est nécessaire d'investir dans le suivi communautaire des politiques et des lois. Beaucoup de politiques et de lois ne sont pas efficacement mises en œuvre en raison de l'absence d'un mécanisme de responsabilité solide au niveau communautaire qui peut évaluer les progrès au niveau local. Un exemple est la mise en œuvre des ODD. b) Un leadership et une coordination efficaces sont importants dans la gestion organisationnelle et améliorent les résultats et la productivité. c) Les organisations peuvent travailler ensemble tant qu'elles ont un objectif commun et qu'elles acceptent de défendre l'amélioration de la vie des personnes et des communautés dans lesquelles elles opèrent.</p>



4 SITE WEB DE L'EOL ET COMMUNICATION

Les efforts de communication d'EOL se concentrent désormais sur le partage des efforts, des expériences et des réalisations des bénéficiaires soutenus dans le cadre du programme EOL, après s'être concentrés sur la communication aux candidats potentiels pour les candidatures ouvertes. La raison de ce changement est que, pour le moment, il n'y a plus d'appels à candidatures ouvertes.

Le site web d'EOL a été mis à jour pour s'adapter au nouvel objectif de communication et il inclut la mise en page pour augmenter le nombre de nouvelles sur le site web sous différents thèmes tels que la thématique et la zone géographique. Le site web offre également la possibilité aux bénéficiaires de contacter directement l'équipe d'EOL pour partager des nouvelles pertinentes sur le travail effectué. La nouvelle présentation et les nouvelles options du site web permettent à EOL de se rapprocher des bénéficiaires et d'accélérer le flux de communication en ligne.

Un bulletin d'information EOL a également été élaboré et est envoyé quatre fois par an, le premier bulletin ayant été lancé en août 2020. L'objectif de cette newsletter était d'informer les bénéficiaires d'EOL et les parties prenantes intéressées des développements au sein du programme EOL, ce qui a conduit à une accélération des articles sur le site web d'EOL tournant autour du travail et

des réalisations des bénéficiaires. Après le lancement de la première newsletter, EOL a reçu des réactions et un retour d'information positifs, et après le lancement, le nombre d'abonnés a augmenté rapidement. Actuellement, 446 personnes sont abonnées à la lettre d'information. Une cartographie de la portée de la newsletter montre qu'environ 35% sont des bénéficiaires de subventions EOL et 65% sont d'autres parties prenantes intéressées ; ils sont basés dans au moins 86 pays et représentent plus de 370 organisations, institutions et entreprises différentes.

Les efforts de communication de l'EOL comprennent également une communication continue avec les candidats, c'est-à-dire par le biais d'une série de webinaires organisés en anglais, français et espagnol avec des participants actifs. La communication permanente avec tous les bénéficiaires, principalement par le biais des RMU, permet également à EOL d'apprendre des efforts et des activités de communication des bénéficiaires et d'identifier les nouvelles pertinentes qui méritent d'être partagées par le biais du site web et de la newsletter d'EOL.

RÉGION	% D'ABONNÉS À LA NEWSLETTER D'EOL
Afrique de l'Est et Du Sud	28%
Afrique de l'Ouest et Centrale	23%
Asie Pacifique	15%
Europe	11%
Amérique latine et Caraïbes	7%
Amérique du Nord	4%
Moyen-Orient et Afrique du Nord – MENA	2%



5 RÉSULTATS OBTENUS DANS LE CADRE DU PROGRAMME EOL

INFORMATION CONTEXTUELLE

Le contexte dans lequel les projets des bénéficiaires ainsi que l'ensemble du programme EOL opèrent a changé de façon spectaculaire dans chaque pays, sur le plan régional et mondial depuis le lancement du programme EOL en raison de la crise sanitaire de Covid-19. Le confinement partiel des activités du secteur privé et des services du secteur public dans le but de combattre la crise sanitaire a eu des effets considérables sur les sociétés et a plongé des milliers et des milliers de familles à faibles revenus dans une situation économiquement précaire, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres, mais surtout dans les pays qui ne disposent pas de filets de sécurité sociale pour venir en aide aux personnes et aux familles qui perdent leur emploi ou qui vivaient déjà en marge du marché du travail avant la crise. Dans de nombreux cas, ces personnes ont sombré dans une profonde pauvreté lorsque les interdictions de transit les ont empêchées de travailler dans l'économie informelle, par exemple en vendant des produits et des services pour apporter de la « nourriture sur la table » à leur famille.

La crise de Covid-19 et la fermeture généralisée des écoles publiques ont considérablement modifié le contexte dans lequel les bénéficiaires de la subvention EOL opèrent, car de nouveaux problèmes urgents sont apparus, qui ont soudainement été placés en tête des priorités du programme de plaidoyer de la société civile. Il s'agissait notamment d'assurer une sorte d'éducation d'urgence pour le grand nombre d'enfants n'ayant pas accès à l'éducation et d'éviter que les écarts entre les enfants riches et pauvres ne se creusent davantage pendant la fermeture, en raison d'un accès inégal aux ordinateurs et à une connexion internet dans les foyers. Dans de nombreux pays, les écoles commencent cependant à retrouver un fonctionnement normal.

Dans certains pays, les *agendas politiques* sont devenus presque monothématiques et se concentrent sur la manière de gérer la crise sanitaire urgente, ce qui ne laisse pas beaucoup de place – si tant est qu'il y en ait – aux discussions politiques sur les problèmes structurels en cours, tels que la discrimination entre les genres dans le secteur de l'éducation ou l'inégalité des opportunités pour les enfants des zones urbaines et rurales, respectivement, de recevoir une éducation de qualité.

La crise de Covid-19 a éclipsé l'attention des médias et des politiciens, mais il ne faut pas oublier que d'autres événements graves et difficiles ont eu lieu dans le contexte qui a affecté les groupes marginalisés, les systèmes éducatifs et parfois aussi les bénéficiaires de subventions eux-mêmes. Les catastrophes naturelles sont fréquentes et plusieurs événements de ce type ont eu lieu au cours du second semestre en 2020. Les deux ouragans Eta et Iota, qui se sont succédé en quelques semaines, ont gravement endommagé les infrastructures, les maisons, les cultures et les moyens de subsistance au Nicaragua et au Honduras, ainsi que dans d'autres pays de la région. Au Nicaragua, on estime que 23 % des infrastructures éducatives ont été endommagées et que dans la seule partie nord du Honduras, 25 000 maisons, 594 écoles et 3,4 millions de personnes ont été touchées. Au Bangladesh, le super cyclone Amphan a touché la partie sud-ouest du pays et environ 2,6 millions de personnes ont perdu leurs moyens de subsistance. En Éthiopie et dans l'ensemble de la sous-région de la Corne de l'Afrique, de nombreuses personnes ont également perdu leurs récoltes, à la suite de l'évasion des sauterelles au cours de la première partie de l'année 2020.

De nombreux pays dans lesquels opèrent les bénéficiaires d'EOL connaissent éga-

lement des changements dans la sphère économique, tels que l'hyperinflation au Soudan, qui a entraîné une hausse des prix des biens essentiels, notamment des denrées alimentaires, l'extrême pauvreté, des épidémies, des violences et des conflits. Et les effets de la crise de Covid-19 sur les économies nationales au sens large, après le blocage des activités du secteur privé et la perturbation des chaînes d'approvisionnement, sont immenses, entraînant une augmentation du chômage et de la pauvreté, et l'impossibilité pour les parents de maintenir leurs enfants à l'école. Au Pakistan, le taux de chômage des adultes serait extrêmement élevé ; au Tadjikistan, par exemple, les restrictions de voyage ont rendu difficile l'accès au travail. L'impact total n'est pas encore visible et les taux de croissance économique devraient encore diminuer, ce qui aura également un impact énorme sur les services publics fournis à l'avenir, y compris sur les systèmes d'éducation publique en raison des restrictions budgétaires futures et parce que les budgets de l'éducation nationale ont parfois été détournés vers d'autres secteurs, principalement le secteur de la santé pour faire face à la crise Covid-19. Ainsi, non seulement les budgets de l'éducation nationale ont diminué comme le reste de l'économie nationale dans de nombreux pays, mais la proportion consacrée à l'éducation a également diminué. Ces changements ont également influencé les priorités de plaidoyer et ont créé des obstacles supplémentaires pour les bénéficiaires de subventions qui plaident pour une augmentation du budget de l'éducation.

Des changements sont également intervenus dans la sphère politique avec des élections au second semestre en 2020, dans des pays comme le Burkina Faso, le Niger, la Tanzanie et l'Ouganda. Dans ce dernier pays, les élections se sont déroulées dans un climat tendu



et violent qui a affecté la mise en œuvre des activités prévues par les bénéficiaires. Les élections municipales au Cap-Vert ont nécessité l'établissement de nouveaux contacts politiques pour le bénéficiaire de la subvention EOL dans ce pays. De même, à Madagascar, la nomination de nouvelles autorités éducatives a nécessité l'établissement de nouveaux contacts pour le bénéficiaire.

La violence et l'insécurité ont également touché la République démocratique du Congo, y compris les régions où le projet EOL se développe (Nord-Kivu et Sud-Kivu) ; et les tensions et la violence associées à la crise pré-électorale se sont poursuivies lors de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire, ce qui a affecté les campagnes de sensibilisation des parents et des communautés. Au Soudan du Sud, le conflit politique et la guerre ont continué à créer une situation humanitaire critique et quelques difficultés pour le développement du projet du bénéficiaire de la subvention dans ce pays. Au Soudan, le changement de gouvernement de 2019 et les accords de paix récemment conclus ont également créé des changements dans le paysage politique que le projet des bénéficiaires doit prendre en compte.

Il y a également eu quelques *changements dans les processus de prise de décision en matière de politique éducative* auxquels les projets des bénéficiaires ont dû s'adapter, comme l'extension de la date limite pour finaliser le nouveau Document de Stratégie Sectorielle pour l'Éducation et la Formation 2030 du Cameroun, qui a également obligé la CNE à reporter l'une de ses activités.

En résumé, bon nombre de ces changements contextuels plus larges, et en particulier la crise de Covid-19, ont affecté les projets des bénéficiaires de différentes manières. Certains bénéficiaires ont

modifié leurs stratégies de plaidoyer pour se concentrer sur les nouvelles politiques qui sont apparues soudainement et qui ont affecté les groupes marginalisés de manière disproportionnée et qui ont tendance à générer des inégalités supplémentaires dans la société, comme l'enseignement à domicile. Les projets financés sont par exemple devenus plus actifs dans les discussions sur les politiques d'urgence en matière d'éducation, dans la promotion de la réouverture des écoles en toute sécurité ou dans la lutte pour des mesures de sécurité strictes dans les pays qui n'ont pas fermé leurs écoles publiques. Le contexte a également affecté les stratégies de la société civile concernant la manière de mener des actions de plaidoyer, avec les nombreuses réunions politiques qui ont été mises en ligne et le CNE qui a trouvé des moyens de faire face à cette situation et de poursuivre le plaidoyer par des moyens virtuels.

RÉSULTATS LIÉS À L'ENGAGEMENT ET AUX CHANGEMENTS DE POLITIQUE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'objectif global du programme EOL est de « renforcer la capacité de la société civile à faire avancer les objectifs du PME 2020 en matière d'apprentissage, d'équité et de systèmes plus solides, en améliorant la participation de la société civile, leurs efforts pour renforcer le plaidoyer et pour assurer la transparence et une efficacité accrue dans les politiques éducatives nationales et les processus de mise en œuvre ».

Au cours de l'année 2020, les résultats ont été principalement atteints dans le cadre de la Composante Opérationnelle 1 (OC1) de l'EOL qui soutient les Coalitions Nationales de l'Éducation pour qu'elles mènent des activités de plaidoyer et de responsabilité sociale afin de promouvoir des systèmes d'éducation publique générateurs de qualité

et d'égalité, ainsi que pour qu'elles deviennent des acteurs techniquement forts, capables d'assurer le suivi des politiques et des plans d'éducation nationale et de plaider pour la réalisation du droit à l'éducation pour tous, et en particulier pour les groupes marginalisés. La Composante Opérationnelle 1 fournit également des fonds à la CME et aux CR pour leur permettre de soutenir les CNE avec des activités de renforcement des capacités et des approches stratégiques communes.

Les CNE soutenus par EOL sont actifs en permanence dans diverses arènes de discussion politique où ils ont la possibilité de s'informer sur les nouvelles politiques et de répondre à la nécessité de formuler des politiques d'éducation inclusive qui prennent en compte les groupes les plus vulnérables de la société. L'étendue de la participation des CNE varie car elle dépend, entre autres facteurs, de l'existence d'une ouverture pour prendre en compte les préoccupations soulevées par la société civile.

Les CNE sont actifs dans les forums de discussion politique et les réunions qui assurent le suivi du Droit à l'Éducation par le biais des Examens Périodiques Universels et des Objectifs de Développement Durable, et en particulier de l'ODD4 qui concerne l'éducation, par le biais des Examens Nationaux Volontaires (VNR) et d'autres processus. Les CNE sont également actifs dans la diffusion d'informations sur l'ODD4, ainsi que dans l'analyse et le commentaire des progrès des gouvernements dans la mise en œuvre de l'ODD4 au niveau national sans laisser personne derrière.

Lorsque les CNE sont admis, ils participent aux Groupes d'Éducation Locale (LEG) dans leur pays respectif où le plan du Secteur de l'Éducation Nationale est discuté. Si l'on

TABLEAU : PARTICIPATION DES COALITIONS POUR L'ÉDUCATION NATIONALE (CNE) SOUTENUES PAR EOL À AU MOINS UNE RÉUNION DU GROUPE LOCAL DE L'ÉDUCATION (LEG) PENDANT LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020.

Participation à au moins une réunion du Groupe d'Éducation Locale (LEG)	Afrique de l'Ouest et Centrale	Afrique de l'Est	Latin America & Caribbean	Asia & Pacific	In total
Nombres de CNE soutenus par EOL dans la Région	18	16	4	16	54
Oui, la CNE a participé au LEG en 2020	15	13	1	12	41
Non, la CNE n'a pas participé au LEG en 2020.	2	3	3	4	12
N.D.	1	0	0	0	1

Source : Informations provenant des CNE compilées par les EOL-RMU en janvier 2021.



considère l'ensemble de l'année 2020, les CNE ont participé aux réunions des Groupes d'Education Locale qui ont eu lieu dans 41 pays, de cette façon, un grand nombre de pays ont été touchés par les fonds EOL OC1 grâce aux participations des CNE.

Il convient également de noter qu'au cours du second semestre 2020, alors que diverses réunions de discussion politique

ont été organisées sous forme de réunions virtuelles en raison de la pandémie de Covid-19 et des confinements, tandis que d'autres ont été organisées sous forme de réunions physiques, les CNE – malgré les restrictions de voyage, de rassemblement et autres imposées par Covid-19 – ont participé aux réunions du LEG dans 37 pays différents (14 dans la région d'Afrique de l'Ouest et Centrale ; 12 dans la région de

l'Afrique de l'Est et du Sud et 11 dans la région de l'Asie et du Pacifique). Ils ont donc pu soulever la question des plans d'éducation d'urgence qui reposent sur l'éducation en ligne, à laquelle les groupes pauvres et marginalisés sont souvent défavorisés.

Des changements de politique (lois, plans nationaux, directives, instructions administratives, etc.) améliorant le secteur de

TABLEAU : PARTICIPATION DES COALITIONS POUR L'ÉDUCATION NATIONALE (CNE) SOUTENUES PAR EOL À AU MOINS UNE RÉUNION DU GROUPE LOCAL DE L'ÉDUCATION (LEG) PENDANT LA PÉRIODE DU 1ER JUILLET 2020 AU 31 DÉCEMBRE 2020.

Participation à au moins une réunion du Groupe d'Education Local (LEG)	Afrique l'Ouest et Centrale	Afrique l'Est	Latin America & Caribbean	Asia & Pacific	In total
Nombres de CNE soutenus par EOL dans la Région	18	16	4	16	54
Oui, la CNE a participé au LEG au 2ème semestre	14	12	0	11	37
Non, la CNE n'a pas participé au LEG au 2ème semestre	2	4	3	5	14
N.D.	2	0	1	0	3

Source: Annex 2, EOL Technical Progress Report July – December 2020.

l'éducation ont eu lieu dans au moins 25 pays sur les 54 pays soutenus par EOL où opèrent les CNE. Ces changements de politique ne peuvent bien sûr pas être attribués aux CNE ou aux organisations de la société civile dans le pays respectif puisqu'ils sont approuvés par les parlementaires, les décideurs politiques et les autorités nationales dans différents ministères et institutions publiques à différents niveaux.

Cependant, les CNE et les organisations de la société civile en général ont, dans de nombreux cas, participé à leur discussion, par exemple au sein des Groupes d'Education Locale et dans d'autres domaines de discussion politique, et/ou ont directement plaidé pour ces changements politiques. Les Coalitions Régionales ASPBAE, CLADE,

ACEA ainsi que la CME ont, de leur côté, déployé des efforts divers pour inscrire à l'ordre du jour politique des questions négligées et sous-évaluées, telles que l'apprentissage et l'éducation des adultes, l'accès équitable à la technologie, l'éducation pour les personnes handicapées, le coût et le financement de l'éducation, les réponses de l'éducation à la Covid-19, etc. L'inscription de préoccupations spécifiques à l'ordre du jour politique régional et mondial tend à se répercuter sur les ordres du jour politiques nationaux. Les organisations de la société civile utilisent intelligemment cette possibilité pour faire avancer l'agenda de l'éducation au profit des groupes marginalisés.

En discutant des politiques, des plans, des directives, etc., les organisations de la

société civile y ont finalement contribué en présentant des arguments, des données et une assistance technique afin de promouvoir l'intégration de l'approche fondée sur les droits de l'homme dans une plus large mesure et la prise en compte explicite des groupes marginalisés. Le travail d'influence sur les politiques a également consisté à promouvoir des politiques d'éducation plus efficaces et plus inclusives afin de combler le fossé existant dans la société entre ceux qui ont accès aux ressources et ceux qui n'y ont pas accès.

Les politiques nouvelles ou modifiées portent sur divers domaines. La situation de Covid-19 a littéralement obligé les pays à approuver de nouvelles législations, politiques et directives pour « l'éducation en situation d'urgence » afin de fournir une certaine forme d'éducation pendant les fermetures d'écoles ; et donc, une grande partie des nouvelles politiques (19) se rapportent à ce sujet. Dans le cadre de la réglementation d'urgence de l'éducation de la Covid-19, les CNE ont participé activement à rappeler aux décideurs la nécessité de ne pas s'appuyer uniquement sur l'enseignement à distance basé sur les technologies de l'information, car cela tend à élargir le fossé entre les familles et les étudiants riches et pauvres.

NOMBRE DE POLITIQUES PUBLIQUES, DE PLANS, DE DIRECTIVES, DE LOIS ET DE RÈGLEMENTS NATIONAUX, NOUVEAUX OU MODIFIÉS, LIÉS AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION DANS LES PAYS OÙ OPÈRENT LES EOL SOUTENUS PAR LES CNE (ANNÉE 2020)

Région Afrique de l'Ouest et Centrale	10
Région Afrique de l'Est et Du Sud	14
Région Amérique latine et Caraïbes	1
Région Asie et Pacifique	23
Nombre total	48



Certaines des lois nouvelles ou modifiées en 2020 traitent des politiques et des plans du secteur de l'éducation en général (14) ; des budgets de l'éducation (3) et des bâtiments scolaires et des TIC (2). Et puis il y a 10 politiques, directives, plans, lignes directrices, etc. qui traitent de l'augmentation du droit à l'éducation des groupes marginalisés, comme le droit à l'éducation des adolescentes, en particulier des adolescentes enceintes et des mères adolescentes (4), des personnes handicapées (4) et du droit à l'éducation des pauvres (2).

Il est considéré que les CNE ont contribué à l'élaboration d'au moins une politique publique, loi, directive, ligne directrice, etc. dans au moins 23 pays.

NOMBRE DE POLITIQUES, PLANS, DIRECTIVES, ETC. NOUVEAUX/MODIFIÉS EN 2020, REGROUPÉES PAR THÈMES

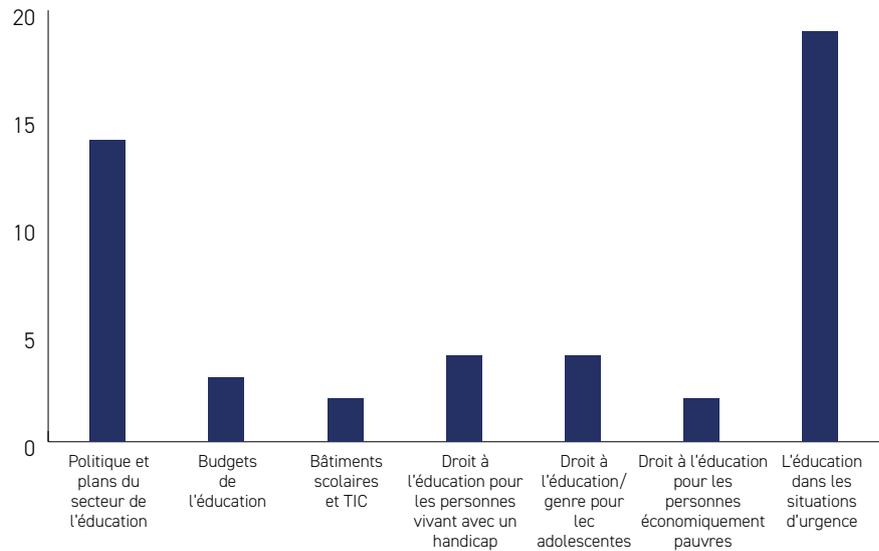


TABLEAU : EXEMPLES DE POLITIQUES, LOIS, PLANS PUBLICS, RÈGLEMENTS ET DIRECTIVES APPROUVÉS EN 2020 QUI ONT ÉTÉ PROMUS OU INFLUENCÉS PAR LES COALITIONS POUR L'ÉDUCATION NATIONALE.

PAYS		EXEMPLES DE POLITIQUES POUR LESQUELLES LA CNE A PARTICIPÉ À LA DISCUSSION EN 2020
Région Afrique de l'Ouest et Centrale		
1	Burkina Faso	Stratégie Nationale pour l'Education en situation d'urgence de 2019 à 2024, signée en décembre 2020. Plan de réponse pour la continuité éducative pendant la COVID-19 adopté par le ministère de l'Éducation et programme d'appui à la mise en œuvre du plan de réponse pour la continuité éducative approuvé en mai 2020.
2	Mozambique	Mécanisme Multisectoriel de Signalement, de Référence, de Réponse et d'Assistance aux Victimes de Violence à l'École approuvé au cours du 4ème trimestre de 2020. Le plan quinquennal 2020-2024 du gouvernement et le Plan Économique et Social, le Budget de l'État, le Plan Stratégique d'Éducation 2020-2029 ont été approuvés en avril 2020. Plan d'éducation stratégique 2020-2029 approuvés en avril 2020.
3	Niger	Programme Opérationnel pour la mise en œuvre du Plan de Réponse Global à la pandémie de COVID-19. Ce site a été adopté par le gouvernement du Niger le 28 avril 2020.
4	Sierra Leone	Adoption du Plan Préventif COVID-19 et des mesures pour la réouverture des écoles approuvées au cours du 2ème trimestre 2020.
5	Togo	Plan Révisé du Secteur de l'Education, 2020-2030 (PSE) approuvé en juillet 2020.
6	Côte d'Ivoire	Stratégie Nationale de Réintégration des Filles/Mères enceintes dans le système éducatif ivoirien, approuvée en décembre 2020.
7	Gambie	Cadre Stratégique pour la Réouverture Sécurisée des Ecoles COVID-19 et Plan de Rattrapage de la Perte d'Apprentissage approuvé au cours du 2ème semestre 2020.
Région Afrique de l'Est et du Sud		
1	Zimbabwe	Projet de loi de finances (Budget National 2021) avec augmentation de l'allocation budgétaire au budget du secteur de l'éducation primaire et secondaire. Un montant supplémentaire de 820 millions de dollars a été ajouté à certains postes du Budget National 2021 de 421,6 milliards de dollars pour couvrir les lacunes de financement critiques identifiées par la Loi portant modification de l'éducation du Parlement (n° 15, 2019).
2	Kenya	Kenya Education de base COVID- 19 Plan d'intervention d'urgence ; Directive pour la réouverture des écoles ; Directive Nationale pour le retour à l'école dans l'Apprentissage Précoce et l'Education de base.
3	Soudan du Sud	Réponse au cadre d'éducation Covid-19 sur l'apprentissage à distance. La nouvelle politique en matière d'éducation inclusive et d'égalité des genres qui est en cours d'élaboration est maintenant sous forme de projet et doit être présentée au parlement pour être débattue.
4	Malawi	Lignes directrices pour la réouverture des écoles primaires et secondaires, des instituts de formation des enseignants (TTC) pendant la pandémie de Covid-19. Plan d'investissement du secteur de l'éducation nationale 2020-2030.
5	Somalie	Directive sur l'infrastructure des bâtiments scolaires approuvée le 23 décembre 2020. Politique d'éducation en matière de genre approuvée le 23 novembre 2020. Comités d'Education Communautaire CEC Cadre Politique approuvé le 8 septembre 2020.
6	Nigeria	Lignes directrices portant sur la réouverture des écoles Covid-19 approuvées par le gouvernement le 13 juillet 2020. Modèle de préparation scolaire pour la réouverture des écoles Covid-19 approuvé en août 2020. Lignes directrices pour les Etats : distribution de rations à emporter à domicile, une intervention palliative Covid-19 approuvée en mai 2020.
7	Soudan	Plan national d'intervention Covid-19.



TABLEAU : EXEMPLES DE POLITIQUES, LOIS, PLANS PUBLICS, RÈGLEMENTS ET DIRECTIVES APPROUVÉS EN 2020 QUI ONT ÉTÉ PROMUS OU INFLUENCÉS PAR LES COALITIONS POUR L'ÉDUCATION NATIONALE.

PAYS		EXEMPLES DE POLITIQUES POUR LESQUELLES LA CNE A PARTICIPÉ À LA DISCUSSION EN 2020
Région Asie et Pacifique		
1	Népal	Plans et politiques du gouvernement népalais pour l'année fiscale 2020/21 ; Budget National pour l'année fiscale 2020/21.
2	Vanuatu	Plan stratégique du secteur de l'éducation et de la formation de Vanuatu (VETSS) 2020 -2030
3	Philippines	Système d'Apprentissage Alternatif (ALS) ; une LOI institutionnalisant le système d'apprentissage alternatif dans l'éducation de base ; instituant des services pour les apprenants handicapés à l'appui de l'éducation inclusive et établissant des ressources d'apprentissage inclusives dans les districts scolaires.
4	Mongolie	Le plan de Développement à moyen terme du secteur de l'éducation 2021-2030. Réglementation visant à garantir des aménagements raisonnables et des environnements d'apprentissage accessibles pour l'inclusion des étudiants handicapés à tous les niveaux de l'enseignement.
5	Bangladesh	Développement du Plan du Secteur de l'Éducation.
6	Cambodge	Le Plan Directeur TIC du Cambodge permet la promotion de la culture numérique dans toute la société.
7	Kirghizistan	Résolution budgétaire de la République kirghize pour 2021 et prévisions pour 2022-2023.
8	Vietnam	Règlement sur les normes nationales de la langue des signes pour les personnes atteintes d'un handicap auditif et oral.
9	Timor Leste	Régime spécial pour offrir mille bourses d'études aux étudiants issus de communautés pauvres et marginalisées

RÉSULTATS LIÉS AUX CAPACITÉS DES CNE À PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ GÉNÉRANT DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS ET À DÉFENDRE LE DROIT À L'ÉDUCATION DES GROUPES MARGINALISÉS.

Résultats liés à l'inclusivité de CNE

L'objectif 1 d'EOL vise à renforcer les Coalitions Nationales de l'Éducation de différentes manières, et l'une d'entre elles est de promouvoir l'inclusion et l'inclusion d'organisations de divers groupes marginalisés afin d'accroître la légitimité dans les discussions politiques sur la manière de garantir que le droit universel à une éducation de qualité devienne une réalité pour tous. De nombreux groupes de personnes sont généralement exclus du système d'éducation formelle ou victimes de discrimination dans le système éducatif, comme les filles en raison de la discrimination liée au genre. D'autres groupes font également l'objet de discriminations dans le système éducatif : les garçons, les filles et les jeunes issus de familles ou de communautés économiquement pauvres dans les zones rurales, ainsi que les personnes handicapées, es personnes déplacées/réfugiées, les populations autochtones et d'autres groupes marginalisés.

Beaucoup de ces groupes sont déjà représentés dans les Coalitions Nationales pour l'Éducation qui rassemblent les voix des groupes marginalisés et peuvent donc parler d'une seule voix lorsqu'ils demandent l'amélioration des politiques éducatives, ce qui est très puissant et stratégique pour les organisations de la société civile au niveau national.

Il est considéré comme important que les représentants de divers groupes marginalisés s'intègrent bien dans la Coalition pour l'Éducation Nationale afin que la coalition puisse inclure leurs préoccupations et leurs droits lorsqu'elle discute de la manière d'améliorer le système éducatif pour le rendre inclusif pour tous. En janvier 2020, Oxfam IBIS a préparé et appliqué un questionnaire de base générique à toutes les Coalitions Nationales pour l'Éducation qui avaient soumis une demande de subvention concernant la participation de divers groupes marginalisés dans la CNE et a développé un indice comme un moyen de mesurer si les CNE deviennent plus inclusives au fil du temps. Nous avons également pris en compte le fait que la stratégie ou le plan de travail de la CNE mentionne explicitement la promotion du droit à l'éducation

des groupes marginalisés spécifiques, étant donné que la CNE peut travailler à la promotion des droits du groupe marginalisé spécifique même dans les cas où il n'a pas de représentants dans la coalition.

Le nombre de CNE qui inclut actuellement différents groupes marginalisés est indiqué dans le tableau ci-dessous. Par rapport à la base de référence individuelle pour chaque CNE à partir de janvier 2020, à la fin décembre 2020, une augmentation de plus de 5 % a été enregistrée dans l'indice d'inclusivité dans 14 pays : Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Lesotho, Zambie, Zimbabwe, Somalie, Nicaragua, Bolivie, Afghanistan, Cambodge, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu. Deux CNE ont enregistré des changements négatifs de plus de 5 points de pourcentage, tandis que la grande majorité des CNE sont assez stables, sans changement majeur et sans augmentation ou diminution remarquable de l'indice 4.

Dans plusieurs pays, différentes organisations ont demandé à devenir membres de la Coalition pour l'Éducation Nationale et ces pétitions sont analysées par la CNE pour s'assurer que les organisations

**TABLEAU : PARTICIPATION DES GROUPES MARGINALISÉS DANS LES 54⁴ CNE SOUTENUS PAR EOL**

	Coalition pour l'Education Nationale (CNE) avec la participation d'au moins une organisation qui représente le groupe marginalisé suivant.	Nombres de CNE soutenus par EOL qui ont la participation du groupe marginalisé spécifique.	% de CNE soutenus par l'EOL
1	Femmes/filles	54	100%
2	Jeunes garçons et filles marginalisés ou analphabètes (15-24 ans)	50	93%
3	Personnes handicapées	53	98%
4	Discrimination fondée sur l'origine ethnique et la caste	16	30%
5	Groupe religieux discriminé	5	9%
6	Les populations autochtones	22	41%
7	Déplacés internes/réfugiés	22	41%
8	Personnes LGBT	9	17%
9	Personnes de nationalités discriminées ou Migrants	17	31%
10	Personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté tel que défini par le gouvernement respectif.	42	78%

partagent une approche commune basée sur les droits de l'homme, avant qu'elles ne puissent devenir membres.

En ce qui concerne l'égalité des genres, les CNE de la *région d'Afrique de l'Ouest et du centre* déploient différents efforts pour promouvoir l'égalité des genres au sein de la Coalition pour l'Education Nationale elle-même, notamment en encourageant la participation des femmes à toutes ses activités. Au Burkina Faso, la CNE informe que 35% des participants aux activités de la CNE sont des femmes. La CNE s'est également engagée à rédiger son propre document de politique de genre afin de mieux prendre en compte la promotion de l'égalité des genres. En Côte d'Ivoire, la CNE a donné des instructions aux comités régionaux de la CNE pour encourager les femmes à occuper des postes dans les bureaux et les groupes thématiques. En République démocratique du Congo, la CNE s'est engagée à promouvoir une représentation féminine d'au moins 40 % dans ses activités. La CNE de Madagascar a organisé une journée d'information sur l'égalité des genres pour le personnel, tandis que la CNE du Mozambique a développé une Stratégie de Genre dans le but d'intégrer l'égalité des genres à tous les niveaux dans sa structure, sa programmation et ses opérations.

Dans la *région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique du Sud*, la CNE de l'Ouganda a promu l'égalité des genres au sein même de la CNE en mettant l'accent sur « l'intégration de la dimension de genre », « comment

comprendre la dynamique de genre » et « comment engager les hommes à promouvoir l'intégration de la dimension de genre » comme sujets d'apprentissage. La CNE du Soudan du Sud a fourni des directives sur la planification sensible au genre aux organisations membres. La CNE du Somali Land se considère comme une « coalition sensible aux femmes et aux filles » et a informé que les organisations de femmes sont fortement encouragées à rejoindre la coalition. La CNE d'Eswatini a indiqué qu'elle encourageait la participation des femmes à tous les niveaux de décision et s'efforçait de promouvoir le droit des filles à l'éducation. La Zambie et le Zimbabwe, respectivement, indiquent qu'ils visent à offrir aux femmes des opportunités égales de participation à la gouvernance et aux réunions. La CNE du Rwanda mentionne que les groupes de femmes sont habilités à participer, ce qui conduit à une plus grande participation des femmes au sein de la CNE également. La CNE du Malawi dispose d'une politique de genre qui guide le recrutement du personnel afin de parvenir à l'égalité des genres, ainsi que d'un manuel du conseil d'administration qui encourage la représentation des femmes et des hommes au sein du conseil.

Dans la *région de l'Amérique latine et des Caraïbes*, la CNE du Honduras a inclus la question de l'égalité des genres dans les instruments de collecte d'informations lors de l'élaboration de documents, de recherches ou d'autres activités de la CNE, et elle a également, comme la CNE du Nicaragua, développé des formations sur

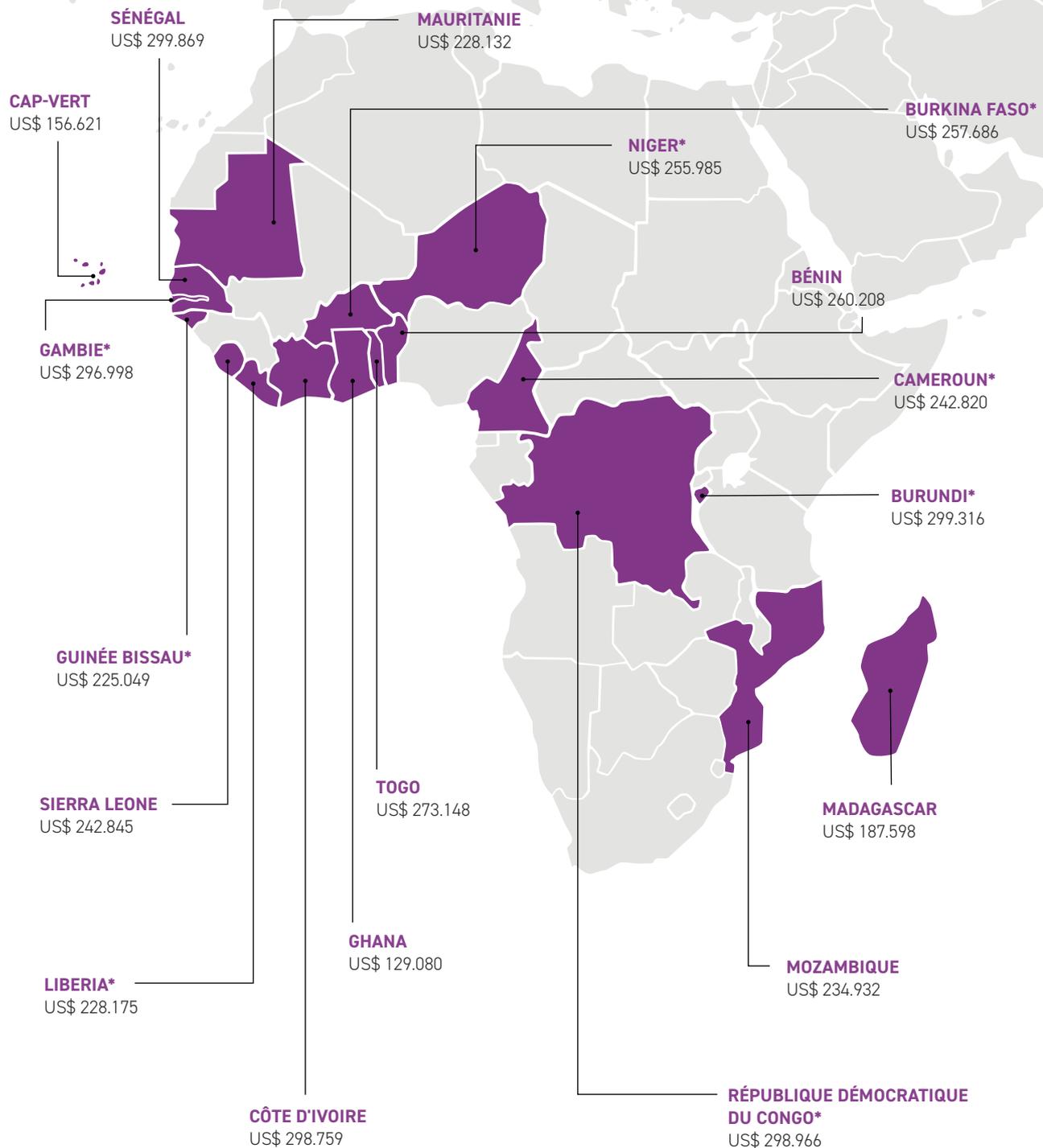
l'approche des droits de l'homme et la perspective de genre pour les membres de la CNE. La CNE de Bolivie s'efforce de garantir la participation des femmes aux activités de la CNE par la définition d'un Agenda de Genre pour la CNE.

Dans la *région Asie et Pacifique*, la CNE d'Afghanistan compte un nombre élevé d'organisations de femmes participant à la coalition et déploie divers efforts pour améliorer la représentation des femmes dans la coalition à tous les niveaux. Au Bangladesh, la CNE informe qu'elle a encouragé les actions positives afin de promouvoir l'égalité des genres dans ses activités qui comptent actuellement plus de participants hommes que femmes. La CNE de Mongolie comprend des organisations féminines fortes et les sujets liés au genre sont inclus dans les formations de base ; tandis que la CNE du Pakistan informe que l'égalité des genres est promue tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la CNE. La CNE des Philippines promeut notamment l'égalité des genres à l'intérieur de la CNE en s'assurant que des hommes et des femmes prennent la parole lors de leurs webinaires et de divers engagements publics. La CNE du Tadjikistan indique que le nombre de femmes participant à ses activités et au conseil d'administration de la coalition est supérieur à celui des hommes, tandis que la CNE du Vietnam indique qu'elle a fait des efforts spécifiques pour augmenter le nombre de nominations de femmes au conseil d'administration.

⁴ Voir la note de bas de page 1.



AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE



* fragiles et touchés par des conflits



Résultats liés au renforcement des capacités des CNE

L'un des résultats globaux de l'EOL sur lequel les Coalitions Nationales pour l'Éducation du CO1 devaient s'aligner lors de la présentation de leurs propositions de subvention en 2019 était le résultat 1.2 de l'EOL : « Les capacités des Coalitions Nationales pour l'Éducation sont renforcées, notamment en ce qui concerne l'engagement dans les dialogues politiques ». Par conséquent, toutes les Coalitions Nationales de l'Éducation ont inclus des formations sur divers sujets dans les projets des bénéficiaires de subventions qu'elles mettent en œuvre. En décembre 2020, 51 sur les 54 bénéficiaires de l'OC1 avaient également développé ou amélioré leur plan d'apprentissage individuel et il est prévu que la mise en œuvre du plan d'apprentissage reçoive un soutien supplémentaire de la part d'un réseau de partenaires d'apprentissage comprenant des Coalitions Régionales, des partenaires d'apprentissage et des RMU. Les

CNE sont également couramment invités à prendre part à des formations organisées par d'autres organisations, telles que des agences internationales.

Les CNE indiquent avoir augmenté leurs capacités dans divers domaines grâce à leur participation à des formations formelles, des webinaires en ligne, des formations particulières et d'autres méthodologies de formation. Les capacités accrues signalées par les CNE sont classées ci-dessous dans les trois groupes suivants : Compétences en matière de gouvernance (y compris comment gérer la CNE avec des procédures modernes et de bonne gouvernance), Compétences techniques (y compris comment analyser les informations sur la situation de l'éducation des groupes marginalisés dans une perspective de droits de l'homme et sur le fonctionnement du système éducatif national avec ses lois, procédures et institutions) ; et Compétences en matière de plaidoyer (y compris comment formuler

des plans de communication stratégiques et comment les mettre en œuvre, y compris l'utilisation de divers moyens de communication).

Il convient de souligner que les capacités accrues mentionnées ci-dessous sont uniquement basées sur la participation des CNE à des activités de formation de différents types, allant d'ateliers formellement organisés se déroulant sur plusieurs jours à des réunions individuelles plus informelles organisées par la CME, les RC, les Partenaires d'Apprentissage, les RMU, les CNE eux-mêmes et d'autres organisations. Il n'y a pas eu de validation EOL en tant que telle des capacités accrues mentionnées ci-dessous, mais elles sont mentionnées ici parce qu'elles donnent une idée du type d'efforts de renforcement des capacités que les CNE ont réalisé malgré la crise de COVID-19 et d'autres défis au cours du second semestre 2020.

RENFORCEMENT DES COALITIONS POUR L'EDUCATION NATIONALE DANS LA RÉGION D'AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE AU SECOND SEMESTRE 2020

Capacités de gouvernance	Capacités techniques	Capacités de plaidoyer
<p>La CNE du BENIN a amélioré ses connaissances sur la mobilisation des ressources, le développement et la gestion des projets et l'utilisation du logiciel SAGE. La CNE du BURKINA FASO et ses membres ont participé à des formations sur l'administration d'un site web et sur l'utilisation d'un logiciel de montage audiovisuel, ainsi que sur la gestion des ressources humaines et la logistique, le renforcement des capacités informatiques et les compétences en anglais.</p> <p>La CNE du BURUNDI a appris à établir des rapports financiers, à établir un plan d'apprentissage, à planifier et à suivre des projets.</p> <p>La CNE du CAMEROUN a appris à mieux connaître les procédures administratives, financières et comptables.</p> <p>La CNE du CAP-VERT a amélioré ses capacités organisationnelles grâce à des formations en comptabilité et en gestion de projet.</p> <p>La CNE du SENEGAL a amélioré sa capacité organisationnelle grâce à une formation sur la gestion administrative, la communication interne et externe, et cette capacité a été soutenue par EDUCO ANCEFA.</p>	<p>La CNE au BURKINA FASO et ses membres ont renforcé leurs capacités thématiques en participant à des formations sûres : L'Approche de la Sécurité à l'école, l'Analyse et la Gestion des Conflits, la Négociation et la Communication non violente : « L'Éducation Sensible aux Conflits et l'Éducation à la Paix ».</p> <p>La CNE du CAMEROUN a renforcé ses compétences thématiques en partageant ses connaissances et en organisant des sessions de discussion lors d'un voyage d'étude en Côte d'Ivoire, qui comprenait des réunions avec la CNE de l'éducation nationale ivoirienne.</p> <p>Les membres de la CNE de la COTE D'IVOIRE ont amélioré leurs capacités thématiques grâce à une formation sur le droit à l'éducation, la qualité et la gratuité de l'éducation, la privatisation et la marchandisation.</p> <p>La CNE du SENEGAL a amélioré ses capacités thématiques grâce à une session de renforcement des capacités en ligne sur les principes, processus et pratiques de partenariat.</p>	<p>Au BURKINA FASO, la CNE a reçu une formation sur la planification sensible aux crises et l'inclusion des personnes déplacées, le contrôle citoyen, le plaidoyer et le respect du droit à l'éducation des enfants et la violence contre les filles dans les écoles. Dans la CÔTE D'IVOIRE, les membres des comités régionaux de la CNE ont amélioré leurs capacités de plaidoyer grâce à une formation sur la façon d'utiliser les Principes d'Abidjan dans le contexte du plaidoyer pour le droit à l'éducation. La CNE de la CÔTE D'IVOIRE a également renforcé ses compétences en matière de plaidoyer grâce à un voyage d'échange et de partage d'expérience au Togo pour une réunion avec la CNE togolaise.</p> <p>La CNE du MOZAMBIQUE a amélioré ses capacités de plaidoyer par une formation à l'analyse des politiques publiques.</p> <p>La CNE du SENEGAL a amélioré ses capacités de plaidoyer grâce à un webinaire organisé par la CME pour partager les bonnes pratiques développées entre les pays membres sur le plaidoyer pour le renforcement du budget de l'éducation pendant la période COVID-19.</p>
<p>L'EOL-RMU en Afrique de l'Ouest et du Centre a organisé des formations individuelles et des réunions de renforcement des capacités pour renforcer les capacités des CNE sur les outils de suivi et d'évaluation, l'identification des indicateurs et des cibles des projets, la création et le développement de plans d'apprentissage et le compte-rendu des budgets des projets pour les CNE du BENIN, BURKINA FASO, BURUNDI, CAMEROUN, CAP VERT, COTE D'IVOIRE, RDC, GAMBIE, GUINEE BISSAU, MADAGASCAR, MAURITANIE, MOZAMBIQUE, NIGER, SÉNÉGAL, SIERRA LEONE et TOGO. La CNE du MOZAMBIQUE a fait savoir que le Plan d'Apprentissage a été un atout, car il a permis d'identifier les domaines de capacité qui nécessitent plus d'efforts de la part du réseau afin de les améliorer.</p>		

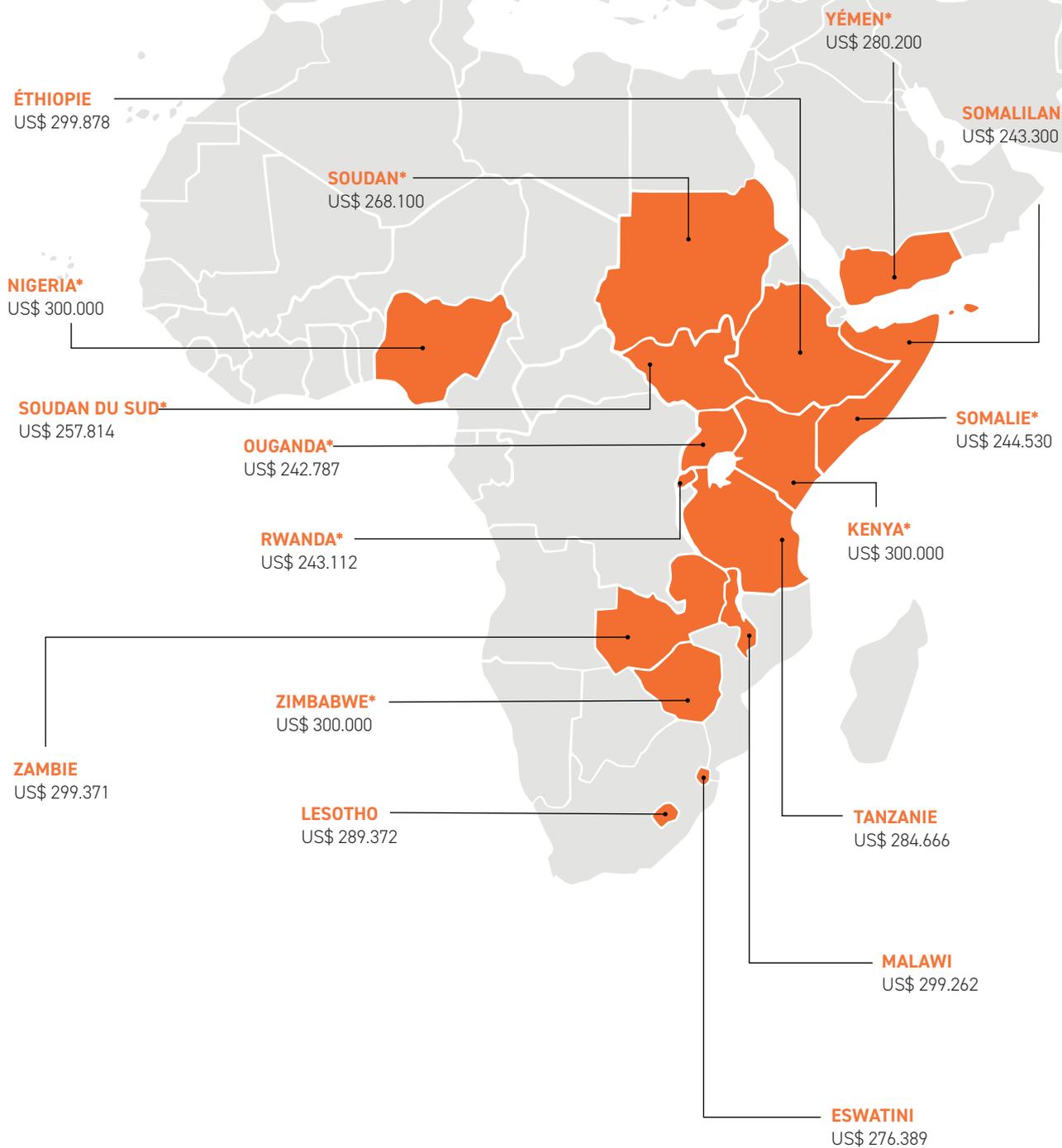


RENFORCEMENT DES COALITIONS POUR L'EDUCATION NATIONALE DANS LA RÉGION DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DU SUD AU COURS DU DEUXIÈME SEMESTRE 2020

Capacités de gouvernance	Capacités techniques	Capacités de plaidoyer
<p>La CNE de l'UGANDA a participé aux apprentissages sur la façon d'engager ses membres et les parties prenantes de l'éducation, y compris la façon d'atteindre efficacement le programme de plaidoyer de la coalition.</p> <p>La CNE du SOUDAN DU SUD mentionne qu'elle a amélioré ses capacités dans quatre domaines : La Supervision du personnel, le Contrôle budgétaire, le Suivi et l'évaluation et l'Amélioration de la coordination.</p> <p>La CNE du SOUDAN indique avoir amélioré ses capacités de mobilisation des ressources. La CNE de SOMALIE précise qu'elle a amélioré sa capacité à mener une analyse SWOT (Force, Faiblesses, Opportunités et Menaces) pour ses membres.</p> <p>La CNE de la SOMALIE a amélioré ses capacités de gestion et de suivi des projets.</p> <p>La CNE du YEMEN informe qu'elle a amélioré ses capacités de gestion et de mobilisation des ressources. Ses membres et son personnel ont participé à un webinaire en ligne, un séminaire et des dialogues.</p> <p>Au NIGERIA, la CNE informe qu'elle a appris la gestion des organisations et que la coalition est maintenant plus forte en termes d'adhésion et de coordination des citoyens. La coalition a amélioré la mobilisation des membres en s'engageant dans des réunions de coordination. Des réunions de coordination mensuelles ont lieu dans environ la moitié des États du Nigeria.</p> <p>A ESWATINI, la CNE rapporte avoir progressé en termes de capacités techniques et politiques pour la défense et la promotion du droit à l'éducation et l'organisation est désormais plus réactive à l'environnement, comme les défis du COVID 19. L'organisation est capable de surveiller ses performances et de s'organiser pour adapter de nouvelles stratégies qui fonctionneront mieux au cours de cette période.</p> <p>La CNE de ZAMBIE rapporte qu'elle s'est engagée dans le renforcement des capacités des membres et des autres acteurs de l'éducation dans la mise en œuvre et le suivi des politiques.</p> <p>La CNE du ZIMBABWE indique que les membres du conseil d'administration (Membres du Comité de Gestion National) et les cadres supérieurs ont été formés sur leurs rôles spécifiques afin d'améliorer la gouvernance de la Coalition.</p> <p>La CNE de l'ÉTHIOPIE informe qu'elle a appris les stratégies de gestion adaptative et la manière de travailler dans l'environnement stratégique national d'urgence COVID-19.</p> <p>La CNE du MALAWI a amélioré ses capacités en matière de visibilité et de gestion des ressources, mais cette dernière formation a été élaborée sans soutien d'EOL.</p>	<p>Suite à la mise en œuvre de son plan d'apprentissage, la coalition au NIGERIA informe qu'elle a amélioré ses capacités à influencer les politiques et les plans sur l'égalité des genres et le financement de l'éducation. La CNE a utilisé ces compétences avec les législatures des États sur les questions de politiques éducatives et a reçu des engagements de la part des législatures sur le partenariat pour mettre en œuvre des actions rapides liées à des lois comme la loi sur les droits de l'enfant et le financement de l'éducation.</p> <p>La CNE d'ESWATINI informe que la coalition a acquis une compréhension plus complète du droit à l'éducation et une analyse critique qui l'aide à défendre l'accès à une éducation de qualité pour tous. La coalition a désormais établi des relations avec le Département de la Recherche du Parlement en tant que partenaire stratégique.</p> <p>En ZAMBIE, les membres et le personnel de la coalition sont désormais en mesure de rassembler efficacement des preuves de l'impact de la mise en œuvre du plan sectoriel pour l'éducation et les compétences afin de mener un plaidoyer crédible basé sur des preuves.</p> <p>La CNE du ZIMBABWE a amélioré ses capacités à influencer les politiques et ses compétences en matière de suivi budgétaire. La CNE du RWANDA informe avoir augmenté sa capacité à faciliter les processus de consultation sur les politiques éducatives et autres cadres, ainsi qu'à s'engager dans des dialogues politiques.</p> <p>La CNE de l'ÉTHIOPIE a amélioré ses compétences en matière de plaidoyer pour promouvoir l'éducation inclusive des filles, des enfants pastoraux et des enfants handicapés. À cet égard, il a désormais plaidé de manière proactive pour la révision du plan quinquennal d'éducation nationale, sur la base des recommandations formulées par différentes organisations internationales et par l'Association des Enseignants éthiopiens.</p>	<p>La CNE de l'UGANDA a été formé et est maintenant capable d'identifier toutes les parties prenantes pertinentes et de les engager de manière appropriée- en tant qu'audience – pour le programme de plaidoyer.</p> <p>La CNE du SOUDAN a appris à rédiger des messages de campagne et à concevoir des talk-shows.</p> <p>La CNE du SOUDAN a augmenté ses capacités à organiser des forums de campagne et à développer des messages pour le plaidoyer.</p> <p>En SOMALIE, la coalition rapporte qu'elle a amélioré ses compétences pour communiquer efficacement et utiliser les médias sociaux comme outil de campagne. En SOMALIE, la CNE rapporte avoir augmenté ses capacités de plaidoyer, de travail d'influence et d'engagement politique avec de bonnes stratégies ancrées dans le contexte local.</p> <p>La CNE de LESOTHO a amélioré ses capacités en matière de mobilisation communautaire, d'analyse budgétaire et d'utilisation des outils de responsabilité sociale. La coalition a désormais établi des relations avec le Département de Recherche du Parlement en tant que partenaire stratégique.</p> <p>En ZAMBIE, les membres et le personnel de la coalition sont désormais mieux équipés pour rassembler des preuves de l'impact de la mise en œuvre du plan sectoriel pour l'éducation et les compétences et pour utiliser des preuves crédibles pour le plaidoyer.</p> <p>La CNE du RWANDA informe qu'elle a augmenté sa capacité à faciliter les processus de consultation sur les politiques éducatives et autres cadres, ainsi que ses capacités à s'engager dans des dialogues politiques.</p> <p>La CNE du MALAWI informe qu'elle a en général amélioré sa compréhension du plaidoyer et des campagnes.</p>
<p>En Afrique orientale et du Sud, l'EOL-RMU a soutenu le renforcement des capacités et le développement des compétences des CNE de l'UGANDA, du SOUDAN DU SUD, du SOUDAN, de la SOMALIE, du SOMALILAND, du YEMEN, du NIGERIA, du LESOTHO, de l'ESWATINI, de la ZAMBIE, du ZIMBABWE, du RWANDA, de l'ETHIOPIE et du MALAWI en matière de planification de la mise en œuvre des activités, de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des projets et de rapports financiers. Les CNE ont également reçu un soutien pour identifier les besoins d'apprentissage et pour développer et améliorer les plans d'apprentissage. Le RMU a également présélectionné un groupe de 20 partenaires d'apprentissage et a lancé des cours de formation sur le Plaidoyer Politique, la Mobilisation Communautaire et l'Analyse Budgétaire et sur le Suivi, l'Evaluation, la Responsabilité et l'Apprentissage pour les bénéficiaires de l'OC1. L'objectif de la formation est, entre autres, de doter les bénéficiaires de compétences en matière de plaidoyer et d'améliorer leurs connaissances et leur pratique en matière de plaidoyer politique et d'influence, de suivi de la mise en œuvre des politiques et de développement d'une stratégie de plaidoyer, ainsi que de faciliter l'apprentissage et la pratique de la mobilisation communautaire et des techniques de responsabilité sociale, et de renforcer les capacités des bénéficiaires en matière d'analyse budgétaire.</p>		



AFRIQUE DE L'EST ET DU SUD



* fragiles et touchés par des conflits



Capacités de gouvernance	Capacités techniques	Capacités de plaidoyer
<p>La Coalition Régionale ACEA a soutenu le renforcement des capacités des CNE dans la région en général, et en particulier les CNE du Yémen, du Soudan et de la Somalie. L'ACEA a organisé un Forum Féministe Educatif Arabe qui vise à renforcer le mouvement féministe dans les discussions sur les politiques éducatives, ainsi qu'une Académie des Politiques, qui est une série de dialogues en ligne engageant les coalitions, les universitaires, les scientifiques, les organisations de la société civile dans des discussions sur les politiques éducatives. L'ACEA signale également l'organisation de formations sur la Campagne Numérique pour les CNE de la région ; et la production d'un manuel de formation de l'ACEA en arabe sur les normes minimales d'éducation du Réseau Inter-agences pour l'Education en Situation d'Urgence (INEE). L'ACEA a également organisé diverses réunions en ligne pour orienter les coalitions sur la nouvelle urgence que représente la Covid-19.</p>		

RENFORCEMENT DES COALITIONS POUR L'EDUCATION NATIONALE DANS LA RÉGION DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES AU SECOND SEMESTRE 2020

Capacités de gouvernance	Capacités techniques	Capacités de plaidoyer
<p>La CNE du HONDURAS a amélioré ses compétences grâce à l'élaboration d'un plan d'apprentissage, et a appris à faire une évaluation participative des besoins d'apprentissage en mettant l'accent sur le droit à l'éducation des personnes handicapées, la migration, le genre, entre autres thèmes.</p>	<p>La CNE de BOLIVIE indique qu'elle a renforcé ses capacités thématiques grâce à un manuel et à des formations sur l'Agenda 2030, l'ODD4, le financement et le plaidoyer.</p> <p>La CNE du NICARAGUA a renforcé ses capacités thématiques sur l'Agenda 2030, l'évaluation des politiques éducatives, l'ODD4 et le financement.</p>	<p>La CNE de BOLIVIE a organisé des formations pour les membres, les Conseils Sociaux Educatifs Communautaires, les leaders étudiants et la communauté éducative sur les rôles de porte-parole politique et l'éducation sexuelle complète.</p> <p>La CNE du HONDURAS a amélioré ses compétences en matière d'audit social et de plaidoyer.</p>
<p>L'EOL-RMU en Amérique latine et dans les Caraïbes a soutenu les CNE du HONDURAS, de la BOLIVIE et du NICARAGUA dans la planification et la manière de se conformer aux exigences en matière de suivi et de rapports financiers. Les CNE ont également reçu un soutien pour l'identification des besoins d'apprentissage et l'élaboration de plans d'apprentissage.</p>		
<p>La Coalition Régionale CLADE a soutenu le renforcement de capacités des CNE soutenus par EOL en les invitant à des réunions virtuelles telles que celle sur le Droit Humain à l'Education, Horizons et Significations dans le Travail Post-Pandémique qui a contribué – avec les directives politiques élaborées par la CME sur ce sujet – à donner des orientations stratégiques aux CNE dans la nouvelle situation Covid-19. Les CNE ont également eu l'occasion de participer à des réunions préparatoires sur la jeunesse et le droit à l'éducation ; l'éducation de la petite enfance ; l'éducation des jeunes et des adultes ; les inégalités, l'inclusion et l'éducation ; l'éducation publique au risque de la privatisation et les développements internationaux dans le contexte de la pandémie. CLADE et CME ont également partagé des informations sur un système de suivi du financement du droit à l'éducation et un observatoire régional sur l'éducation inclusive. CLADE a également continué à soutenir la participation des jeunes dans les coalitions nationales et l'interaction entre elles au niveau régional. Les étudiants et les jeunes ont également été invités à organiser un événement sur « Les Jeunes et le Droit à l'Education en Amérique latine et dans les Caraïbes » où ils ont partagé des informations sur leurs demandes et leurs attentes en matière d'éducation. CLADE rapporte également que le Mouvement étudiant d'Amérique latine et des Caraïbes (MELAC) et les jeunes ont été encouragés à participer aux activités de la CME.</p>		



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

HONDURAS
US\$ 299.964

NICARAGUA
US\$ 253.141

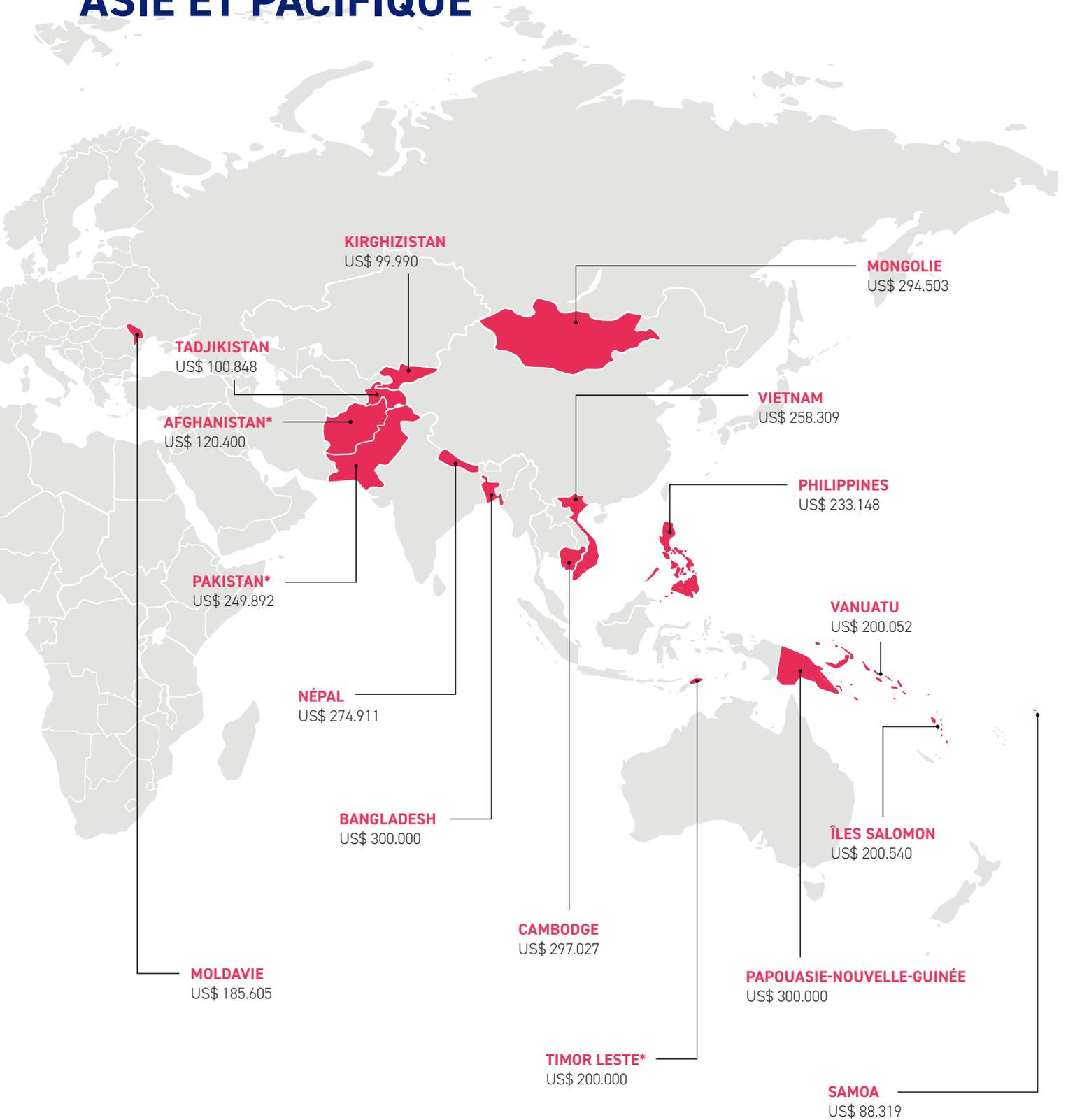
BOLIVIE
US\$ 292.104

HAÏTI*
US\$ 32.265

* fragiles et touchés par des conflits



ASIE ET PACIFIQUE



* fragiles et touchés par des conflits



RENFORCEMENT DES COALITIONS POUR L'EDUCATION NATIONALE DANS LA RÉGION ASIE ET PACIFIQUE AU SECOND SEMESTRE 2020

Capacités de gouvernance	Capacités techniques	Capacités de plaidoyer
<p>En AFGHANISTAN, la CNE a augmenté les capacités d'engagement des membres par la mise en place de plateformes de coordination provinciales et de clubs d'apprentissage qui soutiennent les membres dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et le rapportage de leurs projets et programmes, en lien avec le plan stratégique du Ministère de l'Éducation et l'ODD4.</p> <p>La CNE de MOLDOVA a amélioré ses compétences en matière de recherche, de contrôle, d'analyse et de gestion des finances publiques et de budgétisation dans le domaine de l'éducation.</p> <p>La CNE du NÉPAL a amélioré ses capacités en matière de recherche, de contrôle, d'analyse et de suivi des résultats. La CNE des PHILIPPINES a amélioré ses compétences en communication et ses connaissances sur les plates-formes en ligne, sur la façon de gérer les discussions de groupe, les réunions en ligne et d'autres sujets.</p> <p>La CNE de TIMOR LESTE a appris à intégrer des chercheurs et des défenseurs de la jeunesse dans l'organisation et à mettre en place un Forum des jeunes marginalisés. Sur un autre plan, 15 membres du personnel de cette CNE ont reçu une formation sur l'amélioration de leurs compétences en anglais.</p> <p>La CNE du TAJIKISTAN a appris à organiser des événements en ligne.</p> <p>Les personnels de la CNE de MONGOLIE ont amélioré leurs connaissances sur la démocratie interne, l'indépendance des organisations de la société civile et le plaidoyer politique, ainsi que sur l'approche de l'éducation basée sur les droits de l'homme.</p>	<p>La CNE du CAMBODGE a amélioré ses capacités sur la façon de promouvoir la transparence dans le développement et le suivi du budget ; et elle a amélioré ses connaissances sur la façon de plaider pour des budgets publics nationaux plus élevés pour les enfants et les jeunes dans les politiques et les programmes.</p> <p>La CNE de MOLDAVIE a amélioré ses capacités en matière de dialogue sur les politiques publiques d'éducation.</p> <p>La CNE du NÉPAL a amélioré ses capacités d'analyse des politiques publiques d'éducation.</p> <p>La CNE du PAKISTAN a développé une meilleure compréhension des défis auxquels les personnes handicapées, et en particulier les enfants handicapés, doivent faire face dans le système éducatif actuel et des lacunes politiques qui doivent être comblées afin de leur assurer l'égalité des opportunités.</p> <p>La CNE des PHILIPPINES a amélioré ses connaissances sur la manière de défendre les droits des personnes LGBT+, ainsi que ses connaissances sur le thème de l'apprentissage et de l'éducation des adultes.</p> <p>La CNE de SAMOA a amélioré sa capacité à analyser la politique et les programmes d'éducation nationale en fonction de leur alignement sur l'ODD4.</p> <p>La CNE du TAJIKISTAN a amélioré ses connaissances sur les progrès de la mise en œuvre de l'ODD 4 et de l'ODD 4.7.</p> <p>La CNE de TIMOR LESTE, en particulier 14 membres de la CSEP et les membres du Forum des jeunes marginalisés, ont amélioré leurs connaissances sur le suivi budgétaire et le plaidoyer budgétaire. Les membres et les jeunes marginalisés sont désormais mieux équipés pour naviguer dans et comprendre le processus budgétaire et pour plaider en faveur de l'augmentation du budget de l'éducation dans le pays.</p> <p>La CNE du VIETNAM a renforcé ses connaissances en matière d'éducation de la petite enfance, d'éducation inclusive et d'apprentissage des adultes, ainsi qu'en matière d'éducation et de l'ODD4, en participant à des réunions et conférences nationales et régionales, en face à face et virtuelles, organisées par différentes organisations internationales.</p> <p>La CNE de l'ÎLE SALOMON a amélioré sa capacité à discuter des budgets de l'éducation, des politiques inclusives et du thème de l'ODD4, et à plaider pour la mise en œuvre de l'ODD4. Il a également amélioré sa connaissance de l'éducation autochtone et des compétences pour la vie.</p>	<p>La CNE du KIRGHIZSTAN a participé à des activités visant à améliorer ses stratégies et tactiques de plaidoyer et à concevoir des campagnes, en identifiant les parties prenantes et leurs intérêts. La CNE a appris comment construire un cycle complet de campagnes de plaidoyer : de la planification au suivi des performances.</p> <p>La CNE de TIMOR LESTE a renforcé sa capacité de plaidoyer pour obtenir une augmentation du budget de l'éducation.</p> <p>La CNE de PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE a amélioré ses compétences en matière de plaidoyer pour participer à des forums régionaux sur l'éducation à des niveaux politiques élevés.</p> <p>La CNE du Vanuatu a amélioré ses compétences en matière de plaidoyer en utilisant les résultats de la recherche et en débattant de la stratégie sectorielle d'éducation et de formation 2020-2030 du Vanuatu.</p>
<p>L'EOL-RMU dans la région Asie-Pacifique a soutenu les CNE de la région dans la planification et la manière de se conformer aux exigences de suivi et de rapports financiers de l'EOL. Les CNE ont également reçu un soutien pour identifier les besoins d'apprentissage et pour développer ou améliorer leurs plans d'apprentissage. Le RMU a également co-organisé et co-animé certaines activités d'apprentissage pour les CNE avec la CR ASPBAE mentionnée ci-dessous.</p>		



Capacités de gouvernance	Capacités techniques	Capacités de plaidoyer
<p>La Coalition Régionale ASPBAE a organisé des webinaires sur le travail de plaidoyer des organisations de la société civile pour la promotion du droit à l'éducation en période de la Covid ; et sur le financement national de l'éducation après la Covid. Les CNE (en Afghanistan, au Népal, au Bangladesh, aux Philippines, en Mongolie et dans d'autres pays) ont également appris à connaître et à utiliser le plan stratégique de l'ASPBAE pour promouvoir l'ODD 4.7. L'ASPBAE a également organisé des réunions en ligne afin d'améliorer les connaissances des CNE (au Népal, au Bangladesh, en Mongolie, aux Philippines, au Timor Leste et au Vanuatu ainsi que dans d'autres pays) sur l'impact de la Covid 19 sur l'éducation et le bien-être des jeunes marginalisés et sur la manière d'intégrer les groupes de jeunes dans le travail de la Coalition pour l'Education Nationale. À cet égard, l'ASPBAE a mené une Recherche d'Action dirigée par des jeunes. Cet effort a non seulement permis de recueillir des données, mais aussi de mobiliser des jeunes issus de divers milieux marginalisés qui ont pris une part active aux événements de plaidoyer des Coalitions pour l'Education Nationale et ont renforcé la participation des jeunes dans ces espaces. L'ASPBAE a également fourni des orientations et des conseils concernant les travaux thématiques et de plaidoyer des CNE en général, dont ils ont tiré des enseignements ; il a également organisé le partage des enseignements concernant l'utilisation des plateformes numériques. L'ASPBAE a également fourni une assistance technique à la CNE au Cambodge, comme mentionné ci-dessus, afin d'interpréter et d'agir sur les clauses de la Charte de la CNE (constitution) pour aider à garantir une élection démocratique et tranquille du nouveau conseil de la CNE.</p>		

Au total, 38 CNE soutenus par l'EOL (70%) ont reçu des formations et un soutien de la part de la CME et/ou des Coalitions Régionales au second semestre de 2020 ; et 37 d'entre eux (96%) sont satisfaisantes ou très satisfaisantes du soutien reçu.

RÉSULTATS CONCERNANT LES COLLABORATIONS D'APPRENTISSAGE

Des collaborations d'apprentissage sont en cours de construction dans toutes les régions et des pools de partenaires d'apprentissage sont en cours de création. Les partenaires d'apprentissage sont en train d'être recrutés et ils vont- en plus de fournir des apprentissages sur des sujets spécifiques – également participer à l'établissement de collaborations d'apprentissage. Des appels à manifestation d'intérêt pour devenir un partenaire d'apprentissage ont été lancés dans les quatre régions, les partenaires d'apprentissage ont été présélectionnés et un groupe de partenaires d'apprentissage sélectionnés au niveau régional, composé de différents types d'institutions, a été établi et permet d'identifier les lacunes restantes dans les offres existantes du groupe d'apprentissage. Le RMU de la région d'Afrique orientale et du Sud a organisé deux sessions de formation et de suivi axées sur le plaidoyer politique, la mobilisation communautaire, l'analyse budgétaire et le suivi, l'évaluation, la responsabilité et l'apprentissage, tandis que le RMU de la région d'Amérique latine et des Caraïbes, en collaboration avec CLADE, a préparé deux sessions sur la viabilité financière et le renforcement organisationnel. Des webinaires ont également été organisés pour soutenir le travail des bénéficiaires de l'OC2 sur la Théorie du Changement et la Gestion Adaptative. La stratégie d'établissement de la collaboration d'apprentissage est en

cours d'élaboration avec la participation des Coalitions Régionales, des partenaires d'apprentissage et des bénéficiaires de subventions.

Alors que les collaborations d'apprentissage à part entière sont en cours de mise en place, diverses activités ont eu lieu. Dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du centre, plusieurs CNE ont collaboré les uns avec les autres et ont acquis de nouveaux apprentissages. Une collaboration d'apprentissage spécifique intéressante rapportée par les CNE a été la visite d'échange et le partage d'expériences qui ont eu lieu en novembre et décembre 2020 entre les CNE de l'Education Nationale du Togo et de la Côte d'Ivoire ; une visite d'échange entre le Cameroun et la Côte d'Ivoire a également eu lieu. Douze des seize CNE de cette région (Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, RDC, Guinée-Bissau, Madagascar, Mozambique, Sénégal, Niger, Sierra Leone et Togo) déclarent avoir participé à au moins une « collaboration d'apprentissage » ou au moins avoir appris ensemble d'autres organisations.

Dans la région d'Afrique orientale et du Sud, les CNE ont déclaré avoir participé à trois collaborations d'apprentissage : le consortium national nigérian « Gender at the Center Consortium Nigeria », dirigé par le Forum des éducatrices africaines (FAWE) ; les membres de la Coalition du Consortium des ONG du Somali Land travaillant dans le secteur de l'éducation qui se réunissent pour partager les meilleures pratiques sur une base trimestrielle ; tandis qu'au Zimbabwe, l'Ecole d'été d'AFRODAD (Dette et financement de l'éducation) Zimbabwe fonctionne comme une collaboration d'apprentissage, avec un événement

annuel qui a lieu en novembre/décembre de chaque année avec l'idée d'échanger des idées et des leçons sur la crise de la dette en Afrique.

Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les membres des CNE ont participé à une sorte de collaboration d'apprentissage appelée Agenda Régional d'Amérique Centrale sur le droit à l'éducation, entre les CNE du Nicaragua, du Honduras et du Guatemala ; et CLADE a fonctionné comme une sorte de collaboration d'apprentissage dans cette région en s'assurant que l'information circule entre les CNE concernant divers sujets d'éducation sur l'agenda politique. Dans la région Asie-Pacifique, la CNE du Cambodge a participé, avec diverses ONG, à un groupe d'intérêt sur l'éducation d'urgence face à la pandémie de Covid-19, qui discute des enseignements tirés de la crise sanitaire. Les CNE du Cambodge, du Bangladesh, des Philippines, du Népal et du Pakistan ont également participé à un « Groupe d'Intérêt sur la Banque de Politique Numérique ». Le partage des connaissances entre les CNE de cette région a été soutenu par l'ASPBAE et le RMU.

RÉSULTATS INATTENDUS

Certains résultats inattendus du programme EOL, en particulier de la mise en œuvre de l'OC1, ont également été signalés pour le second semestre de 2020, tels que la CNE au Bénin, à qui les autorités chargées de l'éducation nationale ont demandé d'étendre et de reproduire dans un plus grand nombre d'écoles, une formation sur l'interdiction des châtiments corporels et la violence basée sur le genre mise en œuvre par la CNE dans 45 établissements, dont 27 écoles primaires. La CNE au Sénégal a conCNEtré ses actions de plaidoyer sur les



contraintes Covid-19 pour l'éducation et a réussi à accélérer le processus de mise en place d'une chaîne de télévision officielle « Canal Education » dédiée à l'éducation tandis que la CNE au Togo a eu plus de succès que prévu lorsque le Ministère de l'Education lui a demandé d'étendre les formations à un grand nombre de municipalités. Les formations ont été organisées pour des groupes locaux afin de renforcer les capacités de suivi des actions éducatives au niveau municipal. De son côté, la CNE du Kenya a cherché à ouvrir davantage les portes des engagements politiques avec les parlementaires en entrant en contact avec le secrétariat du réseau parlementaire international pour l'éducation (IPNED) à Londres par l'intermédiaire du parlement kenyan.

La CNE d'Eswatini a reçu beaucoup de visibilité en raison de l'intérêt accru pour les questions d'éducation pendant la pandémie de Covid-19 et la coalition a été positionnée comme la voix des organisations de la société civile dans les médias pour donner des orientations et des conseils sur les questions d'éducation. Cette coalition a également reçu une petite subvention du PEPFAR pour la diffusion d'informations aux personnes handicapées pendant la pandémie et elle s'est également associée à SOS Children's Village pour piloter un petit projet sur la manière de ramener les enfants à l'école en toute sécurité.

Au Zimbabwe, les visites de suivi conjointes avec la Commission parlementaire sur l'éducation primaire et secondaire et avec le Ministère de l'éducation primaire et secondaire ont apporté des preuves des défis structurels au sein du Conseil des Examens Scolaires du Zimbabwe (ZISEC) qui vont au-delà des effets et des défis de COVID-19. La Coalition du Zimbabwe travaille à l'élaboration d'un rapport sur ces défis structurels afin de pousser le Parlement à discuter et à envisager un amendement de la loi ZIMSEC. Lors de toutes les réunions d'engagement avec le Comité du Portefeuille Parlementaire sur l'Enseignement

Primaire et Secondaire, il a été convenu que la coalition travaille avec le Comité sur un tel amendement.

La coalition nigériane a augmenté le niveau de partenariat avec les médias, et les organisations médiatiques invitent désormais la coalition au niveau des Etats et au niveau national à prendre part à leurs programmes, ce qui a permis d'amplifier les préoccupations et les voix des groupes marginalisés. La participation de la coalition du Zimbabwe à l'espace consacré à la Santé et aux Droits Sexuels et Reproductifs a permis à cette coalition de faciliter et de plaider pour une augmentation du budget consacré à ce sujet.

En Bolivie, après la récente crise politique, la CNE a pu organiser des panels de la société civile et participer à un événement au cours duquel le nouveau gouvernement a déclaré en 2021 « l'année du Droit à l'Education ». Au Honduras, l'un des objectifs du projet de la CNE est de contribuer à l'élaboration d'une loi permettant la mise en œuvre du Plan Sectoriel d'Education. La CNE a eu des réunions avec le Conseil pour l'Education Nationale qui a montré son intérêt pour la loi et, de manière inattendue, la Coalition a également été invitée à participer à un processus de formulation d'un Pacte Fiscal.

Au Pakistan, la CNE a eu l'occasion de sensibiliser les membres du parlement aux statistiques récentes sur l'éducation des filles et aux problèmes que celles-ci continuent de connaître dans la poursuite de leur éducation. À Samoa, la CNE a pu accroître sa participation aux activités de planification sectorielle grâce au soutien de l'ONU et des agences donatrices. La CNE des îles Salomon a pu reproduire la recherche sur l'enseignement à domicile en travaillant avec la CNE du Vanuatu et avec le soutien de l'ASPBAE. La CNE du Tadjikistan a reçu le soutien du Ministère de l'Education et des Sciences et espère rejoindre le LEG. Au Timor Leste, la CNE a pu s'engager auprès des jeunes marginali-

sés grâce au soutien de l'ASPBAE. La CNE de Vanuatu a pour sa part produit pour la première fois son bulletin d'information (août 2020) et l'a partagé avec les parties prenantes. Parallèlement, la CNE du Vietnam a participé à des activités, telles qu'une enquête nationale menée par le Ministère, afin d'accroître les connaissances et les préoccupations concernant l'éducation des personnes malentendantes.

En général, un résultat inattendu de cette période de rapport est que les CNE ont été en mesure d'augmenter le nombre de parties prenantes participant à leurs événements et réunions, puisque de nombreuses activités sont devenues des réunions virtuelles depuis le confinement de Covid-19.

RECUEIL DES LEÇONS TIRÉES PAR LES CNE DE LEURS EXPÉRIENCES

Un certain nombre de bénéficiaires de l'OC1 ont aimablement partagé leurs propres enseignements sur la base de leur expérience de dix ans (voir annexe 3), et un recueil de ces enseignements a été produit. Les enseignements ont été classés par rapport au cadre d'apprentissage de l'EOL qui a été inclus dès le début dans la conception du PRODOC EOL et qui est lié aux résultats attendus de l'EOL. Les bénéficiaires de la CNE ont rapporté des enseignements appris qui s'appuient sur des expériences remontant à plusieurs années, de sorte que la plupart d'entre eux n'ont pas été acquis ou seulement partiellement acquis au cours de la mise en œuvre d'EOL. Cependant, ils pourraient être jugés utiles pour être repris dans la programmation de l'EOL avec les bénéficiaires actuels de l'EOL OC1, OC2 et OC3. Il convient toutefois de souligner que l'initiative EOL n'a pas évalué, confirmé ou validé ces enseignements tirés par la CNE. EOL prévoit de documenter, compiler et évaluer les enseignements tirés sur la base des résultats obtenus et des expériences acquises pendant la période de mise en œuvre d'EOL.



6 THÈMES TRANSVERSAUX

PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES GENRES

Comme mentionné ci-dessus dans le texte sur l'inclusivité des CNE, les coalitions sont très actives dans la promotion de l'égalité de genre au sein des systèmes éducatifs nationaux. Dans cette section, des informations seront fournies sur certaines des manières dont les CNE promeuvent également l'égalité des genres en dehors des CNE eux-mêmes, dans les systèmes éducatifs nationaux et dans la société en général.

Les CNE (au Burkina Faso, au Mozambique, en Tanzanie, au Malawi, au Nicaragua, au Kirghizstan, en Mongolie, au Népal, au Pakistan, aux Philippines, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux îles Salomon, au Vanuatu et dans d'autres pays) ont promu l'égalité des genres en appliquant une optique de genre dans les divers documents de recherche et rapports d'éclairage auxquels ils ont participé, par exemple en accordant une attention particulière à la situation des petites filles et à la discrimination générale entre les genres dans le système éducatif. La CNE du Mozambique indique avoir développé une analyse pour évaluer l'intégration de la dimension de genre dans le plan national d'intervention d'urgence Covid-19 en matière d'éducation.

Les CNE (tels que ceux du Togo, de la Somalie, de la Zambie, du Zimbabwe, de l'Éthiopie, du Malawi, de la Bolivie, du

Honduras et d'autres pays) ont également participé activement à différents comités techniques sur les petites filles et l'égalité des genres, et ils ont aidé à analyser les politiques, les plans du secteur de l'éducation et les propositions politiques dans une perspective de genre et ont fourni une assistance technique dans ce domaine. La CNE du Mozambique a participé à l'élaboration d'un plan d'action visant à soutenir la mise en œuvre du Mécanisme Multisectoriel de Signalement, de Référence, de Réponse et d'Assistance aux Victimes de Violence à l'École. Les CNE du Zimbabwe et du Rwanda ont plaidé en faveur d'un Plan Sectoriel d'Education sensible à l'Égalité des Genres.

Les Coalitions pour l'Education Nationale ont développé diverses *formations pour leurs partenaires* afin de les sensibiliser à la discrimination de genre dans les systèmes éducatifs et au droit des garçons et des filles à bénéficier d'une éducation. Ces coalitions ont également mené des *campagnes, rédigé des déclarations et participé à des marches, des conférences et des séminaires* (par ex. au Burundi, au Cap-Vert, en Guinée-Bissau, au Mozambique, au Niger, au Sénégal, en Ouganda, au Sud-Soudan, en Somalie, au Somali Land, en Eswatini, en Bolivie, en Afghanistan, au Bangladesh, au Cambodge, au Kirghizstan et au Timor-Leste) pour revendiquer le droit des filles à recevoir une éducation, en com-

mençant malheureusement par affirmer qu'elles ne devraient pas être soumises à la violence en premier lieu, par le biais de mariages précoces et d'abus sexuels entraînant des grossesses non désirées qui, bien souvent, limitent encore davantage leur accès à l'école. Les CNE sont également très actifs dans la revendication du droit des filles et des adolescentes à aller à l'école, qu'elles soient enceintes ou mères, et de la nécessité d'adapter les écoles aux besoins des femmes, c'est-à-dire de les doter de bonnes installations sanitaires, pour ne citer qu'un exemple. La CNE au Vietnam a été active dans la sensibilisation au droit à l'éducation des étudiantes malentendantes, notamment par la production d'une vidéo : « Là où je fais partie ».

D'autres initiatives mentionnées par les CNE sont, par exemple, le soutien à l'établissement d'un Réseau Régional des Clubs de Mères par les Femmes Educatrices Africaines (FAWEGAM) pour surveiller la présence et la rétention des filles à l'école. La CNE de Tanzanie, pour sa part, mentionne également son soutien à la construction d'un foyer pour filles à l'école secondaire de Kwamtoro dans le but d'éviter aux filles de devoir parcourir de longues distances pour se rendre à l'école et en revenir, et dans le but d'améliorer leurs résultats scolaires.



SOUTIEN AUX PAYS FRAGILES

En janvier 2021, EOL apporte son soutien à 20 pays.

TABLEAU : LES BÉNÉFICIAIRES DU SOUTIEN D'EOL OPÈRENT DANS CES PAYS FRAGILES (À PARTIR DE JANVIER 2021).

Région	Nom des pays fragiles où les organisations de la société civile sont actuellement (janvier 2021) soutenues par des fonds EOL.
Région Afrique de l'Ouest et Centrale	-Burkina Faso -Burundi -Cameroun - République démocratique du Congo -Gambie -Guinée-Bissau -Niger
Région Afrique de l'Est et Du Sud	-Kenya -Nigeria -Rwanda -Somalie - Soudan du Sud -Soudan -Uganda -Zimbabwe -Yémen
Asia and Pacific	-Afghanistan -Pakistan - Papouasie-Nouvelle-Guinée -Timor-Leste
Au total	20

Dans les régions africaines, environ la moitié des CNE soutenus par le projet EOL opèrent dans des pays fragiles. Ainsi, les bénéficiaires EOL opèrent généralement dans des contextes dominés par des conflits politiques et armés et par l'insécurité, ce qui représente d'énormes défis pour eux. La Covid-19 a été un conflit de plus à gérer dans ces pays.

Certains CNE de pays fragiles comme le Burkina Faso, le Niger, le Cameroun, le Mozambique, le Niger, le Sénégal et le Togo ont identifié et priorisé la programmation de l'éducation dans les situations d'urgence ou de conflit dans leurs plans d'apprentissage, comme des domaines dans lesquels ils doivent améliorer leurs connaissances et leurs compétences. Le RMU de l'Afrique orientale et du Sud a assuré une surveillance et un suivi étroits de la mise en œuvre des projets dans les pays fragiles et touchés par des conflits. Les plans de mise en œuvre et de budget des coalitions sont régulièrement vérifiés afin de s'assurer de la bonne exécution des activités. Le registre des risques pour les coalitions concernées est également examiné régulièrement afin

de suivre l'évolution de la réalisation des résultats.

PROMOTION DE LA DURABILITÉ

La stratégie globale d'EOL – qui permet aux organisations de la société civile de détecter les lacunes des politiques éducatives par rapport à la réalisation du droit universel à l'éducation, d'assurer le suivi de l'efficacité des systèmes éducatifs nationaux et de promouvoir l'amélioration de l'égalité et de l'efficacité des systèmes éducatifs nationaux – a en soi une durabilité intrinsèque puisque les améliorations apportées aux politiques et aux institutions perdureront après la fin du projet EOL et continueront à bénéficier aux groupes marginalisés à l'avenir. Les améliorations institutionnelles et les politiques connexes peuvent bien sûr être annulées par un nouveau gouvernement, mais il est peu probable que des gouvernements bien informés le fassent.

Diverses mesures sont prises dans le cadre du projet EOL afin de promouvoir la durabilité des CNE eux-mêmes, de manière à ce qu'ils puissent continuer à remplir ce rôle de défense et de responsabilité sociale

à l'avenir. Les CNE ont développé des plans d'apprentissage pour le renforcement de leurs capacités organisationnelles, techniques et de plaidoyer afin d'améliorer leur efficacité, leur pertinence et leur durabilité. Cela inclut leur capacité à collecter des fonds afin qu'ils puissent devenir financièrement viables au fil du temps. Les partenaires d'apprentissage et les CR, par exemple CLADE, sont impliqués dans ce type de renforcement des capacités. Les bénéficiaires sont également encouragés à concourir pour les diverses subventions disponibles et à accroître leurs capacités de partenariat et de mise en réseau, y compris la capacité à travailler également en réseau avec la communauté des donateurs. Certains CNE ont élaboré des propositions de projets afin de rechercher la durabilité financière de leurs programmes. La CNE du Népal a notamment développé sa stratégie dans laquelle la durabilité a été envisagée depuis les districts jusqu'au niveau national et la CNE a renforcé la capacité de ses comités de coordination de district pour générer des fonds localement. L'ASPBAE a aussi récemment financé certaines activités de la CNE au Timor Leste avec les fonds



d'un autre donateur, afin que la CNE puisse travailler avec les jeunes marginalisés. La CNE de Vanuatu a formé un sous-comité de collecte de fonds qui identifie de nouveaux partenaires et des possibilités de financement.

TRAVAILLER DANS DES CONTEXTES OÙ L'ESPACE CIVIQUE EST LIMITÉ

Certaines organisations de la société civile travaillent dans des conditions où la liberté d'expression et la liberté d'organisation sont fortement limitées. Les CNE sont encouragés à travailler dans les limites des espaces disponibles, mais aussi à concevoir des stratégies de plaidoyer innovantes qui les aident à pénétrer les espaces civiques limités. Les CNE ont également été encouragés à participer activement au Groupe d'Éducation Locale et à présenter des connaissances fondées sur des preuves dans ces espaces où la présence de divers acteurs est bénéfique et où ils sont plus « protégés ». Cependant, il y a eu des exemples où seule l'organisation de la société civile la plus favorable au gouvernement était invitée. C'est parfois aussi le cas lorsque des organisations de la société civile souhaitent participer aux mécanismes de suivi des

Objectifs de Développement Durable et que leur accès est « bloqué ».

Étant donné que certains des CNE travaillent dans des pays touchés par des conflits et des guerres et où l'État de droit ne fonctionne pas nécessairement dans la pratique, les activistes de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme deviennent facilement des cibles lorsqu'ils s'expriment ou peuvent facilement être réduits au silence par des menaces de différents groupes. Certains gouvernements ont promu de nouvelles lois qui tendent à limiter davantage l'espace civique, prétendument pour prévenir le blanchiment d'argent ou le financement de groupes terroristes, mais où les organisations de la société civile ont le sentiment que les autorités cherchent à contrôler leurs fonds.

Les CNE eux-mêmes contribuent à fournir une plateforme où les différentes organisations de la société civile peuvent mieux discuter entre elles, y compris les universités, les groupes de réflexion, les ONG, les chercheurs, les associations d'enseignants, les groupes de jeunes et les médias, et où les défenseurs des droits de l'homme et

les activistes qui travaillent dans la lutte contre la corruption peuvent échanger leurs connaissances. Lorsque la CNE parle au nom de tous les membres, on peut éviter qu'une organisation spécifique soit mise en cause ou accusée.

La crise du Covid-19 n'a pas contribué à ouvrir l'espace civique, au contraire. Parfois, les restrictions imposées aux rassemblements afin d'éviter la propagation du virus Covid-19 semblent avoir été utilisées de manière excessive sur divers groupes « critiques » qui ne sont rien d'autre que ceux qui s'expriment au nom des groupes marginalisés et promeuvent le droit à l'éducation.



7 COLLABORATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

EOL organise des réunions périodiques avec la Campagne Mondiale pour l'Éducation (CME) et les Coalitions Régionales (RC) pour échanger des informations sur les activités en cours et les plans pour la période à venir. Lors de ces réunions, des inquiétudes ont été soulevées quant à la viabilité financière des Coalitions pour l'Éducation Nationale, puisque les CNE sont considérées comme la pierre angulaire des stratégies de plaidoyer pour la promotion de l'égalité d'accès à une éducation de qualité pour les groupes marginalisés vivant dans différents contextes nationaux.

La Campagne Mondiale pour l'Éducation (CME) et les Coalitions Régionales (RC) poursuivent leurs efforts pour fournir une orientation stratégique aux Coalitions pour l'Éducation Nationale afin qu'elles deviennent aussi efficaces que possible dans leur travail de plaidoyer pour des changements de politique qui bénéficient aux groupes marginalisés ; et dans leurs efforts de responsabilité sociale concernant le fonctionnement des systèmes éducatifs pour garantir le droit à l'éducation pour tous. Les CNE apprécient beaucoup le soutien qu'elles reçoivent des CR.

La CME et les CR fournissent continuellement des informations aux CNE concernant les divers événements politiques internationaux et régionaux qui ont lieu. Les Unités de Gestion Régionales d'EOL en Amérique Latine et aux Caraïbes, en Afrique de l'Est et Du Sud, et en Asie et Pacifique, respectivement, et les Coalitions Régionales de la CME (CLADE, ACEA et ASPBAE) continuent de s'engager sur des questions telles que la planification stratégique, la mobilisation

des ressources, l'échange de connaissances entre les CNE et le renforcement des capacités des CNE. La CME et les CR ont également apporté de nouvelles connaissances et une orientation aux CNE sur des sujets tels que les effets des fermetures de l'éducation motivées par la Covid-19, le financement de l'éducation, la participation des jeunes et d'autres questions.

EOL continue également à organiser des réunions avec le programme « frère » KIX, qui est également financé par le PME. KIX encourage l'échange d'expériences, d'innovations et de connaissances entre les partenaires du PME afin d'aider les pays soutenus par le PME à améliorer leurs systèmes éducatifs nationaux. L'Agent de subvention de KIX est le centre de recherches pour le développement international (CRDI) à Ottawa, Canada.

Les deux agents de subvention (Oxfam IBIS et le CRDI, respectivement) ont souhaité partager les leçons apprises en tant qu'agents de subvention. Les responsables de programme respectifs échangent des informations sur le rôle d'agent de subvention et la manière de le remplir. En ce qui concerne le suivi, les deux agents de suivi respectifs ont eu de bonnes conversations sur la façon de mettre en place des systèmes de suivi complexes et ont fourni un retour d'information à l'autre pour un bénéfice mutuel.

EOL poursuit également sa relation fructueuse avec le Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME). L'équipe EOL du PME et le directeur mondial de l'EOL continuent de se réunir chaque semaine pour discuter de

diverses questions relatives au programme EOL et pour fournir un retour d'information sur la mise en œuvre d'EOL. Des réunions plus larges avec la présence d'autres collègues EOL de la GMU et des RMU ont également eu lieu, par exemple, sur le déroulement de l'agenda d'apprentissage EOL. L'équipe de coordination EOL se réunit également régulièrement pour assurer le suivi de la mise en œuvre du programme EOL et pour prendre des décisions stratégiques sur le programme lorsque des adaptations sont nécessaires.

La GMU d'EOL et l'équipe de communication du PME ont également une collaboration fructueuse autour du développement de la page web d'EOL qui a été récemment renouvelée et modifiée afin de présenter plus d'informations sur la mise en œuvre des projets en cours des bénéficiaires au lieu de se concentrer sur les thèmes des appels à propositions.



8 ADAPTATIONS DE L'EOL ET ACTIVITÉS À VENIR AU PREMIER SEMESTRE DE 2021

EDUCATION A VOIX HAUTE est une entreprise complexe qui implique un engagement important avec une multitude de parties prenantes différentes. La mise en œuvre du programme EOL est guidée par le document du programme ; tandis que la gestion adaptative est appliquée comme un moyen intégral d'améliorer la pertinence, l'efficacité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme et de la gestion des subventions. Il est important de souligner que l'agent de subvention encourage également les bénéficiaires à adopter la gestion adaptative lors de la mise en œuvre de leurs projets respectifs. Il ne sert à rien – ni pour l'agent de subvention ni pour les bénéficiaires – de s'en tenir aux accords et aux calendriers antérieurs s'ils ont été dépassés par les événements dans un environnement qui évolue rapidement, d'où la possibilité de convenir d'amendements aux accords.

La crise de Covid-19 affecte la mise en œuvre des projets du programme EOL et des bénéficiaires de subventions. De nombreux bénéficiaires ont dû revoir leurs calendriers car les calendriers de mise en œuvre approuvés n'ont pas pu être respectés en raison du confinement lié à Covid-19 et des possibilités limitées de réunir des groupes plus importants de parties prenantes. Cependant, les bénéficiaires se sont rapidement adaptés à la réalité virtuelle et ont obtenu de nouveaux résultats importants grâce à leurs efforts de sensibilisation. Les bureaux d'EOL GMU et RMU sont toujours soumis à des fermetures et le personnel travaille à domicile. L'absence de visites de contrôle régulières en raison de la pandémie a nécessité des approches différentes de la gestion des risques. De son côté, le nombre de membres du GISP a été réduit à sept, tandis que la période d'adhésion au GISP a été renouvelée jusqu'à la fin de 2021 et avec un mandat ajusté.

Les perspectives pour les opérations EOL au cours du premier semestre de 2021 sont susceptibles d'être continuellement affectées par la pandémie de Covid-19. Il s'agit notamment d'un environnement difficile pour les bénéficiaires de subventions dont les efforts de plaidoyer devront tenir compte de l'impact des fermetures d'écoles à grande échelle qui privent des millions d'enfants de l'accès à l'éducation, comme indiqué ailleurs dans ce rapport. Un contexte changeant comprend également des limitations dans les espaces conventionnels pour le plaidoyer sur la politique d'éducation, alors que des opportunités émergent pour utiliser les efforts virtuels afin d'atteindre les objectifs du projet. Conformément à l'accent mis sur la gestion adaptative, l'agent de subvention continuera à encourager les bénéficiaires à ajuster les calendriers et les budgets afin de garantir l'efficacité et la pertinence des efforts financés par EOL.

Au cours des premiers mois de 2021, le GISP devrait identifier les organisations qui recevront une subvention de l'Année Zéro en réponse aux notes conceptuelles soumises en 2020 dans le cadre des appels ouverts pour l'OC3.2 et l'OC2.2 respectivement. Le GISP se réunira également pour évaluer et décider des subventions OC2.1 parmi les bénéficiaires de l'Année Zéro qui, en septembre 2020, ont reçu un soutien pour développer une proposition complète après avoir présenté avec succès des notes conceptuelles en réponse à l'appel ouvert.

Les Coalitions pour l'Éducation Nationale (CNE) continuent à mettre en œuvre leurs subventions OC1 de deux ans en 2021. EOL s'efforcera d'offrir d'autres possibilités pour soutenir l'apprentissage des bénéficiaires, allant du renforcement des capacités des organisations individuelles à l'apprentissage par les pairs sur des préoccupations

communes aux bénéficiaires, en passant par des efforts conjoints dans le cadre de collaborations d'apprentissage. Une grande partie de ces activités se dérouleront aux niveaux bilatéral et régional, mais EOL identifiera également des partenaires d'apprentissage mondiaux pour traiter les questions prioritaires qui concernent l'ensemble du portefeuille, notamment en contribuant à l'analyse et aux études complémentaires.

Pour s'assurer que l'agenda d'apprentissage est disponible tout au long de l'engagement des bénéficiaires dans EOL, les efforts de l'Année Zéro offriront aux bénéficiaires une introduction à la gestion adaptative et aux théories du changement. L'accent sera mis sur le soutien d'une culture d'apprentissage parmi les bénéficiaires, tant en ce qui concerne les réflexions au sein des organisations individuelles que le partage conjoint d'expériences entre les bénéficiaires de l'initiative EOL.

À la fin de 2020, le conseil d'administration du PME a adopté une nouvelle stratégie pour le PME 2021-25. L'agent de subvention se penche sur la manière dont cette stratégie peut être déballée dans le contexte d'EOL, par exemple en ce qui concerne l'accent envisagé sur la programmation au niveau des pays et en relation avec un accent accru sur l'éducation des filles.



ANNEXES



1 LISTE DES OC1 - COALITIONS POUR L'EDUCATION NATIONALE

	Pays	Organisation
RMU – Afrique de l'Ouest et Centrale		
1	Bénin	Coalition Béninoise des Organisations pour l' EPT (CBO-EPT)
2	Burkina Faso	Coalition Nationale EPT du Burkina Faso (CNEPT/BF)
3	Burundi	Coalition pour L' Education pour tous BAFASHEBIGE
4	Cameroun	Cameroun Education for All (CEFAN)
5	Cap-Vert	Réseau National de la Campagne pour l'Education Pour Tous (RNCEPT)
6	République démocratique du Congo	Coalition Nationale de L' Education pour tous en DRC (CONEPT/RDC)
7	Gambie	Réseau de la campagne Éducation pour tous (EFANet)
8	Ghana	Coalition pour la Campagne d'Éducation Nationale du Ghana (GCNEC).
9	Guinée Bissau	Réseau de la campagne Éducation pour tous Guinée-Bissau (RECEPT GB)
10	Côte d'Ivoire	Réseau Ivoirien pour la Promotion de L' Education pour Tous (RIPEPT)
11	Liberia	Coalition pour l'Education Nationale du Libéria (CNEOL)
12	Madagascar	Coalition Nationale Malgache pour L' Education pour Tous (CONAMEPT)
13	Mauritanie	Coalition des Organisations Mauritaniennes pour L' Education (COMEDUC)
14	Mozambique	Mouvement pour l'Education pour Tous (MEPT)
15	Niger	Coalition Nigérienne des Associations Syndicats et ONG de Campagne EPT (ASO-EPT)
16	Sénégal	Coordination des ONG et Syndicats pour la défense d'une Education publique de Qualité (COSYDEP)
17	Sierra Leone	Education for All Sierra Leone (EFA-SL)
18	Togo	Coalition Nationale Togolaise pour l'Education Pour Tous (CNT/EPT)
RMU – Afrique de l'Est et du Sud		
1	Eswatini	Campagne du Réseau du Swaziland sur l'éducation pour Tous (SWANCEFA)
2	Ethiopie	Réseau d'Éducation de Base en Ethiopie – Ethiopie (BEN-E)
3	Kenya	Coalition Elimu Yetu – Kenya
4	Lesotho	Conseil des ONG du Lesotho (LCN)
5	Malawi	Coalition de la société civile pour l'éducation (CSEC)
6	Nigeria	Coalition d'Action de la Société Civile sur l'Education pour Tous (CSACEFA), Nigeria
7	Rwanda	Coalition pour l'Education pour Tous au Rwanda (REFAC)
8	Somalie	Coalition pour l'Education pour Tous en Somalie (EFASOM) (EFASOM)
9	Somaliland	Réseau du Somaliland sur l'Education pour Tous (SOLNEFA)
10	Soudan du Sud	Coalition pour l'Education Nationale au Soudan du Sud
11	Soudan	Coalition soudanaise pour l'Education pour Tous (SCEFA)
12	Tanzanie	Réseau d'Éducation Tanzanie/ Mtandao wa Elimu Tanzania (TEN/MET)
13	Uganda	Forum des ONG de l'Education en Ouganda (FENU)
14	Yémen	Coalition yéménite pour l'Education pour Tous (YCEFA)
15	Zambie	Coalition pour l'Education Nationale de Zambie (ZACNE)
16	Zimbabwe	Coalition pour l'Education au Zimbabwe (ECOZI)



	Pays	Organisation
RMU – Amérique latine et Caraïbes		
1	Bolivie	Campagne bolivienne pour le droit à l'éducation
2	Haïti	Regroupement Éducation pour Tous (REPT)
3	Honduras	Foro Dakar
4	Nicaragua	Forum d'Association pour l'Éducation et le Développement Humain de l'Initiative pour le Nicaragua
RMU – Asie et Pacifique		
1	Afghanistan	Organisation de Coalition pour l'Éducation Nationale en Afghanistan (ACNEO)
2	Bangladesh	Campagne pour l'Éducation Populaire (CAMPE)
3	Cambodge	Partenariat d'Éducation des ONG (NEP)
4	Kirghizistan	Association pour le Développement de l'Éducation au Kirghizstan (AED)
5	Moldavie	Alliance des ONG actives dans le domaine de la Protection Sociale de l'Enfant et de la Famille (APSCF)
6	Mongolie	« All for Education ! » Coalition pour la Société Civile Nationale
7	Népal	Campagne Nationale pour l'Éducation au Népal (NCE-Népal), 'SABAL NAGARIK SAMAJ RA UTTARDAI SARKAR'
8	Pakistan	Coalition pakistanaise pour l'éducation (PCE)
9	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Réseau de défense de l'éducation en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PEAN) Inc.
10	Philippines	Réseau de la Société Civile pour les Réformes de l'Éducation Inc. (E-Net Philippines)
11	Samoa	Projet de Plaidoyer du Réseau d'Éducation de Samoa (SEN) pour Mieux Réaliser l'ODD4
12	Île de Salomon	Coalition pour l'Éducation des îles Salomon (COESI)
13	Tadjikistan	Alliance des OSC du Tadjikistan pour l'Éducation (ACTE)
14	Timor Leste	Partenariat de la Société Civile pour l'Éducation (CSEP)
15	Vanuatu	Kolisen Blong Leftemap Edukesen Vanuatu
16	Vietnam	Association vietnamienne pour l'Éducation pour Tous (VAEFA)



2 LISTE DES NOUVELLES POLITIQUES⁵ SÉLECTIONNÉES ET APPROUVÉES AU SECOND SEMESTRE DE 2020

La liste comprend des politiques modifiées et classées dans les groupes suivants en fonction de leur objectif/thème :

- a. Politiques et Plans du Secteur de l'Éducation
- b. Budgets de l'éducation
- c. Directives relatives aux bâtiments scolaires et aux TIC (apprentissage numérique)
- d. Le respect du droit à l'éducation des adolescentes
- e. Respect du droit à l'éducation des personnes handicapées
- f. Respect du droit à l'éducation des personnes économiquement pauvres
- g. L'éducation dans les situations d'urgence et la réouverture en toute sécurité des écoles en cas de crise Covid-19

a) Politiques et Plans du Secteur de l'Éducation

Vous trouverez ci-dessous des exemples de politiques, de plans et de lignes directrices couvrant l'ensemble du secteur de l'éducation et qui ont été approuvés au cours du second semestre de 2020. Les CNE ont participé à la promotion des politiques mentionnées à travers leur participation à la discussion des plans dans différentes sphères et forums spécifiés pour chaque cas.

TABLEAU : CHANGEMENTS DE POLITIQUE LIÉS AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION APPROUVÉS AU SECOND SEMESTRE DE 2020

Pays	Politique modifiée	Description de la politique/du plan et de la participation de la Coalition pour l'Éducation Nationale à son développement, sa promotion ou son processus d'approbation.
Togo	Plan Révisé du Secteur de l'Éducation, 2020-2030 (PSE) Juillet 2020 Plan du Secteur de l'Éducation, 2020-2030 (PSE) et lettre de soutien du Plan du Secteur de l'Éducation TGOA / 0325 / ED / DAA / 2020 du 24 juillet 2020.	Le gouvernement togolais a souhaité réviser son Plan sectoriel de l'éducation sur la base des progrès réalisés, des obstacles restants et des nouveaux défis, afin d'améliorer les performances du système éducatif en accord avec le Plan de Développement National (PND) et les Objectifs de Développement Durable (ODD). Ce nouveau document politique/stratégique a intégré le droit à l'éducation des enfants handicapés et d'autres groupes cibles précédemment négligés tels que les enfants d'âge préscolaire, les femmes analphabètes et les jeunes non scolarisés. À cet égard, le document profite aux groupes marginalisés, puisque le gouvernement utilisera les fonds du plan pour réduire les inégalités sociales en dotant les infrastructures scolaires, notamment dans les zones rurales, et en réduisant la fracture numérique entre les zones rurales et urbaines. La CNE a influencé le document du Plan sectoriel de l'éducation en participant activement à toutes les phases de son processus de développement jusqu'à la validation, comme la revue sectorielle consultative nationale, les consultations régionales et nationales pour la révision du Plan sectoriel de l'éducation, la réunion sectorielle sur les considérations relatives au genre et à l'inclusion dans le Plan ; et la pré-validation et la validation du Plan. Tout au long du processus, la CNE a réussi à promouvoir la prise en compte de diverses préoccupations : (i) l'intégration de sept cibles de l'ODD4 dans le nouveau Plan sectoriel de l'éducation 2020-2030 (pages 38-42) (ii) l'éducation inclusive (pages 44-45) et la responsabilité communautaire dans la gestion décentralisée de l'éducation (page 10, paragraphe 03).
Somalie	Cadre Politique des Comités d'Éducation Communautaire Septembre 2020	Le cadre Politique des Comités d'Éducation Communautaire vise à guider le rôle des communautés locales dans la gestion de l'éducation dans les écoles locales. La coalition pour l'éducation nationale a participé aux différentes plateformes qui ont discuté de la politique, et a également coordonné des réunions avec les parties prenantes de l'éducation pour discuter des questions de politique. L'intérêt de la CNE pour la promotion de ce cadre est lié à l'augmentation de l'appropriation et de la participation des communautés dans la gestion des écoles grâce à la création de Comités d'Éducation Communautaire (CEC).
Bangladesh	Développement du Plan Sectoriel d'Éducation en décembre 2020 . Le ministère a soumis le plan approuvé au PME en décembre 2020. Le plan a été mis en ligne sur le site du PME le 14 décembre 2020. https://www.globalpartnership.org/content/education-sector-plan-202021-202425-bangladesh	Le Bangladesh a élaboré un Plan Sectoriel d'Éducation qui couvre désormais le niveau d'éducation pré-primaire à supérieur. Il comprend les sections suivantes : contexte, accès et équité, qualité et pertinence, et gestion et gouvernance, avec des objectifs et des indicateurs quantifiables et un cadre de résultats. Le plan devrait contribuer à améliorer la planification, la coordination et la mise en œuvre des programmes d'éducation en fonction des aspirations nationales. Le plan fournit un cadre pour la mise en œuvre de l'agenda du droit à l'éducation au Bangladesh et s'aligne sur les priorités de l'ODD 4. Le plan est devenu une référence solide pour défendre le droit à l'éducation dans les cinq années à venir et réaliser l'agenda de l'ODD4 conformément aux engagements du gouvernement. Les acteurs d'EDUCATION A VOIX HAUTE ont organisé plusieurs consultations impliquant des parties prenantes nationales et sous-nationales et ont fourni les résultats de l'équipe d'experts.

⁵ Le terme « politiques » est utilisé au sens large et comprend les lois, les politiques publiques, les plans, les règlements, les directives, les lignes directrices, etc.



TABLEAU : CHANGEMENTS DE POLITIQUE LIÉS AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION APPROUVÉS AU SECOND SEMESTRE DE 2020

Pays	Politique modifiée	Description de la politique/du plan et de la participation de la Coalition pour l'Éducation Nationale à son développement, sa promotion ou son processus d'approbation.
Mongolie	<p>Le Plan de Développement à Moyen Terme du Secteur de l'Éducation 2021-2030 (ESMTDP) octobre 2020</p> <p>http://planipolis.iiep.unesco.org/sites/planipolis/files/ressources/mongolia-education-sector-mid-term-development-plan-2021-2030.pdf</p>	<p>Le gouvernement de la Mongolie a lancé un nouveau plan sectoriel qui comporte cinq objectifs politiques clés visant à renforcer l'éducation de qualité et l'apprentissage tout au long de la vie pour la population mongole par le biais d'une réforme du système éducatif. Le dernier « Plan directeur pour l'éducation de la Mongolie » a été mis en œuvre entre 2006 et 2015 et a permis au secteur de l'éducation d'obtenir des résultats significatifs en modifiant le programme d'études et le contenu des programmes, en révisant les manuels et le matériel d'apprentissage des élèves et en créant un environnement d'apprentissage favorable. Le plan du Secteur Éducatif est basé sur les consultations des parties prenantes et les études de recherche qui se sont concentrées sur l'amélioration de la qualité et de la pertinence du système et des services éducatifs, sur l'augmentation de l'égalité d'accès et de l'inclusion dans les services et sur l'amélioration de l'efficacité de la gouvernance, de la gestion et de l'administration de l'éducation. L'une des priorités du secteur est identifiée comme « l'égalité d'accès et l'inclusion ». Le principal défi à l'accès équitable et à l'inclusion de l'éducation en Mongolie est lié aux enfants issus de familles d'éleveurs et de familles défavorisées, et à ceux qui ont des besoins spéciaux. Les principales stratégies pour s'attaquer au problème de l'inégalité à tous les niveaux consistent à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie pour tous, à permettre l'éducation ouverte, à encourager les parcours d'apprentissage flexibles et à reconnaître, valider et accréditer les résultats obtenus par tous les types d'apprentissage. La CNE (AFE) a contribué à cette politique par le biais du document de position de l'AFE Mongolie sur l'ODD4 et par d'autres activités. L'AFE a proposé d'élaborer et d'adopter une feuille de route nationale pour mettre en œuvre les objectifs des ODD au niveau national en mettant davantage l'accent sur l'équité et l'inclusion, l'examen du précédent plan du Secteur de l'éducation (ESP), l'élaboration du nouveau plan couvrant la période jusqu'en 2030 et la promotion de la création de LEG.</p>

b) Budgets de l'éducation

Dans plusieurs pays, les CNE ont également réclamé une augmentation du budget de l'éducation nationale. Voici quelques exemples (Zimbabwe et Kirghizstan) où les budgets de l'éducation ont été augmentés.

CHANGEMENTS DE POLITIQUE LIÉS AUX BUDGETS DE L'ÉDUCATION APPROUVÉS AU SECOND SEMESTRE DE 2020.

Pays	Politique modifiée	Description de la politique/du plan et de la participation de la Coalition pour l'Éducation Nationale à son développement, sa promotion ou son processus d'approbation.
Zimbabwe	<p>Projet de loi de finances du Zimbabwe (Budget National 2021)</p> <p>Note d'orientation sur le budget de l'enseignement primaire et secondaire de décembre 2020.</p>	<p>Le projet de loi augmente l'allocation de fonds au budget du secteur de l'enseignement primaire et secondaire. Un montant supplémentaire de 820 millions de dollars a été ajouté à certains postes du Budget National de 2021, d'un montant de 421,6 milliards de dollars, afin de couvrir les déficits de financement critiques identifiés par le Parlement. Les améliorations apportées au budget sont essentielles pour les secteurs de l'enseignement primaire et secondaire afin de leur permettre d'améliorer la prestation d'une éducation de qualité et équitable, en particulier face à la COVID-19 et à ses effets.</p> <p>La coalition a assisté à la commission parlementaire sur l'éducation primaire et secondaire pour une analyse de l'utilisation du budget 2020 et la présentation du budget 2021 en tant qu'observateur. La coalition a fait l'analyse du budget et a fait des recommandations pour des améliorations sur le budget qui a été présenté au comité du portefeuille parlementaire sur l'éducation primaire et secondaire. Ce Comité guide les membres du Parlement pour débattre du projet de Loi de Finances (Budget National 2021) des améliorations à apporter au budget.</p>
Kirghizistan	<p>Résolution budgétaire de la République kirghize de la République kirghize pour 2021 et prévisions pour 2022-2023</p> <p>Résolution du Jogorku Kenesh de la République kirghize en date du juin 2020⁶</p> <p>No. 3822-VI</p>	<p>La résolution budgétaire adoptée est la principale ligne directrice dans la formation des projets de loi sur les budgets inclus dans le système budgétaire de la République kirghize pour 2021 et la prévision pour 2022-2023. La loi a ajouté un texte pour soutenir l'éducation inclusive qui a été proposé par la Coalition pour l'Éducation Nationale (AED), par exemple, à travers la lettre : « Propositions pour le projet de Résolution Budgétaire de la République kirghize pour 2021 et les prévisions pour 2022-2023 » en date du 23 avril 2020. Certaines de ces propositions ont été acceptées, à savoir la formulation du Projet de Résolution Budgétaire : « ...assurer le financement intégral du programme du gouvernement de la République kirghize pour le développement de l'éducation inclusive pour 2019-2023, approuvé par la Résolution du Gouvernement de la République kirghize du 19 juillet 2019 n° 360. » L'AED informe que trois des quatre propositions de l'AED ont été acceptées.</p>

⁶ Non signalé dans le précédent TPR



c) Directives relatives aux bâtiments scolaires et TIC

Vous trouverez ci-dessous quelques lignes directrices techniques sur l'infrastructure des bâtiments scolaires qui sont nécessaires pour adapter les écoles aux besoins des filles, des garçons et des enfants handicapés qui peuvent avoir des difficultés physiques à accéder à l'école.

TABLEAU : CHANGEMENTS DE POLITIQUE RELATIFS AUX BÂTIMENTS SCOLAIRES ET AUX TIC APPROUVÉS AU SECOND SEMESTRE DE 2020.

Pays	Politique modifiée	Description de la politique/du plan et de la participation de la Coalition pour l'Education Nationale à son développement, sa promotion ou son processus d'approbation.
Somalie	Directive sur l'infrastructure des bâtiments scolaires Décembre 2020	Cette directive traite de la normalisation des procédures de construction des infrastructures scolaires. Elle vise à garantir que la planification, la conception et la construction des écoles sont effectuées de manière à ce que les infrastructures scolaires soient adaptées à la santé et à la sécurité des enfants. Comme le montrent les procès-verbaux des réunions, la coalition a participé aux différentes plateformes qui ont discuté de la politique, et elle a également coordonné des réunions avec les parties prenantes de l'éducation pour discuter des questions de politique.
Cambodge	Plan directeur des TIC au Cambodge Août 2020	Le plan directeur des TIC permet de promouvoir l'alphabétisation numérique dans toute la société. Le plan se concentre également sur les bases de données contenant des informations sur les écoles, le réseau scolaire, l'enseignement des TIC et la création de matériel d'apprentissage en ligne. La CNE a été impliquée dans la première phase des consultations du plan qui se sont déroulées sur plusieurs années.

d) Respect du droit à l'éducation des adolescentes

Certains pays ont approuvé des stratégies et des lignes directrices sur la manière de réinsérer les filles dans le système éducatif lorsqu'elles ont été discriminées et exclues de l'école en raison d'une grossesse. Il n'est malheureusement pas rare que les adolescentes qui tombent enceintes se voient refuser leur droit à l'éducation au même titre que leurs camarades. Afin d'éviter ce genre de discrimination, il est nécessaire de promouvoir le fait que les adolescentes puissent rester dans leur école et recevoir une éducation comme les autres filles et garçons. Les CNE ont été très actifs dans la défense du droit à l'éducation des adolescentes en général et spécifiquement en cas de grossesse. Des progrès ont été réalisés dans ce domaine en Côte d'Ivoire, au Mozambique, au Kenya et en Somalie.

TABLEAU : CHANGEMENTS DE POLITIQUE RELATIFS AU DROIT À L'ÉDUCATION DES ADOLESCENTES APPROUVÉS AU SECOND SEMESTRE DE 2020.

Pays	Politique modifiée	Description de la politique/du plan et de la participation de la Coalition pour l'Education Nationale à son développement, sa promotion ou son processus d'approbation.
ICôte d'Ivoire	Stratégie nationale de Côte d'Ivoire pour la Réintégration des Filles/Mères enceintes dans le système éducatif ivoirien. Décembre 2020. Atelier de validation de la Stratégie Nationale organisé par la Direction de l'Egalité et de l'Equité des Genres.	De nombreuses filles ont dû abandonner l'école suite à une grossesse en raison de leur condition sociale précaire et des coûts liés à la prise en charge de l'enfant. Cette Stratégie Nationale de Réintégration des Filles/Mères enceintes dans le système éducatif ivoirien donne la possibilité aux filles qui ont abandonné l'école suite à une grossesse de réintégrer le système éducatif. Le document validé est un document de stratégie et non une loi. Ce document a été initié par la Direction de l'égalité et de l'équité de genre (DEEG) du ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (MENET-FP). Le processus de son élaboration et de sa validation a été participatif avec l'implication d'organisations de la société civile dont la Coalition pour l'Education Nationale (RIP-EPT) et certaines de ses organisations membres. Au cours des années 2017 et 2018, la CNE a mené des campagnes de plaidoyer et de sensibilisation sur le phénomène des grossesses en cours de scolarité à partir d'un film documentaire qu'elle a produit avec l'appui institutionnel du MENET-FP et la participation de la sous-direction de l'éducation pour tous (EPT) de la direction des écoles, lycées et collèges. Ces campagnes ont eu lieu dans neuf régions de la Côte d'Ivoire. Le rapport de l'atelier de validation sera produit par la Direction de l'Egalité et de l'Equité des Genres.



TABLEAU : CHANGEMENTS DE POLITIQUE RELATIFS AU DROIT À L'ÉDUCATION DES ADOLESCENTES APPROUVÉS AU SECOND SEMESTRE DE 2020.

Pays	Politique modifiée	Description de la politique/du plan et de la participation de la Coalition pour l'Éducation Nationale à son développement, sa promotion ou son processus d'approbation.
Mozambique	Mécanisme Multisectoriel de Signalement, de Référence, de Réponse et d'Assistance aux Victimes de la Violence à l'École. Approuvé en octobre 2020 par le Conseil Consultatif du Ministère de l'Éducation et du Développement Humain (MINEDH).	Ce mécanisme a été conçu pour remplacer le Décret Ministériel 39/2003 qui était discriminatoire et violait le droit à l'éducation des filles à l'école puisqu'il exigeait le transfert des filles enceintes de l'équipe de jour à l'équipe de nuit. Outre le rétablissement du droit des filles à l'éducation sur un pied d'égalité avec les autres élèves, le mécanisme prévoit également des mesures de sanction plus sévères pour les contrevenants, y compris les enseignants. Le mécanisme vise à mettre fin à la discrimination envers les filles enceintes et à changer le scénario de la violence contre les filles à l'école et de l'impunité des contrevenants dans le contexte scolaire, contribuant ainsi à l'amélioration de l'environnement scolaire par la prévention, la lutte et la réponse à la violence sexuelle dans les écoles et l'assistance aux victimes. La CNE, en partenariat avec l'UNICEF et d'autres organisations, avait auparavant élaboré une proposition de mécanisme de prévention, de réponse et de transmission des cas de violence à l'école comme contribution à la discussion. Ce document a été préparé avec l'implication du MINEDH et a été officiellement présenté la première fois au groupe élargi le 16 août 2019.
Kenya	Kenya Ligne directrice nationale pour la réinsertion scolaire dans l'Apprentissage Précoce et l'Éducation de Base Décembre 2020	Il s'agit d'une nouvelle politique/directive qui vise à faciliter le retour à l'école des enfants qui, autrement, n'auraient pas accès à l'éducation. Elle explique plus en détail comment les Procédures Opérationnelles Standard seront observées dans les écoles pour freiner la propagation de la Covid-19 et présente également un calendrier scolaire sur la façon dont le temps perdu sera récupéré au fil du temps. Cette politique est importante car elle communique l'engagement du gouvernement en matière de réinsertion scolaire dans l'apprentissage précoce et l'éducation de base. La politique a été élaborée dans le contexte d'un nombre élevé de grossesses précoces, de violences basées sur le genre touchant particulièrement les enfants, de cas de trafic d'enfants et d'abus de drogues et de substances. La CNE a contribué à la politique en tant que membre des forums LEG au Kenya (EDPCG) dans lesquels les lignes directrices ont été discutées et a participé à tous les processus par le biais des forums EDPCG sur les questions de réinsertion scolaire.
Somalie	Politique d'Éducation en matière de genre en Somalie Novembre 2020	Cette politique traite de l'égalité des genres dans le secteur de l'éducation. Elle vise à améliorer l'accès à l'école et à garantir une action positive pour les opportunités d'emploi à l'issue de la scolarité, en développant un programme national équilibré entre les genres qui sera adopté dans toutes les écoles du pays, et en améliorant le personnel enseignant en recrutant davantage de femmes pour servir de modèles aux filles. La Coalition pour l'Éducation Nationale a participé à différentes plateformes qui ont discuté de la politique, et a également coordonné des réunions avec les parties prenantes de l'éducation pour discuter des questions de politique.



e) Respect du droit à l'éducation des personnes handicapées

Les enfants et les adolescents handicapés constituent l'un des groupes marginalisés les plus souvent discriminés dans leur accès à une éducation de qualité. Les CNE qui, dans de nombreux pays, sont les voix de ce groupe pour réclamer la réalisation de leurs droits, ont été actifs dans la promotion de ces droits à travers la promotion de règlements et de circulaires, et des améliorations ont été constatées dans les pays suivants : Mongolie, Philippines et Vietnam.

TABLEAU : CHANGEMENTS DE POLITIQUE LIÉS AU DROIT À L'ÉDUCATION DES PERSONNES HANDICAPÉES.

Pays	Politique modifiée	Description de la politique/du plan et de la participation de la Coalition pour l'Education Nationale à son développement, sa promotion ou son processus d'approbation.
Mongolie	Règlement visant à garantir des aménagements raisonnables et des environnements d'apprentissage accessibles pour l'inclusion des étudiants handicapés à tous les niveaux d'enseignement Décembre 2020	Ce règlement établit comment créer un environnement d'apprentissage avec un soutien approprié pour répondre aux besoins des enfants handicapés dans tous les types d'établissements tels que les écoles maternelles, les écoles secondaires, les Centres de formation, les universités et les collèges. « Aménagement raisonnable et environnement d'apprentissage adapté aux étudiants handicapés » signifie l'équipement, le matériel, les outils, les logiciels, l'environnement et les services dont les étudiants handicapés ont besoin pour pouvoir apprendre comme tout le monde. La Coalition pour l'Education Nationale (AFE) a longtemps promu cette réglementation en utilisant diverses stratégies de plaidoyer pour garantir le droit à l'éducation des enfants handicapés. Pour ce faire, l'AFE a organisé des événements publics, des réunions de lobbying et des formations. L'AFE a organisé une réunion le 29 octobre 2019 pour élaborer des propositions et commenter le projet de règlement. Des commentaires ont également été soumis au MOE le 30 octobre 2020 et tous les principaux commentaires et contributions ont été acceptés. L'AFE avait au préalable reçu une formation organisée par l'ASPBAE sur le concept d'éducation inclusive et a participé à des échanges d'apprentissage avec des coalitions homologues pour s'informer sur ce sujet.
Philippines	Projet de Loi Législative 8080 des Philippines sur l'instauration de services pour les apprenants handicapés à l'appui de l'éducation inclusive et la mise en place de ressources d'apprentissage inclusives dans les districts scolaires. Approuvé en dernière lecture à la Chambre des Représentants le Décembre 2020 https://newsinfo.inquirer.net/1369071/house-okays-bill-to-establish-services-for-learners-with-disabilities	Le Projet de Loi établit un centre de Ressources d'Apprentissage dans chaque district scolaire pour rendre l'éducation accessible aux apprenants handicapés et garantir leur droit à l'éducation. Les enfants handicapés sont souvent confrontés à des écoles inaccessibles ou à des obstacles à l'apprentissage tels que des programmes, du matériel pédagogique et des méthodes d'enseignement inappropriés. La Coalition pour l'Education Nationale (E-Net) a participé au Groupe de Travail Technique à la Chambre des Représentants pendant l'élaboration du projet de loi. Avec ses membres et les organisations partenaires des personnes handicapées, E-Net a rédigé un document de synthèse contenant des recommandations sur le projet de loi, qui a été soumis à la Commission de l'Education de Base et de la Culture, et a plaidé pour l'intégration de ces recommandations lors de réunions et d'auditions. En guise de soutien, l'ASPBAE – dont E-Net est membre – a également rédigé un document thématique sur l'éducation inclusive pour les personnes, dans lequel des expériences des Philippines, de la Mongolie, du Vietnam et de l'Inde ont été partagées et ont enrichi la discussion.
Vietnam	Circulaire 17/2020/TT-BGD-DT « Règlement sur les normes nationales de la langue des signes pour les personnes souffrant d'un handicap auditif ou d'un handicap de la parole ». Juillet 2020	La publication de cette circulaire est considérée comme une orientation officielle sur l'utilisation de la méthode du langage des signes avec les apprenants malentendants dans tous les établissements d'enseignement. La circulaire a également introduit 408 signes standardisés à utiliser dans les établissements d'enseignement. Il s'agit d'un progrès pour l'amélioration de l'équité et de l'inclusion dans l'éducation, en particulier pour les apprenants souffrant de déficience auditive, même si certaines limites persistent en ce qui concerne la normalisation des différentes langues des signes au Vietnam. La Coalition pour l'Education Nationale (VAEFA) a organisé des consultations avec des experts, des membres et des organisations travaillant dans le domaine de l'éducation pour ce groupe de personnes afin de fournir des contributions et des recommandations pour le projet de cette politique et a reçu des contributions de l'ASPBAE, comme la Loi sur ce même sujet des Philippines à utiliser comme référence.



f) Respect du droit à l'éducation des personnes économiquement pauvres

Dans deux pays (Philippines et Timor-Leste), des améliorations ont été enregistrées en ce qui concerne l'augmentation des possibilités d'éducation pour les jeunes, les adultes et les enfants marginalisés et non scolarisés. Les Coalitions pour l'Education Nationale et la Coalition Régionale ASPBAE ont été actives dans la promotion des systèmes et régimes mentionnés.

TABLEAU : CHANGEMENTS DE POLITIQUE LIÉS AU DROIT À L'ÉDUCATION DES PERSONNES ÉCONOMIQUEMENT PAUVRES.

Pays	Politique modifiée	Description de la politique/du plan et de la participation de la Coalition pour l'Education Nationale à son développement, sa promotion ou son processus d'approbation.
Philippines	Loi sur les systèmes d'apprentissage alternatifs (ALS) Septembre 2020 https://www.facebook.com/WinGatchalian74/videos/322149305683520	La loi sur le Système d'Apprentissage Alternatif (ALS) institutionnalise le système d'apprentissage alternatif dans l'éducation de base pour les jeunes non scolarisés, les adultes et les enfants en situation difficile. L'ALS disposait d'un pourcentage disproportionné du budget du Ministère de l'Education par rapport au nombre d'apprenants fréquentés, ce qui s'est traduit par une pénurie d'enseignants mobiles, un faible nombre et une mauvaise qualité des Centres d'Apprentissage Communautaires, et une indisponibilité des modules d'apprentissage et autres ressources dans tout le pays. E-Net a apporté sa contribution à la Loi par sa participation aux audiences/séances publiques et aux réunions du Groupe de Travail Technique ; et il a soumis des documents de position et des recommandations.
Timor Leste	Le Conseil des ministres du gouvernement a approuvé un « Régime Spécial » pour fournir 1000 bourses d'études aux étudiants issus de communautés pauvres et marginalisées pour accéder à l'Université Nationale en 2021. Septembre 2020	Cette politique est une étape importante dans la prévention de la discrimination des écoliers et des étudiants des communautés défavorisées et marginalisées dans leur accès à l'éducation et elle s'attaque également aux inégalités dans le système éducatif. La politique prévoit l'accès à l'Université Nationale en 2021. En 2019, le gouvernement n'a accordé qu'une bourse aux enfants d'anciens combattants pour leur permettre d'accéder gratuitement à l'enseignement universitaire. La Coalition pour l'Education Nationale (CSEP) financée par EOL au Timor Leste a plaidé pour un tel changement de politique éducative, tandis que l'ASPBAE a apporté un soutien au renforcement des capacités de la CSEP pour lui permettre d'analyser les questions d'éducation et de renforcer l'inclusion des dimensions de genre, d'équité et d'inclusion dans le programme de plaidoyer de la CSEP.



g) L'éducation en situation d'urgence et la réouverture en toute sécurité des écoles en cas de crise Covid-19

Au cours de cette période de rapport, au moins cinq pays (Burkina Faso, Gambie, Nigeria, Honduras et Népal) ont approuvé des stratégies et des plans nationaux pour assurer l'éducation dans les situations d'urgence causées par la crise de la Covid-19, pour laquelle les CNE ont fait pression dans la plupart des pays. Au Népal, également au niveau des municipalités, des mesures ont été prises pour assurer la réouverture des écoles en toute sécurité et pour garantir les droits des enfants en général.

TABLEAU : MODIFICATIONS DES POLITIQUES RELATIVES À L'ÉDUCATION EN SITUATION D'URGENCE ET À LA RÉOUVERTURE SÉCURISÉE DES ÉCOLES APPROUVÉES AU SECOND SEMESTRE DE 2020.

Country	Policy changes	Description of Policy/plan and of National Education Coalition participation in its development, promotion or approval process
Burkina Faso	Stratégie Nationale pour l'éducation dans les situations d'urgence de 2019 à 2024. Adoptée en septembre 2020 pour la période de 2019 à 2024 et signée en décembre 2020 . Arrêté ministériel approuvant la nouvelle stratégie.	Cette stratégie est une approche multirisque de l'éducation en situation d'urgence afin d'offrir une réponse globale et cohérente à tous les risques qui peuvent affecter le système éducatif dans toutes les régions du pays. Cette stratégie multirisque a l'avantage d'éviter la dispersion des efforts entre plusieurs structures en donnant à la Stratégie Nationale d'Éducation en Situation d'Urgence la direction de la conduite de l'éducation en situation d'urgence dans toutes ses composantes. Face aux conséquences négatives de la crise sécuritaire sur le système éducatif burkinabè, le Gouvernement avait déjà adopté en février 2019 une stratégie de scolarisation des élèves dans les zones à forts enjeux sécuritaires (2019-2023). Cette stratégie de scolarisation visait à assurer la continuité éducative dans les zones d'insécurité, et concernait les régions du Sahel, du Nord, du centre-Nord, de l'Est et de la Boucle de Moumouni. Cependant, consciente de la volatilité de la situation sécuritaire, cette stratégie se veut flexible, pragmatique et dynamique. Elle a également pris en compte progressivement les nouvelles régions directement touchées par l'insécurité et celles accueillant des populations déplacées, couvrant ainsi l'ensemble du territoire national. Et la question des autres risques s'est rapidement posée, car en plus du défi sécuritaire, le Burkina Faso est touché par d'autres phénomènes à risque tels que les inondations, les vents violents, les risques sanitaires, et maintenant aussi la COVID-19, qui ont le potentiel d'affecter profondément le système éducatif. D'où l'adoption de la Stratégie Nationale d'Éducation en Situation d'Urgence, en septembre 2020 pour la période de 2020 à 2024. La CNE avait développé des activités de plaidoyer pour que cette stratégie soit approuvée, à travers la production et la publication de messages de presse destinés aux autorités éducatives et aux autres acteurs de l'éducation ; la production et la diffusion de spots radio et télévisés, ainsi que la participation à des émissions télévisées et radiophoniques appelant à la continuité de l'apprentissage dans des conditions de sécurité pendant la pandémie de Covid-19, qui ont influencé le contenu du plan de réponse du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales.
Gambie	Cadre Stratégique de la Gambie pour la réouverture sécurisée des écoles et le plan de rattrapage de la perte d'apprentissage COVID-19 Le document a été partagé avec le LEG le octobre 2020 et approuvé pour être mis en œuvre.	Ce cadre stratégique permet une réouverture complète et sûre des écoles et des actions visant à promouvoir une reprise rapide de l'apprentissage dans toutes les classes, tous les niveaux, tous les environnements éducatifs et toutes les régions. Les écoles privées sont censées suivre ce cadre de la même manière que les écoles publiques. Le cadre pour la réouverture des écoles en toute sécurité est également inclusif et non discriminatoire pour les groupes marginalisés du pays. Des enseignements de rattrapage ou supplémentaires sont donnés aux apprenants qui ont déjà perdu un temps de cours et de contact considérable. La CNE a participé à une réunion de consultation avec le Ministère de l'Éducation de Base et Secondaire et d'autres partenaires où la perspective de la CNE sur la réouverture des écoles a été présentée. La CNE a soulevé des préoccupations en matière d'équité et d'inclusion, ainsi que pour le plan de rattrapage de la perte d'apprentissage au cours de la consultation des parties prenantes.
Nigeria	Directives pour la réouverture des écoles Covid-19 au Nigeria Juillet 2020	Ces nouvelles lignes directrices sont importantes car elles sont axées sur la poursuite de l'apprentissage et la sécurité des enfants et des étudiants à l'école pendant et après la crise de la pandémie de Covid-19.
Honduras	Lignes directrices d'urgence pour l'évaluation de l'apprentissage durant l'année scolaire 2020 dans les écoles non gouvernementales ayant un calendrier scolaire de février à novembre. juin 2020 https://www.tsc.gob.hn/web/leyes/Acuerdo-277-SE-2020 .	Ces lignes directrices établissent que les élèves qui ont été touchés par les ouragans seront admis au niveau suivant, indépendamment des connaissances qu'ils ont acquises pendant la catastrophe naturelle. Cette politique profite particulièrement aux familles qui ont été touchées par les ouragans et qui ont déjà dû faire face à la perte de leurs maisons, de leurs récoltes et des emplois dont dépendent leur alimentation et leurs revenus.



TABLEAU : MODIFICATIONS DES POLITIQUES RELATIVES À L'ÉDUCATION EN SITUATION D'URGENCE ET À LA RÉOUVERTURE SÉCURISÉE DES ÉCOLES APPROUVÉES AU SECOND SEMESTRE DE 2020.

Changements de politique au Népal au niveau national et municipal

Népal	Népal « Cadre de la réouverture des écoles dans le contexte de la COVID-19 ». Novembre 2020 Le cadre a été mis en ligne sur la page web de l'UNICEF : https://www.unicef.org/nepal/reports/school-reopening-framework-2020	Il était important d'établir le cadre de la réouverture des écoles, car les méthodes d'apprentissage et d'enseignement alternatives appliquées pendant les confinements de Covid-19 depuis avril 2020 ne concernaient que les enfants ayant accès aux ordinateurs et à Internet. Au Népal, seuls trois enfants sur dix ont accès à des formes numériques d'apprentissage (UNICEF). Le cadre a également décentralisé la décision aux gouvernements locaux concernant la réouverture des écoles. Les élèves, les parents, les enseignants, les autorités scolaires et les autres parties prenantes n'étaient pas certains de pouvoir rouvrir les écoles, même dans les endroits où la pandémie de Covid-19 n'était pas grave. Le cadre de réouverture des écoles fournit une orientation sur les préparatifs nécessaires avant la reprise de l'enseignement en face à face. La Coalition pour l'Éducation Nationale (NCE) a contribué à l'élaboration du cadre de réouverture des écoles par des efforts de plaidoyer conjoints avec d'autres OSC et par l'apport d'idées constructives. Elle a également préconisé de donner aux niveaux locaux l'autorité d'ouvrir/de fermer les écoles, car la situation est différente dans toutes les régions du Népal. L'ASPBAE a soutenu la NCE au Népal dans son plaidoyer pour ce changement de politique en fournissant des exemples de procédures de réouverture d'écoles dans différents pays de la région Asie-Pacifique.
Népal (Niveau municipal)	Politique de protection de l'enfance au Népal – Municipalité rurale de Rambha, Palpa Novembre 2020	Il n'y avait pas de politique de Protection de l'enfance au niveau local dans la municipalité rurale de Rambha. Les dispositions de cette politique permettront de guider la protection des droits de l'enfant dans la municipalité. La coalition s'est engagée dans ce domaine par le biais du Comité de Protection de l'Enfant. En particulier, le Comité de Coordination du District de Palpa du NCE de Népal a plaidé pour cette politique et a contribué à son développement.
Népal (Niveau municipal)	Plan d'Éducation en situation d'urgence au Népal – Parsa Juillet 2020	Ces plans ont jusqu'à présent contribué à la continuité des activités éducatives dans chacune des municipalités rurales pendant la pandémie de Covid-19. À plus long terme, ils ont également le potentiel de mieux répondre à d'autres situations d'urgence telles que les inondations qui se produisent presque chaque année et qui endommagent gravement les écoles, alors que les écoles sont également utilisées comme abris par la population locale. Le Comité de Coordination du District de Parsa a été soutenu par la NCE de Népal pour participer à l'élaboration de ce plan. De leur côté, l'ASPBAE et la CME ont continuellement soutenu la NCE dans ses stratégies de plaidoyer pour assurer l'apprentissage en temps de crise et d'urgence.
Népal (Niveau municipal)	Plan d'Éducation en situation d'urgence – Municipalité rurale de Bindabasini, Parsa Juillet 2020	
Népal (Niveau municipal)	Plan d'Éducation en situation d'Urgence – Municipalité rurale de Kalikamai, Parsa Juillet 2020	
Népal (Niveau municipal)	Plan d'Éducation en situation d'Urgence au Népal – Municipalité de Pokhariya, Parsa Juillet 2020	
Népal (Niveau municipal)	Plan d'Éducation en Situation d'Urgence au Népal – Municipalité rurale de Pakahamainpur, Parsa Juillet 2020	
Népal (Niveau municipal)	Plan d'Éducation en Situation d'Urgence au Népal – Municipalité rurale de Thori, Parsa Juillet 2020	
Népal (Niveau municipal)	Plan d'Éducation en Situation d'Urgence au Népal – Municipalité rurale de Thori, Parsa Juillet 2020	



TABLEAU : MODIFICATIONS DES POLITIQUES RELATIVES À L'ÉDUCATION EN SITUATION D'URGENCE ET À LA RÉOUVERTURE SÉCURISÉE DES ÉCOLES APPROUVÉES AU SECOND SEMESTRE DE 2020.

Népal (Niveau municipal)	Budget d'Education des gouvernements locaux – District de Makwanpur Août 2020	<p>Le budget de l'éducation dans le district de Makwanpur a été augmenté. Pendant la crise de Covid-19, le budget de l'éducation a eu tendance à perdre de l'attention, notamment au niveau municipal.</p> <p>La NCE DCC de Makwanpur a plaidé pour une amélioration du financement de l'éducation. Avant la crise de la Covid-19, la NCE Népal s'était déjà engagée auprès du gouvernement local à augmenter le budget de l'éducation et les organisations de la société civile avaient soumis des propositions de budget alternatives. La NCE DCC de Makwanpur a également fourni un soutien technique dans le processus de préparation du budget, tandis que l'ASPBAE a fourni un soutien technique et financier dans le plaidoyer pour le financement de l'éducation, en particulier pour l'Équité et la budgétisation sensible au genre.</p>
Népal (Niveau municipal)	Népal – Enseignement en face à face à l'école de la municipalité rurale de Raksirang Ligne directrice, 2077 Octobre 2020	<p>Cette ligne directrice fournit un cheminement concernant les modalités et les approches d'apprentissage liées à l'ouverture des écoles après les confinements Covid-19. La ligne directrice a été développée en collaboration avec la NCE Népal DCC Palpa. La NCE DCC Palpa a suggéré par exemple de supprimer la quarantaine des écoles et de les ouvrir en assurant des mesures de sécurité. La NCE DCC Palpa a participé à la préparation de la ligne directrice avec le soutien technique de l'équipe du secrétariat de la NCE. Les partenaires d'apprentissage ASPBAE et CME ont soutenu le processus en partageant des informations et des documents concernant la réouverture en toute sécurité des écoles et l'apprentissage pendant la pandémie dans plusieurs autres pays.</p>

3 LA CNE A FAIT PART DES LEÇONS TIRÉES DE L'EXPÉRIENCE PASSÉE

TABLEAU : INFORMATIONS SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LES CNE DE LEUR EXPÉRIENCE DE DIX ANS EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PROMOUVANT L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Quelles sont les stratégies qui semblent être les plus efficaces (ou contre efficaces) pour les membres de la CNE pour s'engager dans des dialogues politiques avec le gouvernement ? (OC1 - 1.2.1)

<p>Bénéficiaires de la CNE pour l'Afrique de l'Ouest et du centre</p>	<p>Certains des enseignements tirés par les CNE dans cette région concernant les stratégies efficaces pour s'engager dans les dialogues politiques sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Il est important d'être bien préparé avant toute participation à une activité et d'impliquer (« utiliser ») les membres de la CNE en fonction des thèmes et des compétences. L'avantage de cette stratégie est qu'elle rend la CNE crédible et indispensable. ✓ Pour s'engager dans le dialogue politique, il est primordial de maîtriser le contenu des lois, des documents politiques, des plans stratégiques, des documents de stratégie, des plans d'action et des budgets, afin d'être en mesure d'occuper les espaces de dialogue et d'influencer l'inclusion des préoccupations de la CNE, et de soutenir ainsi l'accès des groupes marginalisés à une éducation de qualité. ✓ Une autre stratégie efficace pour s'engager dans les dialogues politiques consiste à concevoir et à mettre en œuvre des activités pertinentes dans le cadre des préoccupations et des stratégies gouvernementales en matière d'éducation. ✓ L'utilisation de campagnes publiques pour impliquer les gouvernements ou susciter leur engagement représente une stratégie importante et permet aux organisations membres d'être en contact direct avec les gouvernements et de pouvoir présenter les préoccupations des groupes qu'elles représentent et suggérer des solutions. ✓ Posséder une bonne connaissance des questions d'actualité et présenter des contributions fondées sur une analyse solide est un moyen efficace d'obtenir plus d'influence. Il est également important de promouvoir des initiatives innovantes pour remédier aux lacunes du système éducatif, notamment en ce qui concerne l'offre de solutions plus inclusives pour ceux qui sont habituellement exclus. ✓ L'un des enseignements tirés est qu'il est important d'établir un point focal de la CNE au sein des ministères clés dans le domaine de l'éducation et des droits de l'homme, notamment pour améliorer la collaboration avec les autorités publiques. ✓ Il a également été utile de constituer une base de données avec des arguments fondés sur des preuves dans le travail de plaidoyer et de renforcer les bénéficiaires sur les techniques de plaidoyer, les politiques et la planification de l'éducation ; et d'impliquer et d'engager les groupes marginalisés et vulnérables dans le développement des politiques d'éducation.
<p>Bénéficiaires de la CNE pour l'Afrique l'Est et du Sud</p>	<p>Dans cette région, on a appris au fil des ans que les stratégies efficaces sont liées aux pratiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer la participation aux discussions des forums ou des comités du secteur de l'éducation (c'est-à-dire les réunions des groupes locaux d'éducation, les réunions thématiques du secteur, etc. Cela place les coalitions dans une meilleure position pour s'engager et influencer les questions politiques dans les arènes publiques et privées. La coalition doit également s'assurer qu'elle est visible dans les activités du Ministère de l'Éducation. ✓ Pratiquer l'apprentissage collaboratif et le partage des leçons, car il est efficace pour les membres de s'engager dans des dialogues politiques, et aussi pour renforcer la capacité des membres de la coalition à s'associer et à collaborer avec les institutions éducatives gouvernementales et d'autres plateformes internationales de discussion sur l'éducation. ✓ L'adoption d'une approche non conflictuelle dans les engagements avec le gouvernement et le parlement peut susciter la bonne volonté nécessaire à la confiance avec le gouvernement. Cela permet par exemple d'organiser des activités de discussion et de dialoguer sur des sujets qui, autrement, pourraient créer des conflits et des distances, comme les questions de bien-être des enseignants au Zimbabwe. ✓ Construire une position unifiée avant de s'engager avec le gouvernement, car approcher le gouvernement sans avoir une voix élargie des membres de la CNE, affaiblit le Programme de Campagne de la CNE. ✓ Améliorer la capacité organisationnelle de la coalition à défier techniquement les décideurs en utilisant une approche basée sur les preuves. Les preuves doivent être collectées par la recherche et utilisées pour informer le gouvernement sur les questions politiques à traiter. ✓ Influencer les décideurs par le biais d'une approche d'action conjointe (en soutenant et en complétant le travail du gouvernement) ou en utilisant l'approche du porteur de devoirs (en les tenant responsables de leurs responsabilités). ✓ La tenue de réunions consultatives préalables à l'engagement est très efficace car elle permet de s'assurer que les membres de la coalition parlent d'une seule voix et se complètent efficacement. ✓ Organiser des réunions trimestrielles de groupes thématiques au cours desquelles les membres de la CNE identifient les questions liées aux politiques à recommander au Ministère de l'Éducation pour une mise en œuvre efficace des politiques.
<p>Bénéficiaires de la CNE pour l'Amérique latine et les Caraïbes</p>	<p>Dans cette région, l'expérience passée nous a appris que c'est important :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Garder toujours un discours non partisan qui favorise le respect de la diversité des opinions et des critères. ✓ Rechercher le dialogue et la participation des différentes arènes politiques et des parties prenantes au niveau national, régional et international. ✓ Garder une position non partisane et lier les arguments aux objectifs de l'ODD4 et à l'approche des droits de l'homme.



TABLEAU : INFORMATIONS SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LES CNE DE LEUR EXPÉRIENCE DE DIX ANS EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PROMOUVANT L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Quelles sont les stratégies qui semblent être les plus efficaces (ou contre efficaces) pour les membres de la CNE pour s'engager dans des dialogues politiques avec le gouvernement ? (OC1 – 1.2.1)

Bénéficiaires de la CNE pour l'Asie et le Pacifique

Dans cette région, on a appris au fil des ans que :

- ✓ Les membres de la CNE doivent avoir une bonne compréhension de la politique en discussion et de ses détails, et ils doivent être capables de gérer le plaidoyer de manière efficace.
- ✓ Il est possible de tirer parti de la fenêtre d'opportunité dans les dialogues politiques avec le gouvernement par le biais du LEG, qui a augmenté l'interaction avec les hauts fonctionnaires du gouvernement au niveau des ministères et des départements.
- ✓ Le fait d'inviter des décideurs politiques aux activités de la CNE a eu des effets positifs et négatifs, puisque les parties prenantes travaillant dans les institutions gouvernementales ont exprimé le sentiment qu'elles ne pouvaient pas exprimer librement leurs opinions en présence de décideurs politiques de haut rang, cependant, ceux qui travaillent dans le secteur du développement et les ONG ont salué l'opportunité de s'engager avec les fonctionnaires du ministère.
- ✓ La formation de partenariats internationaux peut améliorer l'efficacité de l'engagement politique.
- ✓ Faire participer les membres au dialogue politique est un processus très complexe et le succès dépend de nombreux aspects, tels que leur capacité, leur niveau d'expertise et la disponibilité des ressources humaines à impliquer.
- ✓ Les membres doivent être confiants afin de pouvoir participer efficacement aux dialogues politiques. La confiance se construit en participant à des collectes de données et à de petits exercices de suivi qui permettent d'accroître les connaissances et les compétences nécessaires.
- ✓ L'implication dans les dialogues politiques locaux avec le gouvernement local peut être très fructueuse, notamment en utilisant un plaidoyer basé sur des preuves.
- ✓ L'engagement dans le LEG a eu quelques limites car certaines questions éducatives n'étaient pas autorisées à être soulevées lors des réunions, aussi la CNE cherche-t-elle maintenant d'autres moyens de présenter les résultats de la recherche.
- ✓ Il est important de consulter les membres de la CNE sur des questions politiques spécifiques avant de participer à des discussions politiques.
- ✓ La manière la plus efficace de s'engager dans le dialogue politique est de travailler en collaboration avec les membres et d'autres OSC, ainsi qu'avec les parties prenantes clés des agences régionales et internationales.
- ✓ En engageant des dialogues politiques avec le gouvernement, la CNE doit impliquer ses membres, en particulier les représentants des secteurs marginalisés, et les parties prenantes concernées dans les processus tels que les réunions du LEG et les réunions du Groupe de Travail Technique, afin de pousser efficacement les soumissions orales et écrites à l'attention du gouvernement.
- ✓ La familiarité et les connaissances du personnel et des membres de la CNE sur les politiques développées par le gouvernement et leur mise en œuvre sont une condition importante pour tout travail d'influence.
- ✓ Il est préférable que les intérêts de certains groupes marginalisés soient défendus par l'ensemble de la coalition, car le gouvernement peut être réticent à traiter avec des groupes spécifiques.
- ✓ La coalition régionale de l'ASPBAE peut faciliter l'engagement politique dans les cas où le gouvernement est réticent à dialoguer directement avec les organisations de la société civile nationale.
- ✓ Les réunions en personne sont plus efficaces pour le dialogue politique, mais les CNE ont appris qu'ils peuvent également participer aux dialogues politiques par le biais de Zoom, ce qui permet à un plus grand nombre de personnes de participer.



TABLEAU : INFORMATIONS SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LES CNE DE LEUR EXPÉRIENCE DE DIX ANS EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PROMOUVANT L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Quelles sont les stratégies qui semblent être les plus efficaces pour avoir une influence rapide et effective sur les politiques selon les apprentissages des CNE ? (OC1 - 1.3.2)

Bénéficiaires de la CNE pour l'Afrique de l'Est et Du Sud	<p>Afin d'avoir une influence rapide et efficace sur les politiques, certaines des leçons apprises au fil des ans par les CNE de cette région sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Il s'est avéré efficace de former de petits comités parlementaires qui peuvent être nommés « Champions » et qui seront composés de membres du parlement qui aideront à faire avancer les agendas des OSC dans les discussions parlementaires concernant les intérêts des groupes marginalisés au niveau politique.✓ La construction de preuves par la recherche et l'analyse des politiques est efficace pour influencer les processus politiques, donc mener des recherches sur les politiques est essentiel car cela soutient les coalitions dans leurs efforts de plaidoyer.✓ Il est utile de mener des consultations avec les bénéficiaires et les parties prenantes qui sont affectés par la politique en cours de formulation ou de mise en œuvre, car elles permettent d'identifier les préoccupations des intéressés ou les lacunes qui devraient être prises en compte dans la politique.✓ Il est utile d'analyser les politiques et d'élaborer des recommandations, des prises de position et des notes d'orientation à l'intention du gouvernement pour discussion et action.✓ On constate que la mise en place de mécanismes de responsabilité sociale qui appellent à la participation des porteurs de devoirs et des détenteurs de droits peut être efficace, car elle donne l'occasion aux différentes parties prenantes de l'éducation de discuter et de vérifier la performance des politiques.✓ Pour avoir une influence sur les politiques, il faut de l'expérience et de la crédibilité. Il est donc crucial qu'une organisation construise sa crédibilité au fil du temps pour avoir une influence rapide sur les politiques. Il n'y a pas de raccourci pour acquérir de l'expérience, connaître le paysage et savoir avec qui s'engager. Il est également essentiel que les objectifs soient clairs dans tout effort d'influence politique.✓ Il est capital d'être proactif et d'avoir les contributions des OSC à portée de main lorsque le gouvernement en a besoin. Par exemple, lorsque le gouvernement annonce la révision d'une politique, les OSC doivent se mobiliser et apporter des contributions opportunes pour l'inclusion de changements dans les politiques si elles affectent négativement le droit à l'éducation des groupes marginalisés ou en général.✓ Pour influencer efficacement les politiques, les OSC doivent être en mesure de comprendre le processus politique dans leur propre contexte spécifique, de produire des recherches pertinentes de haute qualité, d'établir des liens et de communiquer avec les décideurs politiques et les autres acteurs. Cela nécessite un large éventail de capacités techniques qui doivent être développées au fil du temps.✓ Les campagnes, la mise en réseau et le lobbying, notamment auprès des parties prenantes influentes et des décideurs du gouvernement, sont des moyens efficaces d'influencer les politiques. Les OSC peuvent y parvenir en tirant le meilleur parti des liens existants, en apprenant à connaître les autres acteurs et en travaillant par le biais des réseaux et coalitions existants. Elles doivent également identifier les personnalités clés qui peuvent les aider et créer de nouveaux liens et partenariats avec des individus et des organisations partageant les mêmes idées.✓ Un plaidoyer basé sur des preuves est plus efficace et l'utilisation des médias pour faire connaître la position de la coalition ajoute de la valeur au plaidoyer en cours.✓ Faciliter le développement d'objectifs et d'une position commune sur une question, la question devrait être résumée sous la forme d'un document de position ou d'une note politique.✓ Il est essentiel de maintenir une participation effective des OSC aux activités du secteur de l'éducation, comme les réunions du LEG, les examens conjoints du secteur de l'éducation et d'autres événements de formulation des politiques. Cela leur donne l'occasion de participer à la prise de décisions.✓ Les organisations de la société civile doivent rechercher et collecter des preuves auprès des communautés qui seront utilisées comme preuves pour influencer les processus politiques. Cela conduit à une consultation large et approfondie et à la constitution de véritables preuves.
Bénéficiaires de la CNE pour l'Amérique latine et les Caraïbes	<p>Les CNE de cette région ont appris au fil des ans que pour avoir une influence sur les politiques, il faut en avoir :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Chercher à dialoguer et à participer à différentes arènes politiques et avec différentes parties prenantes, notamment les décideurs.✓ Former des porte-parole en matière de politique d'éducation et d'ODD4.✓ Maintenir une invitation ouverte aux diverses organisations, à la communauté éducative et aux différentes parties prenantes pour défendre le droit de l'homme à l'éducation.✓ Créer un haut degré de crédibilité parmi les différentes parties prenantes.✓ Lancer des campagnes et des recommandations de politique publique pour faire passer les messages aux décideurs.✓ Renforcer les capacités de tous les membres de la CNE.✓ Analyser de manière approfondie les réalités et les contextes locaux.



TABLEAU : INFORMATIONS SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LES CNE DE LEUR EXPÉRIENCE DE DIX ANS EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PROMOUVANT L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Quelles sont les stratégies qui semblent être les plus efficaces pour avoir une influence rapide et effective sur les politiques selon les apprentissages des CNE ? (OC1 - 1.3.2)

Bénéficiaires de la CNE pour l'Asie et le Pacifique

Certaines des leçons tirées des expériences passées dans cette région sont les suivantes :

- ✓ L'interaction en face à face semble être la stratégie la plus efficace pour influencer les politiques, cependant, dans certains cas, la consultation en ligne peut être facile et rapide, comme nous l'avons vu lors d'une consultation pour la finalisation d'un plan du secteur de l'éducation.
- ✓ La coalition a obtenu la plupart de ses résultats en se coordonnant avec différentes OSC pour examiner les politiques et consolider les contributions, en les transmettant aux décideurs politiques via les canaux de communication des groupes de travail.
- ✓ Il existe différents moyens d'influencer rapidement les politiques, comme l'identification de parties prenantes ou d'alliés potentiels au sein des autorités publiques et du parlement qui soutiennent le travail de plaidoyer de la CNE ; la signature d'appels et de documents d'opinion communs avec davantage d'organisations de la société civile et la mise sous pression des décideurs, notamment en présentant les recommandations dans les médias.
- ✓ L'utilisation d'une combinaison de médias traditionnels et sociaux est la meilleure stratégie pour faire passer des messages lorsqu'il s'agit de plaider pour des changements de politique ; et la diffusion en direct sur Facebook permet de toucher aussi bien les politiciens que les médias.
- ✓ Lorsque les membres des communautés marginalisées élèvent eux-mêmes la voix et proposent des solutions, les responsables politiques les écoutent.
- ✓ L'établissement de relations respectueuses et cordiales avec les décideurs politiques a permis d'influer rapidement sur les politiques, car ces derniers ont été convaincus par les pétitions d'une organisation qui représente les voix des communautés d'un grand nombre de districts et qui s'efforce de renforcer le système d'éducation publique.
- ✓ Un engagement constant avec les parlementaires via des plateformes en ligne et le partage de nouvelles recherches et ressources avec eux afin qu'ils disposent de statistiques actualisées sur l'état de l'éducation, pour les présenter aux commissions compétentes et au parlement. Les médias sociaux, en particulier Twitter, sont également devenus un outil très influent pour attirer l'attention des représentants du gouvernement, des ministères et des départements.
- ✓ Entretenir des contacts avec les « champions »/politiciens et les suivre sur Facebook, participer aux réunions et aux auditions, et les inviter aux activités des CNE.
- ✓ Apprendre des expériences des autres OSC, des conférences (virtuelles) régionales et internationales telles que celles organisées par l'ASPBAE est un moyen de développer les méthodologies pour participer efficacement aux processus politiques. Cela inclut l'apprentissage par la pratique, où les dirigeants d'OSC les plus expérimentés accompagnent et encadrent les moins expérimentés et leur fournissent un briefing préalable solide et un débriefing réfléchi après chaque réunion et participation aux processus politiques.
- ✓ Le fait d'aider les OSC à consolider leurs opinions et de leur offrir des canaux pour exprimer ces opinions a facilité la communication avec les décideurs politiques, comme l'élaboration de déclarations de position communes et la participation aux groupes de travail nationaux et sous-nationaux. S'appuyer sur des structures régionales et internationales telles que l'ASPBAE et la CME pour créer des plateformes d'échange d'informations et d'expériences et renforcer la solidarité entre les OSC.
- ✓ Impliquer la CNE et ses membres directement dans le processus de développement, d'analyse et de consultation sur les politiques dès le début est bien mieux que de faire des protestations agressives tout le temps, car cela permet d'obtenir un retour positif et un accueil soutenu de la part du gouvernement et des parties prenantes de l'éducation pour changer et améliorer les politiques. Cela permet également d'obtenir une ouverture durable à la contribution et aux recommandations de la CNE, à court et à long terme.
- ✓ Étant donné que les CNE individuelles ont des ressources, une échelle ou une capacité limitées et, à leur tour, un pouvoir limité pour influencer avec succès le changement de politique en agissant seules, les alliances stratégiques sont souvent essentielles pour une influence efficace aux niveaux local, national et régional.
- ✓ Les OSC doivent être attentives aux processus politiques à l'avance, et être conscientes des espaces officiellement disponibles pour que les OSC participent, et sous quelle forme. Les OSC doivent souvent être proactives et demander leur participation aux processus et événements politiques, notamment en demandant à prendre la parole lors d'événements et à faire partie de comités et de groupes de travail pertinents.
- ✓ L'identification des opportunités et des lacunes ; l'établissement d'un agenda pour le plaidoyer qui nécessite une réponse des décideurs politiques a bien fonctionné. Identification des partenaires clés qui peuvent participer au plaidoyer ; apport d'idées, d'expertise et de ressources nouvelles et création d'une plateforme sur des domaines/thèmes spécifiques. Générer des preuves, collecter des données pour comprendre les problèmes et obtenir une meilleure utilisation des preuves pour influencer l'opinion publique.



TABLEAU : INFORMATIONS SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LES CNE DE LEUR EXPÉRIENCE DE DIX ANS EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PROMOUVANT L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Quelles stratégies semblent être efficaces pour la planification stratégique de l'organisation de la société civile ? (OC1 – 1.3.1)

<p>Bénéficiaires de la CNE pour l'Afrique de l'Ouest et du centre</p>	<p>Selon les rapports des CNE, les éléments suivants ont permis de renforcer la planification stratégique des CNE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une stratégie efficace pour accroître la planification stratégique des organisations de la société civile a été d'entreprendre une analyse SWOT, c'est-à-dire les forces, les Faiblesses, les Opportunités et les Menaces. La réalisation d'un diagnostic organisationnel pour détecter les forces et les faiblesses de la CNE dans la planification stratégique et le développement d'un plan d'apprentissage. ✓ Une autre stratégie utilisée consiste à rassembler un ensemble d'expériences, et à mettre l'accent sur l'utilisation d'outils efficaces tels que la gestion axée sur les résultats. Dans un tel processus, les besoins et les orientations doivent être déterminés et définis avec les organisations de la société civile, en tenant compte du contexte politique et social local ainsi que des contingences internationales (directives internationales en matière d'éducation, rareté des ressources financières, COVID-19, insécurité liée au terrorisme, etc.) ✓ Une autre bonne stratégie a été de renforcer la capacité des organisations membres à faire de la planification stratégique et opérationnelle et d'impliquer les bénéficiaires dans la planification.
<p>Bénéficiaires de la CNE pour l'Afrique de l'Ouest et de l'Est</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La mobilisation et l'implication des membres des parties prenantes de la société civile pour participer à un processus de planification stratégique inclusif dans lequel ils sont en mesure d'identifier leurs besoins, de définir des objectifs et la manière de les atteindre. ✓ La facilitation de tels processus est importante. Les membres doivent être guidés à travers un processus qui leur permet d'identifier les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces de l'organisation en vue d'atteindre les objectifs fixés et de fixer des délais pour les réalisations prévues. ✓ L'établissement de visions à long terme vers des objectifs et des étapes réalisables, la planification autour des obstacles et l'encouragement de la pensée innovante. Nous avons appris qu'une stratégie efficace doit impliquer de manière proactive différents partenaires potentiels dans ses phases initiales de planification et d'exécution, ce qui permettra de garantir que les objectifs stratégiques seront atteints avec un minimum de défauts. ✓ La planification stratégique doit être consultative afin de garantir que chacun apporte sa contribution. Ceci est important si toutes les organisations membres doivent s'approprier le plan stratégique.
<p>Bénéficiaires de la CNE pour l'Amérique latine et les Caraïbes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Trouver des stratégies qui relient les actions locales aux contextes juridiques, nationaux et régionaux. ✓ Mettre au centre de la planification, la diversité des points de vue et des intérêts. ✓ Mettre en place des formations sur le sujet abordé et inviter des experts en la matière. ✓ Disposer d'outils pour standardiser les procédures. ✓ Développer un Plan Opérationnel Annuel Participatif et rechercher un soutien pour son développement en cas de besoin.
<p>Bénéficiaires de la CNE pour l'Asie et le Pacifique</p>	<p>Les CNE de cette région ont découvert au fil des ans que les éléments suivants sont utiles pour la planification stratégique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Un examen précis du contexte provincial doit être pris en compte par la CNE car chaque province diffère en termes de culture, de normes, d'interactions traditionnelles, de positions géographiques et de croyances. ✓ Il s'avère que la recherche continue de contributions et de commentaires par le biais de sondages et d'enquêtes en ligne peut être un moyen extrêmement utile d'impliquer les membres et les partenaires. ✓ Impliquer diverses parties prenantes directement liées au travail de l'organisation dans le processus de planification. Les suggestions des parties prenantes gouvernementales, des partenaires de développement, des partenaires stratégiques et financiers et des organisations membres sont prises en compte pendant le processus de planification. Cette stratégie d'inclusion de voix multiples amplifie la campagne de l'organisation dans la planification stratégique. ✓ La réalisation d'un audit social du travail de l'organisation donne l'occasion aux parties prenantes d'examiner de manière critique les forces et les faiblesses de la coalition. ✓ Un engagement régulier avec les organisations membres, en particulier les organisations dirigées par des femmes, afin d'identifier les problèmes auxquels sont confrontées les filles, les femmes et les communautés marginalisées au niveau local, peut aider à intégrer les demandes dans la planification stratégique du plaidoyer au niveau national. ✓ L'expérience de la coalition a été une réunion de réflexion organisée pour les membres de la CNE, qui a été considérée comme une initiative réussie qui a montré l'empressement des OSC participantes à débattre des sujets de plaidoyer sur l'éducation. ✓ La stratégie a inclus la collecte d'informations au niveau du terrain, qui sont liées à la mission, à la vision de la CNE, à l'environnement politique du pays, ainsi qu'une analyse des forces et des faiblesses de la coalition, de l'environnement opérationnel interne de la coalition, des compétences et du potentiel des membres. ✓ Il est essentiel de consulter et d'impliquer tous les membres dans l'élaboration du plan stratégique de la CNE. La CNE organise des réunions annuelles des membres, qui sont l'occasion pour les membres de se tenir au courant des réalisations et des défis auxquels la coalition a été confrontée l'année précédente et de planifier ses activités et ses engagements pour l'année à venir. ✓ La manière la plus efficace de soutenir la planification stratégique des membres est de les impliquer dans la planification annuelle de la coalition. ✓ Il est crucial de garantir la participation des membres et les processus démocratiques dans la planification stratégique. Il est également très important d'être attentif à l'espace et au soutien dont ont besoin les groupes marginalisés pour faire entendre leur voix et faire véritablement partie du processus de planification stratégique de la coalition. Cela nécessite un engagement politique et financier fort pour que la coalition soit réellement inclusive, notamment lorsqu'elle s'adresse aux secteurs marginalisés. ✓ Développez les capacités des dirigeants de la coalition, tant au niveau national qu'au niveau des districts, pour faciliter la planification stratégique ascendante et participative, afin de vous assurer que le plan est inclusif et représente toutes les voix au sein du réseau. ✓ Utilisez les idées des processus de planification stratégique d'autres coalitions, comme les ASPBAE.



TABLEAU : INFORMATIONS SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LES CNE DE LEUR EXPÉRIENCE DE DIX ANS EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PROMOUVANT L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Quelles stratégies tendent à être les plus efficaces pour votre CNE pour favoriser la représentation des groupes marginalisés ? (OC1 – 1.1)

Bénéficiaires de la CNE pour l'Afrique de l'Ouest et du centre	<p>Les CNE indiquent qu'au fil des ans, ils ont appris ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Grâce aux sessions de travail et aux échanges avec les différentes organisations de personnes handicapées, la CNE a appris que la stratégie la plus efficace pour étendre la représentation des organisations de personnes handicapées est de collaborer avec des fédérations ou des confédérations d'organisations de personnes handicapées.✓ Confier davantage d'activités aux organisations membres de la CNE, sur la base de leur expertise, afin de les impliquer davantage dans le travail de plaidoyer de la CNE. Définir un quota minimum (par exemple, au moins 30%) de représentation des groupes marginalisés dans chaque organe de prise de décision, activité de plaidoyer et/ou réunion de la CNE.✓ Renforcer et consolider ou mettre en place des Groupes Thématiques (GT) pour faciliter le développement de thèmes et la collecte de preuves pour un meilleur plaidoyer.✓ Renforcer les capacités techniques des leaders de ces groupes marginalisés et les mettre au service de certaines initiatives de plaidoyer visant à assurer la prise en compte de ces groupes dans les politiques et les processus décisionnels.✓ Constituer une base de données avec les associations de groupes marginalisés et diffuser des informations sur les droits des groupes marginalisés.✓ Impliquer les OSC locales et les dirigeants communautaires dans la mobilisation des groupes marginalisés et vulnérables.✓ La clé pour étendre la représentation des groupes marginalisés est de leur faire prendre conscience de leurs droits par le biais des engagements contenus dans les lois et les documents politiques. Une autre stratégie consiste à prendre en compte leurs préoccupations dans les objectifs et les activités et à les impliquer dès le départ dans les processus de planification, de mise en œuvre et de suivi des actions de plaidoyer les concernant.✓ La collaboration et les efforts conjoints ont été très importants pour l'expansion et la représentation des personnes handicapées, des filles et des femmes. Des actions conjointes de plaidoyer ont été menées en faveur de la promotion des droits des filles, des femmes et surtout des personnes handicapées, de concert avec leurs organisations respectives.✓ L'engagement des groupes marginalisés dans les efforts de plaidoyer du réseau s'est avéré très important, dans la mesure où il leur permet d'exprimer leurs préoccupations directement aux gouvernements ou à d'autres détenteurs de devoirs.✓ Cela commence par l'identification et la cartographie des groupes marginalisés et l'identification des espaces et cadres de dialogue existants auxquels ils peuvent participer.
Bénéficiaires de la CNE pour l'Afrique de l'Est et du Sud	<p>Les CNE de cette région ont répondu qu'ils ont appris que ce qui suit est efficace :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ L'identification d'une étude de cas réussie concernant la participation des groupes marginalisés aux activités mises en œuvre par la coalition et reconnue comme un moyen d'encourager la participation du groupe marginalisé par le biais de la déviance positive.✓ Renforcement des groupes thématiques du secteur de l'éducation pour discuter et étendre leur intervention sur les groupes marginalisés.✓ La mise en réseau est une stratégie efficace pour étendre la représentation des groupes marginalisés, comme le fait d'être membre d'une Coalition pour les Droits de l'Enfant, grâce à laquelle elle a pu présenter les questions éducatives soulevées par diverses organisations.✓ L'engagement des parties prenantes a été important car il permet de réunir les responsables et les détenteurs de droits pour discuter des problèmes affectant les groupes marginalisés.✓ Réunions et engagements avec la communauté, les fonctionnaires du gouvernement, les OSC, les partenaires du développement et les médias pour discuter des questions qui concernent les groupes marginalisés et proposer des délibérations qui servent leurs intérêts.✓ La sélection minutieuse des participants est une bonne stratégie pour garantir l'inclusion des groupes marginalisés dans une coalition. Cela a bien fonctionné lors du symposium sur les apprenants handicapés. Les participants ont été sélectionnés dans diverses écoles et nous avons veillé à ce qu'il y ait également un équilibre entre les genres.✓ Afin d'impliquer les groupes marginalisés d'une communauté, il peut être nécessaire d'approcher un groupe particulier à la fois. Cela permet de comprendre en profondeur les difficultés rencontrées et le type de soutien nécessaire. Par exemple, pour la participation des filles à l'éducation, le fait d'impliquer les parents et les chefs traditionnels aide clairement à comprendre leurs pensées, leurs attitudes et leurs perceptions à l'égard de l'éducation des filles.
Bénéficiaires de la CNE pour l'Amérique latine et les Caraïbes	<p>Afin d'accroître la participation des groupes marginalisés à la coalition, les CNE indiquent qu'il peut être utile :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ De mettre en œuvre des activités dont les bénéficiaires sont des groupes marginalisés, comme des formations, des audits sociaux, entre autres.✓ Pour donner une voix à la participation des groupes marginalisés.✓ Pour mener une évaluation des besoins des communautés, rechercher et collecter des informations factuelles sur la situation des groupes marginalisés.✓ Réaliser un exercice de cartographie des parties prenantes afin de détecter et d'intégrer les groupes marginalisés dans les actions du projet.



TABLEAU : INFORMATIONS SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LES CNE DE LEUR EXPÉRIENCE DE DIX ANS EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PROMOUVANT L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Quelles stratégies tendent à être les plus efficaces pour votre CNE pour favoriser la représentation des groupes marginalisés ? (OC1 – 1.1)

Bénéficiaires de la CNE pour l'Asie et le Pacifique

Les CNE de cette région ont appris ce qui suit au fil des ans :

- ✓ Il n'y a pas d'approche unique pour atteindre les plus marginalisés, il faut donc des méthodes multiples.
- ✓ Motiver, promouvoir et reconnaître dans un forum public les personnes ou les organisations qui font entendre la voix des groupes marginalisés, par exemple, celle qui a lancé une campagne dirigée par des jeunes issus de minorités ethniques et destinée à éduquer la société sur les problèmes que rencontrent les enfants et les jeunes des minorités ethniques confrontés aux pratiques du mariage des enfants.
- ✓ Les groupes marginalisés doivent être invités aux activités, se sentir bienvenus et montrer leur soutien en participant pleinement.
- ✓ Sensibiliser les groupes marginalisés et les communautés locales au mandat, aux fonctions et aux procédures de la CNE ; inclure des informations sur les groupes marginalisés dans les documents de projet et les politiques peut être une stratégie efficace.
- ✓ Il est essentiel de gagner la confiance des personnes marginalisées et d'être conscient que les groupes marginalisés ont toujours été exclus de la participation au développement, à la politique et à la communauté.
- ✓ Offrir des plateformes aux membres des groupes marginalisés pour qu'ils puissent s'engager directement avec les législateurs et les représentants du gouvernement et partager leurs expériences vécues a fonctionné.
- ✓ Les webinaires multipartites avec la participation du gouvernement peuvent être efficaces pour soulever les préoccupations des groupes marginalisés et cela fonctionne bien lorsque les groupes marginalisés racontent leur propre histoire et la difficulté qu'ils ont à poursuivre leurs études. Cela a été efficace car ils parlent pour eux-mêmes et utilisent leur langue pour mieux exprimer leurs demandes.
- ✓ Étendre le réseau à la communauté locale est un moyen efficace d'inclure davantage de groupes marginalisés.
- ✓ La coalition a pu élargir ses membres à six organisations de la société civile. Pour ce faire, une série de réunions informelles, de correspondances et d'appels téléphoniques ont été réalisés. La coalition a également préparé des documents expliquant la coalition, créé un site Facebook et invité les organisations à ses événements.
- ✓ Le fait que les groupes marginalisés expliquent eux-mêmes leurs préoccupations et leurs recommandations s'est avéré être une stratégie efficace pour attirer l'attention des décideurs et les sensibiliser aux questions d'éducation. La coalition doit revendiquer et garantir des espaces pour les groupes marginalisés dans les processus officiels du gouvernement afin qu'ils aient la possibilité de défendre et de présenter des recommandations et des soumissions orales et écrites basées sur les problèmes particuliers des secteurs marginalisés.



TABLEAU : INFORMATIONS SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LES CNE DE LEUR EXPÉRIENCE DE DIX ANS EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PROMOUVANT L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Quelles stratégies semblent être les plus efficaces pour le développement et le renforcement des capacités des CNE ? (OC1 – 1.2.2)

Bénéficiaires de la CNE pour l'Afrique de l'Ouest et du centre	<p>Les CNE ont fait les rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Une méthode de formation que l'un des CNE préfère et a toujours pratiquée est la méthode de la cascade. Elle consiste à former un pool de formateurs éventuels au niveau national, de sorte que ceux qui sont formés au niveau régional multiplient la formation au niveau régional et que ceux qui sont formés au niveau régional fassent de même au niveau départemental, et ainsi de suite. Cette méthode a l'avantage de permettre la formation d'un plus grand nombre de personnes dans une période plus courte.✓ Les méthodes de formation par le développement de partenariats d'apprentissage ou de collaborations semblent être les plus efficaces pour l'une des CNE, car elles permettent à la Coalition d'être soutenue par des experts qui sont non seulement parfaitement au courant des questions concernées, mais qui ont également de bonnes approches du renforcement des capacités.✓ La CNE privilégie une approche participative et inclusive pour l'identification des participants aux cours de formation. Les méthodes de brainstorming, les jeux de rôle et les travaux de groupe facilitent l'animation des formations en classe.✓ La CNE a bénéficié d'un soutien à distance de la part de le RMU pour mettre en place le projet EOL grâce à l'utilisation d'outils tels que le cadre logique, le cadre de suivi et l'outil de registre des risques, mais elle estime qu'il serait souhaitable d'organiser également des réunions de démarrage physiques pour harmoniser la compréhension des outils.✓ Une CNE a appris qu'elle doit identifier les besoins réels et prioritaires en matière de formation avant de se lancer, et qu'elle préfère l'approche collaborative de l'apprentissage entre paires, ainsi que l'implication, la participation et l'autonomisation des bénéficiaires.✓ La CNE a constaté qu'il est nécessaire de s'accorder sur les besoins en formation avec toutes les parties prenantes au sein de la CNE, les volontaires et les employés. La formation devrait être proposée pour les besoins d'apprentissage les plus pertinents, en rassemblant les participants des différentes organisations de la CNE et en particulier des régions. La CNE constate également que les cours peuvent durer une journée ou quelques jours, et/ou être dispensés par cycles, et que la formation peut avoir lieu dans les locaux de l'organisation ou en dehors.✓ La CNE estime que les ateliers de formation peuvent être utilisés comme des plateformes où les membres de la CNE se rencontrent et passent en revue les activités passées de la CNE, identifient les forces et les faiblesses de la CNE et planifient de nouvelles activités de formation.
Bénéficiaires de la CNE pour l'Afrique Orientale et Du Sud	<p>Les CNE de cette région rapportent que les enseignements suivants ont été tirés au fil des ans :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Les besoins en formation des membres doivent être évalués et les domaines de formation doivent être adaptés aux besoins des membres. Ainsi, les programmes organisés de renforcement des capacités doivent être basés sur les évaluations des besoins des membres de la coalition. Ceci est important car cela permet de combler les lacunes existantes.✓ Les programmes de partage d'expérience entre les différents membres de la coalition doivent également être considérés comme une bonne opportunité d'apprentissage et de partage des connaissances. La cartographie des lacunes en matière de capacités permet également d'adapter les formations aux paquets en fonction des lacunes identifiées.✓ Il est important pour les coalitions de développer un plan de développement et de renforcement des capacités lié au plan stratégique de l'organisation. Cela permet d'identifier les lacunes existantes en matière de capacités et donc de développer une approche stratégique pour que la stratégie de développement ou de renforcement des capacités soit efficace.✓ La formation est au centre du développement et du renforcement des capacités des individus. Une structure d'interventions de formation est recommandée afin que les capacités des personnes soient renforcées pour leur permettre de réaliser efficacement leurs interventions.✓ Les visites d'exposition aident les gens à observer et à apprendre des leçons apprises par les autres et des éventuelles « meilleures pratiques », renforçant ainsi leur capacité à mieux mener leurs activités.✓ La formation de groupes de la communauté de pratique, composés de membres qui partagent les bonnes pratiques et apprennent les uns des autres. Cela améliore le partage des connaissances et donc le développement et le renforcement des capacités des coalitions ou des membres.✓ Les événements d'apprentissage collaboratif et les formations améliorent l'efficacité de la coalition dans l'exécution de son mandat.✓ Les ateliers renforcent les capacités des participants car, dans un atelier, les gens échangent leurs connaissances et apprennent les uns des autres. Les participants sont en mesure de poser des questions et d'obtenir des réponses instantanément.
Bénéficiaires de la CNE pour l'Amérique latine et les Caraïbes	<p>Dans cette région, on estime qu'il est important d'augmenter la capacité des CNE :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Avoir développé un plan d'apprentissage basé sur une évaluation participative des besoins d'apprentissage, où le consensus a toujours été recherché (modèles fournis par le RMU).✓ Diversifier les méthodologies en donnant toujours la priorité aux apprentissages significatifs.✓ Fournir des espaces où les différentes expériences, connaissances et capacités sont partagées entre les membres.✓ Inviter des experts en la matière à participer aux activités d'apprentissage.✓ Adapter les activités aux différents contextes et conditions, en fonction des participants.



TABLEAU : INFORMATIONS SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LES CNE DE LEUR EXPÉRIENCE DE DIX ANS EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PROMOUVANT L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Quelles stratégies semblent être les plus efficaces pour le développement et le renforcement des capacités des CNE ? (OC1 – 1.2.2)

Bénéficiaires de la CNE pour l'Asie et le Pacifique

- Dans cette région, on a appris au fil des ans qu'afin d'accroître les capacités de la CNE, il est important de :
- ✓ partager régulièrement des informations sur les activités de formation avec les membres de la Coalition et les inviter à participer à des activités de plaidoyer politique et à des événements publics.
 - ✓ aligner la formation et le renforcement des capacités sur les agendas et les priorités de ses organisations membres (comme par exemple, la collecte de fonds, l'exposition avec les différentes coalitions, la gestion du bureau et la documentation).
 - ✓ s'engager régulièrement avec les organisations membres, par exemple en partageant des ressources, en organisant des sessions de brainstorming virtuelles et en offrant des conseils continus pour renforcer leurs efforts de plaidoyer.
 - ✓ renforcer les capacités des membres en ce qui concerne l'ODD 4 et d'autres sujets liés à l'éducation.
 - ✓ réaliser des consultations de village, des formations interactives et un dialogue sur des sujets d'intérêt pour les membres.
 - ✓ Prendre en compte les besoins d'apprentissage des membres et élaborer un plan d'apprentissage avec la participation des membres à divers événements tels que des webinaires sur ODD 4, des formations sur les droits de l'homme et la non-discrimination organisées par la CNE.
 - ✓ Impliquer les membres de la CNE eux-mêmes directement dans les opportunités de formation au renforcement des capacités, en particulier leur personnel travaillant dans le programme, les finances et les postes de direction, afin d'obtenir un meilleur soutien de ces membres pendant le travail de plaidoyer de la CNE. Cela contribue également à renforcer les capacités des membres à assurer la durabilité de leur organisation, car ils apprennent à connaître et à apprendre du travail d'autres OSC locales.
 - ✓ Le renforcement des capacités ne doit pas être une action unique, comme une seule formation ou une seule réunion. Le renforcement des capacités doit se faire par le biais d'activités mixtes telles que le partage de bonnes pratiques, l'échange d'expériences, la participation à des cours de formation et le coaching/mentorat au cours d'un véritable travail de plaidoyer sont des stratégies efficaces. Il est particulièrement utile d'ancrer le renforcement des capacités sur une question ou un thème de plaidoyer spécifique, ou sur une campagne plus large menée par la coalition, de manière à ce qu'il soit plus pertinent et que les leçons soient appliquées et utilisées immédiatement.
 - ✓ Réaliser un engagement en face à face et faciliter les contacts réguliers entre le NEa et le partenaire d'apprentissage, c'est-à-dire l'ASPBAE et la CNE ; et prêter une attention particulière aux besoins et aux préoccupations de la CNE, réaliser des réunions en ligne qui sont participatives, consultatives et inclusives, où les connaissances et l'expertise existantes des représentants de la coalition sont affirmées et où ils ont l'occasion de faire des contributions et des présentations. L'ASPBAE estime que ces stratégies – d'« apprentissage par la pratique » en ligne, axées sur les priorités pertinentes de la coalition, sur l'appropriation par les CNE des formations, de leur conception et du processus, et axées sur des résultats et des mesures spécifiques – sont toutes efficaces.
 - ✓ L'attention et la connaissance des divers contextes et des dynamiques organisationnelles uniques des coalitions sont importantes pour répondre à leurs besoins d'apprentissage et les soutenir dans leur renforcement institutionnel.
 - ✓ L'apprentissage par les pairs et les échanges entre pays constituent également un processus d'apprentissage efficace et significatif. Par exemple, dans la thématique de l'ODD 4.7 et sur les sujets de l'apprentissage des jeunes et des adultes, entre autres.
 - ✓ Le partage d'informations entre les CNE permet de tirer des leçons pour leur propre plaidoyer.
 - ✓ L'échange régulier d'e-mails, la communication par Skype et zoom et le partage des ressources d'apprentissage sont également utiles aux CNE pour améliorer leurs rapports, leurs plans d'apprentissage et leurs propositions.
 - ✓ La gestion de projet des CNE en étroite consultation avec le personnel de le RMU est un moyen efficace de fournir des compétences d'apprentissage par la pratique, telles que les compétences nécessaires pour les révisions budgétaires, les compétences rédactionnelles, la gestion des données Excel, la préparation des rapports financiers et d'autres sujets.



TABLEAU : INFORMATIONS SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LES CNE DE LEUR EXPÉRIENCE DE DIX ANS EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PROMOUVANT L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Quels moyens se sont avérés les meilleurs pour *organiser des « collaborations d'apprentissage »* entre les organisations de la société civile afin d'accroître le renforcement des capacités institutionnelles ? (OC1 – 1.4)

Bénéficiaires de la CNE pour l'Afrique de l'Ouest et du centre	<p>La crise du Covid-19 a créé des circonstances et des défis particuliers pour les CNE en matière de création de collaborations d'apprentissage, et peu d'enseignements ont été acquis jusqu'à présent.</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Cependant, un CNE a appris qu'il est possible de participer à des collaborations d'apprentissage également pendant Covid-19, comme dans le Hub KIX Afrique ; et la CNE est maintenant au stade de la collecte et de la validation des données.✓ Pour l'organisation de l'apprentissage collaboratif, une autre CNE a invité certaines organisations de base qui ont une expérience avérée sur les thèmes qui ont fait l'objet des activités mises en œuvre et cela a permis à la CNE de trouver des solutions à certains défis que les acteurs de mise en œuvre n'ont pas pu surmonter, mais aussi de capitaliser d'autres expériences que celles vécues dans le cadre du projet EOL.✓ La cartographie et l'identification des différents partenaires et des collaborations d'apprentissage au niveau national et international en fonction de leurs expériences dans les domaines thématiques, ainsi que les approches communicatives à leur égard, ont été les meilleurs moyens pour une autre CNE de commencer à organiser des collaborations d'apprentissage.✓ Les collaborations d'apprentissage sont marquées par des réunions d'analyse, des échanges thématiques et le partage de bonnes pratiques développées autour des politiques. Cet apprentissage s'appuie sur la diversité des expertises au sein des différentes structures membres. Ainsi, au cours des interventions, certaines bénéficient de l'expertise des autres, que ce soit sur les politiques éducatives, la gestion de projet ou la violence basée sur le genre, l'interdiction des châtiments corporels ou d'autres sujets.
Bénéficiaires de la CNE pour l'Afrique Orientale et Du Sud	<p>Alors que les collaborations d'apprentissage EOL sont en cours de construction, les CNE ont fait état de certains apprentissages tirés de leurs expériences passées.</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Il semble productif de faciliter le partage d'expériences entre les groupes thématiques du secteur de l'éducation afin d'acquérir des connaissances et des compétences auprès des membres des OSC qui ont fait preuve de bonnes pratiques en matière de gestion de projets, de collaboration avec les bureaux locaux de l'éducation et d'engagement de la communauté pour soutenir leurs interventions, ainsi que de suivi des projets. Le fonctionnement d'une collaboration d'apprentissage efficace nécessite des objectifs communs entre les organisations.✓ Une approche efficace est celle qui met l'accent sur le processus d'apprentissage par les pairs, sans placer un partenaire d'apprentissage au-dessus des autres.✓ Une collaboration d'apprentissage peut avoir différents objectifs et structures. L'organisation d'une collaboration d'apprentissage doit s'accompagner d'une sélection appropriée des membres avec lesquels ils partagent le même intérêt et peuvent unir leurs efforts pour atteindre les résultats escomptés.✓ L'identification des besoins des membres est importante dans l'organisation des collaborations d'apprentissage.
Bénéficiaires de la CNE pour l'Amérique latine et les Caraïbes	<p>Lors de la mise en place de collaborations d'apprentissage dans cette région, il a été signalé qu'il était nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ De diversifier les types d'activités et de méthodologies d'apprentissage.✓ De toujours garder une invitation ouverte à rejoindre la cause de la collaboration d'apprentissage.✓ D'avoir développé un plan d'apprentissage basé sur une évaluation participative des besoins d'apprentissage, où le consensus est toujours recherché (c'est-à-dire par le biais de modèles fournis par le RMU) afin d'assurer que tous les membres puissent participer et bénéficier des activités d'apprentissage et partager leurs expériences.



TABLEAU : INFORMATIONS SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LES CNE DE LEUR EXPÉRIENCE DE DIX ANS EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PROMOUVANT L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Quels moyens se sont avérés les meilleurs pour *organiser des « collaborations d'apprentissage »* entre les organisations de la société civile afin d'accroître le renforcement des capacités institutionnelles ? (OC1 - 1.4)

Bénéficiaires de la CNE pour l'Asie et le Pacifique

- Alors que les collaborations d'apprentissage sont en cours de construction, les expériences passées ont montré que :
- ✓ Les collaborations d'apprentissage fonctionnent bien lorsqu'il y a un domaine d'intérêt spécifique convenu par les coalitions nationales pour partager les uns avec les autres et apprendre des autres expériences et connaissances. Il est utile qu'une organisation prenne l'initiative d'organiser la première réunion et de maintenir la dynamique par une communication régulière avec les membres. L'ASPBAE a joué ce rôle à de nombreuses reprises, y compris en 2020. Par exemple, l'ASPBAE a organisé une réunion de toutes les coalitions sur le financement de l'éducation et l'éducation inclusive du handicap, ainsi qu'une réunion de nombreux représentants de coalitions sur la création de groupes de jeunes. Il a également réuni des coalitions pour échanger sur la participation aux rapports de synthèse et au processus du HLPF.
 - ✓ La recherche-action menée par des jeunes et la session de brainstorming sur la banque de politiques numériques, ainsi que la discussion entre pays sur l'ODD 4.7, entre autres, ont été des activités d'apprentissage collaboratif très efficaces parmi la société civile de la région Asie du Sud et Pacifique, où une diversité de connaissances et de pensées ont été partagées.
 - ✓ La CNE d'un pays mentionne qu'elle a travaillé en étroite collaboration avec un groupe de travail sur le budget et qu'elle a facilité plusieurs formations sur le financement du secteur de l'éducation et le suivi des allocations budgétaires, qu'elle a trouvées utiles et efficaces.
 - ✓ Les collaborations d'apprentissage se sont concentrées sur des questions thématiques spécifiques, telles que l'apprentissage et l'éducation des adultes, le financement de la dette, la fiscalité, les compétences et l'autonomisation, l'apprentissage pendant une pandémie, le financement de l'éducation, le suivi des acteurs privés dans l'éducation et d'autres thèmes.
 - ✓ Les réunions zoom et les webinaires ont permis à l'ASPBAE d'apporter un soutien technique à l'analyse de l'ODD 4 et à l'examen des documents d'orientation sur le « Rapport sur l'état de l'ODD 4 dans le pays », en mettant en évidence les liens entre l'ODD 4 et les autres ODD et les stratégies visant à résoudre les problèmes persistants d'inégalité dans l'éducation.
 - ✓ De même, la CME a facilité l'organisation de cours en ligne sur les droits de l'homme et l'éducation. Une leçon rapportée par une CNE est qu'il est nécessaire de prendre en compte les fuseaux horaires si l'on veut que tous les CNE participent.
 - ✓ Il a été rapporté qu'il a été appris que la participation virtuelle aux collaborations d'apprentissage ne suffit pas à répondre aux besoins des membres.
 - ✓ Les collaborations d'apprentissage sont basées sur l'engagement volontaire et la proactivité des membres du groupe. Il est très important d'optimiser l'engagement et la volonté des membres et des partenaires à consacrer du temps et des efforts à la poursuite des objectifs de la collaboration. Par exemple, l'une des CNE a lancé un groupe local soutenant spécifiquement l'éducation des personnes malentendantes ; et les organisations du groupe trouvent très utile l'échange d'expériences, d'informations et de ressources disponibles.



TABLEAU : INFORMATIONS SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LES CNE DE LEUR EXPÉRIENCE DE DIX ANS EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PROMOUVANT L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Quelles stratégies ont été les plus efficaces pour garantir l'inclusion de la perspective de genre et de l'approche des droits de l'homme à toutes les étapes du projet ?

Bénéficiaires de la CNE pour l'Afrique de l'Ouest et du centre	<p>Les CNE ont indiqué qu'ils avaient appris les choses suivantes au fil des ans :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Collaborer avec des fédérations ou des confédérations d'organisations de personnes handicapées a permis de comprendre les défis que pose la réalisation du droit à l'éducation de ce groupe de personnes.✓ La stratégie de la CNE consiste à inclure des groupes de tous horizons (principalement des groupes marginalisés) dans la mise en œuvre de leur projet et à organiser des campagnes de sensibilisation aux perspectives des droits de l'homme.✓ La stratégie utilisée par la CNE consiste à collecter et à partager les informations relatives à l'équité et aux obstacles qui entravent l'efficacité des lois en faveur de la diversité et de l'inclusion.✓ Outre l'inclusion d'informations sur la situation spécifique des femmes, des jeunes filles, des personnes handicapées et des populations vulnérables, respectivement, dans leur analyse contextuelle, la CNE cherche à promouvoir leur inclusion dans tous les domaines et insiste sur l'envoi de lettres d'invitation aux acteurs appartenant à des minorités ou victimes de discrimination pour d'autres raisons.✓ Une CNE rapporte que sa stratégie consiste à intégrer les aspects liés aux droits de l'homme dès le début de son projet.✓ L'existence de personnes de référence ou de conseillers en matière de genre dans leurs organisations partenaires est également un outil qu'ils utilisent.✓ La stratégie de la CNE est de construire une culture organisationnelle basée sur une approche des droits de l'homme, en se concentrant sur l'amélioration de l'intégration du genre dans la structure, les stratégies, les programmes et les procédures ; et de développer une stratégie de genre au sein de la CNE.✓ L'utilisation de cadres non partisans et d'événements communautaires s'est avérée efficace pour instaurer la confiance et la compréhension entre les personnes de tous les genres.✓ Promouvoir des programmes de sensibilisation communautaire visant à réduire la stigmatisation, la discrimination, l'exploitation et l'exclusion politique. Les personnes qui reçoivent les informations partagent ce qu'elles ont appris avec d'autres membres de la communauté, ce qui accroît la diffusion.✓ La prise en compte de la perspective de genre et de l'approche des droits de l'homme à toutes les étapes du projet, depuis la rédaction des termes de référence des activités jusqu'aux invitations à participer à la mise en œuvre des différentes actions de la CNE.
Bénéficiaires de la CNE pour l'Afrique Orientale et Du Sud	<p>Les CNE de cette région ont déclaré avoir tiré les enseignements suivants de leur expérience de dix ans :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Rechercher une couverture médiatique pour discuter des questions relatives à la protection et à l'éducation des filles.✓ Le fait que le genre soit une question d'intégration et un comité sous-sectoriel autonome permet également de mettre l'accent sur la dimension de genre ; cela a bien fonctionné dans certaines coalitions en assurant l'inclusion de la perspective de genre, par exemple, dans le travail de plaidoyer.✓ La formation des membres de la coalition à l'intégration de la dimension de genre, en particulier l'engagement des hommes, est également essentielle.✓ Utiliser l'analyse de genre pour développer les stratégies d'intervention du projet (théorie du changement et priorités du projet) ; et s'assurer que le cadre de résultats reflète adéquatement une analyse sociale et de genre qui a été entreprise pendant la conception et montre la cohérence entre l'analyse de situation et les activités de projet proposées.✓ Appliquer l'approche fondée sur les droits de l'homme à la conception et à la mise en œuvre du projet, en veillant à la promotion des droits des bénéficiaires cibles tels qu'ils sont définis dans les cadres des droits de l'homme, comme la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la Convention relative aux droits de l'enfant et d'autres instruments relatifs aux droits des groupes cibles.✓ Appliquer les principes des droits de l'homme tels que l'universalité, la non-discrimination, l'indivisibilité et l'interdépendance des droits de l'homme, la responsabilité et le respect des droits, entre autres, en s'assurant que les parties prenantes sont soutenues pour respecter, protéger et réaliser les droits des bénéficiaires, en les aidant à développer leurs capacités à le faire et en aidant les groupes cibles du projet à développer leur capacité à revendiquer leurs droits.✓ Développer les capacités des membres et des parties prenantes à appliquer et à contrôler l'application de l'égalité des genres et des principes féministes dans la mise en œuvre des activités du projet.
Bénéficiaires de la CNE pour l'Amérique latine et les Caraïbes	<p>Les CNE de cette région ont appris qu'il est important :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ De participer à des événements pour positionner le Plan/Agenda de la CNE sur le genre.✓ De surveiller la mise en œuvre des recommandations reçues par l'ONU lors de l'Examen périodique universel (UPR).✓ De plaider en faveur d'une proposition de loi qui inclut une perspective de genre.✓ Promouvoir la recherche, les études et les outils pour l'intégration de la dimension de genre.✓ Promouvoir en permanence l'égalité des genres dans l'éducation.



TABLEAU : INFORMATIONS SUR LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LES CNE DE LEUR EXPÉRIENCE DE DIX ANS EN TANT QU'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PROMOUVANT L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Quelles stratégies ont été les plus efficaces pour garantir l'inclusion de la perspective de genre et de l'approche des droits de l'homme à toutes les étapes du projet ?

Bénéficiaires de la CNE pour l'Asie et le Pacifique

- Les bénéficiaires de la CNE indiquent qu'ils ont appris au fil des ans que les points suivants sont importants :
- ✓ Promouvoir l'action positive pour les filles et les femmes, les personnes handicapées, les communautés ethniques et les groupes marginalisés dans les politiques publiques, y compris dans l'éducation.
 - ✓ La catégorisation des parties prenantes a permis d'atteindre un large éventail de représentants et de trouver un terrain d'entente.
 - ✓ Mettre en place des efforts pour accroître la participation des femmes dans les processus consultatifs, mettre l'accent sur les organisations dirigées par des femmes et engager des praticiens, des experts et des groupes de réflexion féminins en tant que personnes ressources.
 - ✓ Une CNE mentionne que les modérateurs ont créé un espace et encouragé spécifiquement les femmes à s'exprimer lors d'un forum organisé.
 - ✓ L'organisation d'un forum national annuel sur l'éducation inclusive axé sur l'importance de l'accès à l'éducation pour les enfants et les jeunes vivants avec un handicap a été efficace pour une CNE.
 - ✓ Montrer des femmes modèles dans les activités de sensibilisation.
 - ✓ Une CNE mentionne qu'elle veille à ce que l'intérêt supérieur et les droits des enfants soient respectés, guidée par les conventions internationales telles que la Convention relative aux droits de l'enfant.
 - ✓ Une CNE mentionne que l'orientation sur l'égalité des genres et les principes des droits de l'homme, effectuée avant la collecte des données de recherche, a bien fonctionné.
 - ✓ La prise en compte de la perspective de genre dès la conception de la recherche. Cela a permis d'avoir des rapports de recherche qui présentent des recommandations concernant l'éducation des garçons, l'éducation des filles enceintes, les taux d'abandon scolaire pour les garçons et les filles, respectivement, etc.
 - ✓ Avoir et respecter le leadership féminin au sein de la CNE et avoir un maximum d'organisations dirigées par des femmes parmi les membres et les partenariats stratégiques de la CNE.
 - ✓ S'engager auprès de législateurs féminins forts et donner aux jeunes filles les moyens de devenir des défenseurs de la politique et leur fournir des plateformes leur permettant de faire part de leurs demandes directement aux législateurs.
 - ✓ La promotion de l'éducation pour tous en s'appuyant sur le fait que l'éducation est reconnue comme un droit de l'homme ; et la rédaction de documents de position sur la législation et sur des questions brûlantes en matière d'éducation en utilisant la perspective du genre et des droits de l'homme.
 - ✓ L'égalité des genres est promue en tant que thème transversal de plaidoyer dans toutes les discussions politiques, y compris celles liées à la protection et au développement de la petite enfance, à l'éducation formelle et non formelle, à l'éducation au développement durable et à l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi qu'à la gouvernance et au financement de l'éducation.
 - ✓ Faire pression pour que les femmes soient présentes dans les organes de décision, notamment dans les conseils scolaires.
 - ✓ Une CNE informe qu'elle a l'intention de garantir l'équilibre entre les genres dans les activités du projet en général et dans les échanges avec les groupes communautaires en particulier.
 - ✓ Une CNE nous informe de ce qui suit : Notre approche inclusive commence par le conseil d'administration de la CNE lui-même, dans lequel notre nouvelle Constitution de 2017 stipule qu'il doit y avoir un minimum de deux membres féminins (sur six) au conseil. Il est prévu que la Constitution inclue également un membre représentant une organisation qui travaille pour les personnes handicapées au sein du Conseil. Étant donné que les membres du conseil sont impliqués dans la planification et la supervision, cette stratégie est considérée comme efficace pour garantir que les femmes et les personnes handicapées participent au niveau décisionnel.
 - ✓ La coalition utilise un cadre analytique solide sur le genre, l'inclusion et les droits de l'homme dans tous les domaines de travail de la CNE. La coalition affirme toujours que l'éducation est un droit humain et que l'égalité des genres dans l'éducation doit être affirmée dans les systèmes éducatifs.
 - ✓ Assurer une participation équilibrée entre les genres, veiller à ce que le rapport tienne compte de la dimension de genre, comme le rapport ODD4 Spotlight 2020 et une recherche sur l'espace sûr qui ont examiné les questions de genre dans les écoles.
 - ✓ Habituellement, avec des thèmes transversaux tels que l'égalité entre les hommes et les femmes et les droits de l'homme, on a tendance à faire un peu de travail partout et à le répartir trop finement sans beaucoup de possibilités d'approfondissement, ce qui fait que le travail peut parfois être inefficace. Bien que nous devions tenir compte de ces aspects dans tout ce que nous faisons, l'identification de deux ou trois domaines stratégiques sur lesquels se concentrer fortement le travail de promotion de l'égalité des genres et des droits de l'homme peuvent être une stratégie importante pour garantir des gains optimaux.

Education à Voix Haute est un fonds dédié au plaidoyer et à la responsabilisation sociale, qui soutient la société civile afin qu'elle soit active et influente dans l'élaboration des politiques sur l'éducation, pour ainsi mieux répondre aux besoins des communautés, en particulier des populations vulnérables et marginalisées.

WWW.EDUCATIONOUTLOUD.ORG

L'ÉDUCATION à VOIX HAUTE
plaidoyer et responsabilité sociale

GPE Transformer l'éducation

